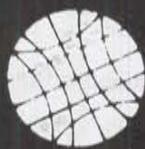


Bimensuel n° 98 du 30 mars 1981 — 10 FF - 70 FB - 6 FS

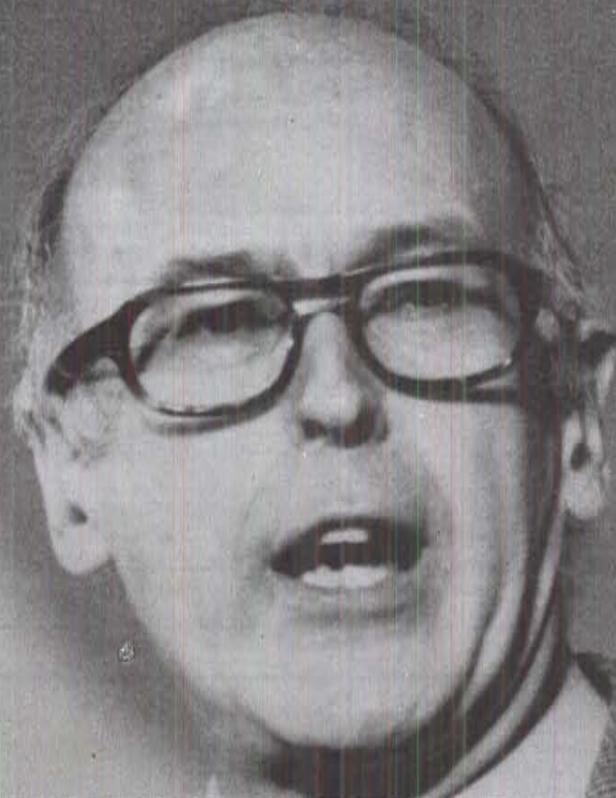


# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES EN FRANCE

**Le bilan du septennat  
et les options de la bourgeoisie**



## Sommaire du n° 98 du 30 mars 1981

3	FRANCE	La France à la veille des élections présidentielles	Jeannette HABEL
8	EL SALVADOR	Crise économique et accentuation de la répression minent les positions de la Junte	Lars PALMGREN
12	CUBA	« Le parti est plus prolétarien, plus marxiste- léniniste, plus révolutionnaire... »	Fred FELDMAN
22	CUBA	La société cubaine à la lumière du IIe Congrès du PCC	Jean-Pierre BEAUVAIS
32	POLOGNE	Les débats se poursuivent dans « Solidarité »	Jacqueline ALLIO

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

### ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

*Inprecor*, abonnement un an pour tous pays 180 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

#### POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|

Pays |-----|

# La France à la veille des élections présidentielles

## L'emploi au centre de la campagne électorale

Jeannette HABEL

Contrairement aux pronostics, rien n'est joué. Ceux qui étaient convaincus de la victoire inéluctable de Valéry Giscard d'Estaing il y a quelques mois, compte tenu de la division totale des partis ouvriers et des syndicats, font aujourd'hui preuve d'une grande prudence. L'un des traits les plus marquants de la situation française est — comme l'ont montré les tests électoraux les plus récents — l'importance de la volonté de changement et, en dernière instance, le maintien du rapport des forces entre les classes. Cela, François Mitterrand l'a compris ; c'est pourquoi il s'est refusé à un changement d'alliances. L'échec de Michel Rocard n'est pas dû à autre chose, même s'il sem-

ble de plus en plus clair que la campagne de François Mitterrand sera peu différente de celle que Michel Rocard aurait pu faire.

Malgré la division des partis ouvriers et des syndicats, Giscard et Mitterrand recueillent, selon les sondages, environ 50 % des voix chacun, et les élections partielles tendent à prouver que le PS et le PC, quel que soit le discrédit qui les frappe, recueillent les voix de tous ceux qui veulent chasser le président sortant (1). L'élection va donc se jouer de nouveau dans un mouchoir de poche, comme en 1974 avec, y compris, un désavantage au départ pour Giscard, qui doit justifier de ses sept ans de présidence. Or, au-delà de cette similitude, la situation a beaucoup changé.

tion de relatif plein emploi (6), cette fois-ci, elle entre dans la récession après 6 ans de chômage : plus de 1 700 000 chômeurs fin 1980, selon l'INSEE, près de 2 millions selon la CGT (7).

Le flux d'entrée en chômage a, d'après l'INSEE (février 1981) évolué ainsi : en 1973, il y avait 1,6 million de nouvelles demandes d'emploi ; 2,5 millions en 1975 ; 2,8 millions en 1978 et près de 3 millions en 1980. L'INSEE prévoit une forte augmentation des demandeurs d'emploi au premier semestre 1981. Premières victimes du chômage avec les femmes, les jeunes sans travail sont passés de 600 000 à 700 000 en un an. La réforme récente de l'indemnisation du chômage fait apparaître, avec la suppression de l'aide publique, que 560 000 personnes ne reçoivent aucune indemnité, dont 300 000 jeunes.

L'ampleur des restructurations industrielles en cours et les améliorations de productivité qui en découleront ne peuvent qu'aggraver la situation. L'année 1980 a marqué en France un tournant dans le rythme de réorganisation et de concentration du capital. BSN (Boussois-Souchon-Neuvesel) s'est retiré du secteur verrier pour se renforcer dans la production alimentaire. Rhône-Poulenc s'est dégagé de la chimie lourde au profit d'Elf-Aquitaine, afin de s'engager dans la chimie fine. La Cofaz (Compagnie française de l'azote) a pris une participation majoritaire dans une mine de phosphate, ainsi que PUK (Pechiney-Ugine-Kuhlmann) dans une mine de bauxite en Australie. St Gobain-Pont-à-Mousson s'engage dans l'électronique avec la prise de contrôle des Machines Bull et l'achat de 23 % du groupe italien Olivetti. Paribas prend le contrôle d'Empain-Schneider. La CGE s'est renforcée dans la bureautique en reprenant la firme britannique Roneo. Matra pénètre dans les communications en entrant chez Hachette, etc. Le patronat appelle à renforcer les points forts de l'industrie française, à favoriser « l'intégration verticale », à développer la diversification géographique vers les Etats-Unis, et sectorielle vers les secteurs d'avenir. Cette

### LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SEPTENNAT

La différence essentielle avec 1974, c'est évidemment l'ampleur de la crise économique et ses conséquences (2). Pour la première fois depuis longtemps, des poches de pauvreté sont apparues en France. « La crise économique a plongé des centaines de milliers de ménages dans l'endettement et la pure et simple assistance. On souffre encore de la faim dans la France de 1981. (3) »

Le Rapport sur la pauvreté demandé par Giscard, et le « Groupe d'évaluation des situations de détresse » constitué par le préfet de Paris, témoignent en cette veille d'élection de l'importance du phénomène, en particulier depuis 1978. Des indices précis sont là pour le montrer et indiquer les groupes sociaux et les régions les plus concernées : les chômeurs de longue durée qui n'ont plus droit aux indemnités et qui sont responsables de familles nombreuses ; les femmes seules et sans profession stable avec enfants à charge ; les jeunes sans travail et sans famille ; les victimes de l'intérim et des contrats d'embauche temporaires (4) sont les catégories les plus frappées par la progression considérable du chômage. Des enquêtes menées par le Secours populaire français ou le Secours catholique font état des éléments suivants : « Dans le Nord, à la Caisse d'allocations familiales de Roubaix, on recense 12 000 enfants issus de familles dont le quotient familial imposable était en 1979 égal ou inférieur à 12 F par jour et par personne. (5) » En novembre 1980, il y a eu dans les HLM de la ville de Lille 45 % de retards de paiements de loyers allant d'un mois à 6 mois. Des régions en-

tières sont particulièrement touchées. A Marseille, le Bureau d'aide sociale a distribué, en 1980, 125 000 colis, 63 000 bons de repas et 20 000 secours en espèce.

Mais la situation est pire dans des régions comme la Bretagne ou les Vosges. Toujours d'après le Secours catholique, en Bretagne, le nombre des moins de 30 ans touchés par la misère a triplé en trois ans. A Rennes, un millier de chômeurs sont sans indemnisation depuis 1980 et au moins 15 % « sont dans l'indigence la plus totale. » Quant au département des Vosges, où sévit une grave crise du textile, R. Spiller, conseiller général de droite rallié à la majorité, parle d'« une misère épouvantable ». Tous les élus du Conseil général jugent la situation dramatique : dans certains secteurs, le chômage a progressé de 300 à 400 % entre 1974 et 1981.

Même si ces exemples restent sectoriels et limités, la progression du chômage et l'arrêt ou la limitation des indemnités commencent à faire sentir leurs effets. L'emploi sera au centre de la campagne électorale. A la différence de la première récession de 1974-1975, alors que la classe ouvrière connaissait une situa-

1. Lire dans *Inprecor*, numéro 90, du 3 décembre 1980, Pierre Frank, « Le PCF et l'élection présidentielle ».

2. L'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) estime à 4 ou 5 % la baisse de la production industrielle pour la fin de l'année 1980, mais le point bas de la récession ne serait atteint que dans les prochains mois.

3. M. Castaing, *Le Monde*, 6 mars 1981.

4. Le nombre de contrats de travail tem-

poraires conclus en 1979 par rapport à 1975 est passé de 1 004 824 à 2 073 002, soit le double.

5. *Le Monde*, 16 mars 1981.

6. On enregistre, en 1973, 393 900 chômeurs (moyenne annuelle), 497 000 en 1974 et 839 700 en 1979 (*Eurostat* 1979).

7. Les chiffres officiels sous-estiment nettement le nombre des chômeurs. Il faut en moyenne les multiplier par 1,3 pour obtenir une approche de la réalité.

restructuration vers des industries nouvelles de pointe, « l'industrie de performance » selon le ministre de l'Industrie, s'accompagne d'une restructuration des industries traditionnelles.

Après la suppression de plus de 20 000 emplois dans la sidérurgie entre 1979 et 1980, la productivité de la main-d'œuvre a augmenté de 10 % en 1980. On estime que la chute de la production automobile devrait être de 9 % pour l'ensemble de 1980 ; les nouvelles technologies devraient entraîner une réduction de 12 % des emplois chez Renault d'ici à 1990, avec des conséquences dans l'industrie du pneumatique (Kléber-Colombes serait absorbé par Michelin). Il faut ajouter les chutes continues d'effectifs dans le textile depuis longtemps en crise. Même dans la téléphonie — dont Giscard avait dit en avril 1979 que « ce serait un scandale » qu'il y ait des suppressions d'emplois — il y a eu, en deux ans, 6 800 postes supprimés chez Thomson-CSF, CII-Alcatel et la CGCT. Thomson annonce un plan de suppression de 5 000 emplois d'ici à 1983.

A la faveur de cette situation, l'objectif du patronat est clair : « En libérant l'esprit d'entreprise et d'initiative des

Français », il vise à redresser les profits en utilisant la reconstitution d'une armée de réserve industrielle qui pèse sur l'évolution des salaires, alors que l'inflation est de 15 %. Même si les objectifs gouvernementaux n'ont pu être atteints, la progression du SMIC en 1980 (de 13,7 %) est en retard sur la hausse des prix et sur la hausse moyenne des autres salaires (la progression du salaire horaire des ouvriers a été de 15,4 %). Il faut évidemment tenir compte de la baisse de la durée du travail pour ceux qui sont payés à l'heure, des incidences du chômage partiel, de la baisse des effectifs industriels qui compriment les revenus réels moyens. Cette évolution correspond aux souhaits du gouvernement et du patronat : le SMIC ne doit plus jouer de rôle moteur dans l'évolution des salaires moyens.

On peut compléter ce tableau par les données suivantes : en 1980, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a diminué de 2 % ; une femme sur deux, un homme sur cinq gagnaient moins de 3 000 F par mois. En résumé, si l'on tient compte du relèvement des cotisations sociales, les salariés ont vu leur pouvoir d'achat stagner dans certains cas et baisser le plus souvent (8). C'est le Premier ministre qui l'a dit :

« Le gouvernement a obtenu, dans le respect des relations conventionnelles et sans troubles sociaux, un infléchissement de la hausse des rémunérations. (9) »

Pour le patronat, cette régression reste insuffisante. Ses objectifs de modification du partage profit-salaire, en faveur du premier terme, sont loin d'être atteints. C'est l'échéance des présidentielles — si l'issue lui est favorable — qui devrait permettre à la bourgeoisie de passer à une offensive d'une autre ampleur. Ce que Raymond Barre a annoncé : « Les prochaines années seront les plus dures depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

## LES PROJETS EN SUSPENS

« Le maintien du pouvoir d'achat est un objectif très ambitieux plus qu'une quasi-certitude. Nul ne peut exclure que les circonstances internationales ne nous obligent à y renoncer temporairement », affirmait il y a peu le Premier ministre Raymond Barre. Il est certain que, si Giscard est vainqueur, le gouvernement entend bien s'en prendre à des conquêtes ouvrières gagnées de haute lutte. Les négociations sur la durée du travail — provisoirement suspendues — ont pour objectif de remettre en cause la loi de 1936 concernant la législation sur le temps de travail. Le patronat veut ainsi encourager une utilisation plus intense de la force de travail, augmenter la durée d'utilisation des équipements par la remise en vigueur du travail les samedis et les dimanches, par l'extension du travail de nuit, de la pratique des horaires variables et l'étalement des vacances.

Certaines de ces mesures s'appuient sur les aspirations à plus de temps libre et à des horaires moins contraignants, en particulier chez les femmes. Un récent Conseil des ministres vient de décider de développer le temps partiel, les emplois à temps réduit, et de privilégier le chômage partiel plutôt que les licenciements. Il s'agit de réduire la durée du travail sans compensation salariale, de faciliter l'utilisation plus souple de la main-d'œuvre qui reste à disposition de l'entreprise, tout en affaiblissant le niveau d'organisation de la classe ouvrière.

Comme ailleurs en Europe, les besoins de mobilité de la main-d'œuvre ont conduit au développement de toutes les formes de travail précaire : intérim, contrats non renouvelables, etc. La constitution d'un double marché du travail doit rendre plus difficile la lutte pour la sauvegarde de l'emploi. Mettant à profit la division du mouvement ouvrier, le gouvernement tente d'introduire une division sociale parmi les travailleurs, entre les titulaires d'un emploi stable (les « nantis ») et les chômeurs ou chômeurs partiels. Cela est concrétisé par un projet

8. Le pouvoir d'achat des salaires nets (après paiement des cotisations de Sécurité sociale) aurait baissé de 0,1 % en masse et de 0,2 % par tête (*L'année économique et sociale, Le Monde*).

9. *Le Figaro*, 29 février 1981.

Quelques-unes des affiches anti-Giscard de la LCR, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale (DR).

**GISCARD CHAMPION DU CHOMAGE TOUTES CATEGORIES**

1981  
2 MILLIONS DE CHOMEURS

1986 ?

1974  
400 000 CHOMEURS

Unité contre Giscard la crise !  
Votez Alain Krivine

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

**LES DIAMANTS C'EST POUR LUI !**

Unité contre Giscard le fric !  
Votez Alain Krivine

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Tout de suite

**TRAVAILLER MOINS TRAVAILLER TOUS**

Votez Alain Krivine

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

**GISCARD: 7 TROUS EN PLUS A LA CEINTURE**

Unité contre Giscard l'austérité !  
Votez Alain Krivine

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

de loi qui n'attend que l'après-élection pour être voté. L'idée vient notamment du mouvement patronal « Entreprise et Progrès » qui propose de « faire adopter par ceux qui ont un emploi assuré des attitudes de solidarité à l'égard de ceux qui sont menacés ou victimes du chômage. Par exemple, en instituant une cotisation des fonctionnaires à l'UNEDIC (organisme gestionnaire des allocations-chômage) ». Cette idée est reprise par la presse bourgeoise et fait l'objet d'une campagne sur les thèmes de la solidarité nationale et de l'égalitarisme.

Plus largement, ce qui est en cause, c'est une attaque radicale contre le droit au travail tel qu'il a existé jusqu'à présent. Le développement de l'insécurité et de la précarité de l'emploi remettent en cause la notion même d'emploi permanent. La remise en cause des limites au droit de licenciement dans les entreprises, du droit de grève dans les services publics, les menaces ouvertes qui pèsent sur le statut de la fonction publique, constituent des projets à court terme de la majorité gouvernementale, si elle est reconduite.

Pour compléter ce dispositif, il faut ajouter les attaques contre la Sécurité sociale et les mesures d'austérité draconien-

nes qui affectent la qualité des soins donnés dans les hôpitaux. L'enseignement est aussi une cible privilégiée. Le but est de mettre sous la tutelle du patronat la formation professionnelle, de privatiser les filières de formation, de développer les « séquences éducatives en entreprises » (autrement dit l'apprentissage des jeunes sur le tas avec un salaire dérisoire et une exploitation éhontée), d'accentuer sur le plan universitaire la sélection en justifiant de façon à peine voilée l'inégalité des chances devant l'école. Les attaques contre les enseignants et leurs acquis visent à confier le recrutement des enseignants à des agences régionales, avec un engagement à durée limitée, afin d'adapter la formation à la situation de l'emploi régional en tenant compte des besoins des entreprises.

Les femmes enfin, premières victimes du chômage et des bas salaires, sont l'objet d'une politique combinée : une offensive nataliste pour un troisième enfant, couplée avec des propositions d'emplois au rabais pour celles qui voudraient travailler tout en élevant leurs enfants en bas âge. Voilà le contenu réel de la démagogie féministe de Giscard.

#### PREMIERS EFFETS DE CETTE POLITIQUE SUR LA CLASSE OUVRIERE

L'année 1980 n'a pas connu de grandes grèves revendicatives d'ensemble. Quelles en sont les raisons essentielles ? La profondeur de la division des partis ouvriers et des syndicats, les effets de la crise économique, l'échéance des élections présidentielles ressenties comme un enjeu majeur par la classe ouvrière.

Malgré cela, une combativité s'est exprimée par de nombreuses grèves dures et prolongées, même si elles restent fragmentées : le conflit des marins-pêcheurs, des poseurs de rail, des mineurs des charbonnages, de Manufrance et de Dufour, des nettoyeurs du métro (travailleurs immigrés), des employés turcs de la confection, des mineurs marocains... En l'absence de toute perspective de centralisation, ces conflits sont évidemment restés localisés. Il est cependant frappant de voir que, dès que le gouvernement a lancé les premières attaques contre la Sécurité sociale, les premières ripostes ont eu un caractère centralisé, favorisé par le caractère national de l'attaque. Le gouvernement fut contraint de reculer et d'abandonner provisoirement ses projets. Comme toujours en France, la politisation des luttes et le fait qu'elles se heurtent directement au gouvernement expliquent que, dans la conjoncture actuelle, les travailleurs ne soient pas prêts à user leurs forces dans des combats dispersés et sans perspectives.

La combativité s'exprime au niveau où elle peut agir, souvent de façon catégorielle. C'est l'absence de perspective de généralisation qui est l'obstacle majeur à l'expression centralisée de la combativité des travailleurs. Dès lors, les élections présidentielles sont ressenties comme une échéance politique décisive

3 034 conflits (— 0,2 % par rapport à 1979) ;

3 845 établissements touchés (— 10 %) ;

1 755 100 personnes salariées dont 399 800 grévistes (— 21,6 %) ;

1 511 300 journées de grève perdues (— 52,4 %).

Autrement dit, si le nombre global des conflits demeure quasiment stable, celui des établissements touchés diminue. Mais il faut remonter à 1965 pour trouver un niveau plus bas de journées perdues pour faits de grève.

Ces constatations doivent tenir compte de la nouvelle politique du patronat. Dans les secteurs où les attaques ont été massives et où les risques d'explosion étaient les plus graves, la politique d'incitation aux départs volontaires avec primes d'indemnisation importantes a permis de diviser et de désamorcer la riposte. Dans la sidérurgie, les primes étaient de 50 000 F (plus 10 000 F de prime au retour pour les immigrés). Les dernières propositions de Thomson-CSF, pour atténuer les effets de son plan de suppression d'emplois, sont de 65 000 F par salarié (en moyenne 15 mois de salaire). Cela n'est rien au regard de la difficulté à retrouver un emploi mais, à première vue, de telles primes apparaissent comme une somme alléchante.

#### L'USURE DU RÉGIME

Dans ces conditions, comment la bourgeoisie française apprécie-t-elle ses marges de manœuvre face au mouvement ouvrier, treize ans après 1968 ? De prime abord, le bilan qui précède pourrait indiquer que le gouvernement Giscard-Barre ne s'est pas mal tiré d'affaire. Aux attaques économiques et sociales se sont ajou-

qui condense des enjeux de classe importants parce que, dans la conjoncture actuelle, les problèmes économiques et politiques font corps. Mais elles contribuent provisoirement à paralyser la riposte ouvrière.

Il est indéniable que l'ensemble de ces raisons a eu pour résultat une régression du nombre de journées de grève. Les chiffres publiés par le ministère du Travail sont les suivants :

*Margaret Thatcher, ou la politique dont rêvent Giscard, Chirac, Debré and Co... (DR).*



tées des provocations ouvertes contre les fonctionnaires et les enseignants. Des atteintes importantes aux libertés démocratiques ont eu lieu : fait sans précédent, un procès a été intenté au *Monde*, journal bourgeois « éclairé » ; ce procès sanctionne en réalité la dénonciation par ce journal du scandale des diamants donnés par Bokassa à son « ami » Giscard et mettant ce dernier directement en cause. Enfin, le vote du projet de loi « Sécurité et Liberté » marque un tournant dans le renforcement du dispositif répressif français.

Cette politique est destinée à préparer une dure riposte contre une classe ouvrière qui ne va pas accepter passivement des coups de plus en plus violents. Elle est également une façon de tester les réactions du mouvement ouvrier organisé. Or, de ce point de vue, non seulement la réponse a été dérisoire, mais on peut même dire que chaque provocation n'a fait qu'accentuer la division qui fait rage entre les organisations politiques et syndicales.

Néanmoins, la crainte d'explosions ouvrières et de débordements — voire d'un nouveau Mai 68 — est partout présente. Les résultats électoraux, les élections dans les entreprises, montrent la puissance du ressentiment populaire contre Giscard-Barre. La polarisation des forces sociales n'a jamais été aussi grande. C'est pourquoi les secteurs bourgeois les plus éclairés sont inquiets : le gouvernement est affaibli, éclaboussé de scandales et ses deux principaux soutiens — le RPR et l'UDF — sont divisés. Giscard bénéficie de la force que lui confèrent les institutions de la Ve République, mais il doit justifier, sept ans après, les « choix de société » qu'il proposait en 1974. Tous les indices montrent que son crédit a largement baissé et l'impopolarité de Raymond Barre est telle que tout est fait pour le faire oublier.

En 1974, Giscard fit campagne pour le « changement » et la « décripation ». La France devait « être gouvernée au centre ». Cette volonté d'ouverture s'est traduite par un échec, à l'exception de Robert Fabre, ex-radical de gauche nommé médiateur après avoir fait un rapport sur le chômage tombé dans les oubliettes. Seules quelques réformes, sur l'avortement, le droit de vote à 18 ans et le divorce, ont modernisé à peu de frais quelques archaïsmes législatifs. Les projets visant à établir une convergence avec des secteurs du PS n'ont pas abouti, parce que le maintien du rapport des forces entre les classes ne le permettait pas. Par contre, la politique présidentielle s'est déplacée de plus en plus vers la droite, au point que l'extrême droite ne se manifeste plus guère pour l'instant.

Giscard n'a pu régler l'un des problèmes politiques clés pour la bourgeoisie française : construire un parti de droite à large base de masse qui fait défaut depuis la fin du gaullisme première manière. A l'UDR, sorte de Société du Dix-Décembre (10) fondée sur le clientélisme, qui bénéficiait des restes de la popularité de de Gaulle, a succédé l'UDF, groupuscule sans audience, qui n'existe que par la grâce

présidentielle et les prébendes de l'appareil d'Etat qu'elle monopolise. L'un des problèmes de Giscard a précisément été, au cours du septennat, le fait qu'il n'ait jamais pu disposer d'une majorité parlementaire à la hauteur de ses ambitions. Ses conflits croissants avec le RPR ont encore accru la nécessité de renforcer l'autorité présidentielle. On ne peut exprimer plus clairement cette situation que ne l'a fait Giscard lui-même. A la question de Louis Pauwels qui lui demandait si « la Constitution de la République qui donne de grandes responsabilités au président ... est la meilleure garantie de la démocratie », Giscard a répondu : « C'est bien la seule ! La question est de savoir si elle est solide. Il n'existe entre la désorganisation politique de la France et la situation actuelle que le mince rempart des institutions ; nous verrons si ce rempart est suffisamment efficace. (11) » C'est une analyse lucide : la droite, sans les institutions (et les modalités inégalitaires du système électoral) risque d'être balayée.

Pour se présenter comme le seul recours, à la faveur de la crise, Giscard intensifie ses attaques contre les partis politiques, jouant sur le discrédit qui les frappe, en particulier à gauche depuis la division, et surtout sur la nécessité de resserrer les rangs autour de l'Etat en ces moments difficiles. Il se pose en rassembleur dégagé des étiquettes et des idéologies, et utilise à fond les institutions présidentielles de la Ve République. Il relativise l'UDF et privilégie les comités de soutien au « citoyen-candidat ». Il y

## CHIRAC : LE CHANGEMENT SANS RISQUE ?

Il est paradoxal que Chirac, qui fut Premier ministre jusqu'en 1976 et qui a approuvé l'essentiel des décisions prises par le gouvernement, puisse prétendre incarner une solution nouvelle et le « changement sans risque ». Comment expliquer sa dureté de ton à l'égard de Giscard et le fait même d'évoquer « la défaite du président de la République » ? Le candidat du RPR se refuse y compris à donner, pour l'instant, une consigne de vote claire pour le deuxième tour, en prenant ainsi effectivement le risque de faire élire Mitterrand. Certaines personnalités chiraquiennes ont même déjà déclaré publiquement qu'en tout état de cause elles ne voteront pas pour Giscard au deuxième tour. Ce qui permet de comprendre cette politique du RPR, c'est en premier lieu la politique de liquidation du gaullisme menée par le président de la République. Le RPR et ses partisans sont au pied du mur, car « ils ne trouvent plus eux-mêmes leur aliment dans l'Etat », comme l'a fort justement remarqué Mitterrand. Le personnel politique du RPR, écarté peu à peu de l'appareil d'Etat et des institutions, ne se fait aucune illusion : la réélection de Giscard signifie son élimination pure et simple. Pour un rassemblement de ce type, la mise à l'écart des institutions signifie la perte de sa crédibilité, la perte de sa clientèle et le passage, à terme, de ses élus du côté de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir.

a une résurgence des thèmes de droite classiques : le rassemblement, le nationalisme, la sécurité, la critique des partis, la nécessité d'un pouvoir fort capable de lutter contre la désorganisation qui menace.

Pour la bourgeoisie, Giscard peut se targuer d'avoir marqué des points sur le plan économique et contre le mouvement ouvrier. Il ne cesse de souligner qu'il n'y a pas eu, sous sa présidence, de nouveau Mai 68 ni d'explosions, que ce soit à l'école, à l'usine ou à l'Université. L'ordre règne dans l'armée (reclassement dans la hiérarchie et mise au pas — selon lui — des comités de soldats). Ce sont des atouts non négligeables pour la bourgeoisie. Mais deux problèmes d'ordre différent mettent Giscard en position de faiblesse. Il s'agit d'abord des scandales qui l'ont mis en cause personnellement : l'affaire des diamants, la mort du prince et député de l'Eure Jean de Broglie, et le rôle peu clair joué par le ministre de l'Intérieur de l'époque Michel Poniatowski, le suicide du ministre du Travail Robert Boulin mis en cause dans des affaires immobilières douteuses.

Le deuxième problème c'est l'emploi. Le président sortant a du mal à convaincre que les choses vont changer, alors que les perspectives s'assombrissent de jour en jour. Cela explique que la candidature de Jacques Chirac rencontre un écho plus important que prévu et apparaisse comme une éventuelle solution de rechange.

Il est étonnant qu'après la mort de de Gaulle et celle de Pompidou, le gaullisme n'ait pas disparu et qu'il ait même manifesté une forte résistance lors des dernières élections partielles de fin 1980. En effet, les antagonismes anciens au sein de la droite française, sur l'Europe, l'indépendance nationale, la politique de participation, les rapports avec le mouvement ouvrier, sont largement atténués, et le seul qui les représente encore est Michel Debré.

La raison première de la politique du RPR réside dans sa volonté de défense des positions qu'il détient encore dans les institutions. Elle trouve cependant sa force dans les effets de la crise sur certaines catégories sociales qui votent traditionnellement à droite, qui ont voté Giscard en 1974, mais qui sont victimes de la politique que ce dernier a menée. Cet électoral potentiel concerne même quelques couches populaires dans la mesure où il n'y a pas de dynamique unitaire dans la classe ouvrière, dynamique que Mitterrand — sans parler du PC — se garde bien d'impulser.

Sur le plan économique, la politique d'intégration européenne, le développement prioritaire des secteurs exportateurs, l'appui aux secteurs de pointe, met en difficulté les PME (les 2 millions de

10. Cf. Karl Marx, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, Editions sociales, p. 69 et s.  
11. *Le Figaro Magazine*, 28 février 1980.

petites et moyennes entreprises). Les départs de bilan se multiplient (le nombre de faillites a progressé de 42 % en un an). C'est entre autres à ces PME que Chirac, le maire de Paris, s'adresse en leur promettant la suppression « des carcans fiscaux, juridiques, sociaux, financiers et bureaucratiques ».

Chez les agriculteurs, le dernier Congrès de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a mis en lumière le mécontentement qui règne à l'égard de la politique du gouvernement et de la Commission européenne. Alors que les propositions d'augmentation des prix agricoles faites par la FNSEA sont de 15,3 %, celles de la Commission de Bruxelles sont de 7,8 %. Le candidat du RPR a demandé que les revenus des agriculteurs soient revalorisés de 15 %, ce qui correspond à l'inflation française ; il s'en est pris violemment « aux capitulations du gouvernement français à Bruxelles devant les exigences de Mme Thatcher », et il a redit ses préventions à l'égard de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Ces efforts ne sont pas restés vains au moment où la Commission de Bruxelles est impopulaire. Les commentaires faits au Congrès de la FNSEA montraient l'audience croissante du dirigeant du RPR parmi les exploitants agricoles, ce qui ne peut manquer de préoccuper fortement les giscardiens : 60 % des agriculteurs ont voté Giscard en 1974.

Enfin, Chirac peut toucher des couches populaires « arriérées », victimes de la crise, qui veulent voter contre Giscard sans être amenées à voter pour le candidat d'un parti ouvrier. De plus, la démagogie de Chirac sur la nécessaire réduction du train de vie de l'Etat et la réduction des impôts peut séduire une frange de l'électorat traditionnellement abstentionniste, sensible aux attaques contre l'Etat trop centralisateur et interventionniste.

## LES PROPOSITIONS DU RPR

Quelles sont les propositions du RPR ? Bernard Pons, secrétaire général du mouvement, se référant ouvertement à Ronald Reagan, propose d'« utiliser à plein l'outil de production dont disposent les entreprises en recherchant la voie d'une croissance vigoureuse » et en arrêtant le processus de « collectivisation de l'économie ». Ce qui implique des allègements fiscaux pour stimuler l'investissement productif. Où trouver l'argent ? En réduisant les gaspillages de l'Etat, en diminuant les effectifs de la fonction publique (en ne remplaçant qu'un fonctionnaire sur deux lors des départs à la retraite), en limitant les concours de l'Etat aux entreprises publiques ainsi que les aides à l'industrie et au secteur privé.

L'orientation du candidat RPR est contestée par les giscardiens et Raymond Barre. Mais, ce qui est plus surprenant, ses propositions sont reprises pour l'essentiel par *Les Echos*, journal du patronat français qui a jugé bons les choix de Chirac et a repris à son compte les principaux éléments : la limitation des dépenses de l'E-

tat et la réduction des prélèvements collectifs, la simplification des règlements « entravant » l'industrie et le commerce, la suppression des subventions accordées à divers secteurs industriels, le gel des emplois dans la fonction publique, etc.

C'est pourquoi la contre-attaque de Raymond Barre et des giscardiens est de grande ampleur. Le Premier ministre, mettant en cause la crédibilité d'un tel programme, a d'abord souligné que son gouvernement n'avait pas augmenté les taux de l'impôt sur les sociétés, qu'il les avait même réduits — pour les cinq prochaines années — par des mesures d'aide fiscales à l'investissement. Il a contesté la proposition d'augmentation de la TVA pour compenser la réduction des impôts, en faisant valoir qu'il s'agit d'un impôt indirect non progressif et qui frappe donc en priorité les bas salaires. Enfin, il s'est interrogé sur les résultats qu'une telle politique pourrait avoir pour réduire l'inflation et le chômage.

L'orientation de Chirac jette de la poudre aux yeux grâce à des propositions qui touchent une fibre vivace en France, tout en masquant la substance réelle des choses. En ne remplaçant chaque année que la moitié des 40 000 fonctionnaires qui partent à la retraite, on ne contribue pas à créer des emplois. En proposant de supprimer les subventions accordées à l'industrie et au secteur privé, on ne peut déboucher que sur la liquidation des « canards boiteux », l'élimination des entreprises les plus faibles, en concentrant l'aide à l'investissement sur les entreprises les plus compétitives. Tout ceci ne peut qu'accélérer les fermetures d'entreprises et donc augmenter encore davantage le chômage. Enfin, en supprimant les aides aux entreprises nationales, on ne peut que provoquer une augmentation rapide des tarifs publics, ce qui ne contribuera pas à diminuer l'inflation (12).

En réalité, ces propositions ne sont qu'une accentuation d'une politique déjà à l'œuvre, et dont de nombreux éléments sont en débat dans la majorité qui soutient le gouvernement. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre de l'Economie et des Finances de Giscard, préconise lui aussi la limitation des interventions directes de l'Etat dans l'industrie : « Il faut encourager l'esprit d'entreprise (...) et ce mouvement doit toucher la société tout entière : l'enseignement, l'Université, les administrations, la fiscalité. » Plus conséquent que Chirac (et surtout moins concerné par les résultats électoraux), il propose de renforcer la concurrence dans la distribution en supprimant les réglementations restrictives, dont la loi Royer, ce dont le candidat RPR ne dit mot car il toucherait là aux intérêts d'une partie de son électorat.

Sur quoi porte donc le débat au sein de la bourgeoisie ? Se référant à Ronald Reagan, cité par Chirac, Barre a souligné que les actions proposées par le président américain « ne constituent en rien » une innovation par rapport à celles qui sont mises en œuvre en France : la différence « tient à leur ampleur ».

En fait, le fond du débat est poli-

tique. Pour le journal patronal *Les Echos*, le prochain président élu devra « rendre aux entreprises leur liberté et ramener l'Etat dans le droit chemin de l'économie libérale (...). La grande affaire du septennat ne sera ni l'affirmation renouvelée de l'indépendance de la France, ni la lutte contre les inégalités sociales, ni même la recherche d'une croissance sans heurts, mais la redistribution des rôles et des fonctions des différents acteurs de la vie économique, le reflux de l'Etat. »

Mais quelles seraient les conséquences d'une telle politique ? Quelle est l'appréciation des rapports de forces avec le mouvement ouvrier qui en découle ? Manifestement, une partie du patronat français croit le temps venu d'en découdre avec la classe ouvrière à la faveur de la crise et de la division ; elle pense qu'il n'est plus nécessaire de temporiser. La réponse d'autres technocrates bourgeois est différente. Giscard l'a dit : « On peut réduire massivement le taux d'inflation, mais en acceptant 500 000 chômeurs de plus. Une politique monétaire restrictive pourrait aboutir à ce résultat (...) mais nous n'avons pas suivi la politique extrême qui eût consisté à "casser" l'inflation à n'importe quel coût social. Car la politique du freinage brutal, c'est l'antichambre du Front populaire ou l'antichambre du Programme commun effectivement appliqué. (13) » Ou bien c'est Mai 68 comme l'a dit Raymond Barre. Un certain nombre de dirigeants bourgeois français suivent de près l'expérience Thatcher en Grande-Bretagne, et ils en tirent des conclusions prudentes (14)...

Le poids de la crise et du chômage se fait sentir. Mais la classe ouvrière n'a pas été défaite. Son potentiel de riposte demeure globalement intact. En cas de faux pas, la division ne sera pas un rempart suffisant pour endiguer des explosions ouvrières (ce qui ne préjuge pas de leur issue, par ailleurs).

Tels sont aujourd'hui les termes du débat, et l'enjeu des élections françaises dont la portée est, à l'évidence, internationale. ■

Jeannette HABEL  
16 mars 1981.

12. La théorie de l'offre (*supply side*) d'Arthur Laffer, adoptée par Reagan et Stockmann aux Etats-Unis, et dont Chirac tente de se faire le porte-parole électoral consiste, *grosso modo*, à impulser l'épargne et les investissements privés. Pour cela, il s'agit d'accorder au patronat des dégrèvements fiscaux liés à des coupes sombres dans le budget et d'alléger les réglementations étatiques afin qu'ils opèrent des investissements de modernisation et d'accroissement des équipements productifs. De là est censé découler un accroissement sur le marché de l'offre de biens et services. La diminution de l'impôt sur les revenus et la fortune (de ceux qui en ont d'importants...) devrait encourager à la fois des achats (de ceux qui peuvent acheter) et les placements boursiers et annexes... ce qui devrait aider au financement des entreprises. Tout cela peut se résumer ainsi : assurer les profits privés et les revenus des gros... sur le dos des salariés (NDLR).

13. *Le Figaro Magazine*, 28 février 1980.

14. *Lire Inprecor*, numéro 92, du 2 janvier 1981, Pat Kane, « A l'appel des travailleurs à Liverpool, 150 000 manifestants contre Thatcher ».

# Crise économique et accentuation de la répression minent les positions de la Junte

Lars PALMGREN

San Salvador. — A en juger par sa dénomination, le ministère de la Planification — ou plus précisément le ministère de la Planification et de la Coordination du développement économique et social — devrait donc être l'un des ministères les plus importants au Salvador ; or, après la visite que nous y avons faite, l'impression que l'on en retire est qu'il est l'un des plus coupés de la réalité.

Le ministre Antilio Vieytez est relativement jeune. Il a été formé dans les universités américaines. Comme bon nombre d'officiels du gouvernement, il est très nerveux, ses mains tremblent, ses yeux sont continuellement en mouvement, et c'est d'une voix altérée qu'il essaie d'expliquer les résultats déjà atteints par le prétendu Plan d'urgence de 1980-1983.

Le but de ce Plan est de stimuler l'économie, renverser le cours inflationniste et créer des emplois. Jusqu'à ce jour, il est difficile pour le ministre Antilio Vieytez de présenter des résultats

concrets. « Pour que le Plan puisse être réalisé, nous explique-t-il, il faut que le secteur privé recommence à investir. Pour ce faire, il faut un climat politique stable, mais, ajoute-t-il, ne me demandez pas comment y arriver, car je ne suis responsable que de la planification ! » Comme pour insister là-dessus, il hausse les épaules, indiquant par là qu'il ne tient pas à ce qu'on le mette dans le même sac que ceux qui décident de ce genre de choses.

Sur le mur de son bureau, une affiche au titre ronflant : « Plan de 20 ans pour le développement économique et social du Salvador », et sur la droite de l'affiche, toutes les flèches convergent en une même vision d'« un Salvador développé industriellement et socialement égalitaire en l'an 2 000 ». Je lui demande si prétendre planifier l'économie sur 20 ans n'est pas un peu optimiste, il hausse à nouveau les épaules avec un raclement de gorge pour seule réponse. S'il n'y avait pas les mains tremblantes et la nervosité du ministre, on pourrait s'imaginer que le ministère est complètement coupé de la réalité du Salvador.

## UN PLAN ECONOMIQUE « POUR 20 ANS »

Pourtant, le président de la Junte militaire et démocrate-chrétienne, Napoleon Duarte, a décrit dans une interview le « Plan de 20 ans » comme un aspect central, une espèce de « conclusion » — selon sa propre expression — du programme politique des démocrates-chrétiens.

La description de Napoleon Duarte ne correspond pas du tout à celle que m'a faite le ministre de la Planification, mais il est néanmoins résolument optimiste... Selon lui, le Salvador est sur la voie de la stabilité politique. « Les militaires ont maintenant le contrôle total du pays. Pour remettre en état de marche le pays, ce n'est plus qu'une question de nettoyage ! » En pensant faire la preuve de ses affirmations sur la base d'une simple observation, il souligne : « Comme vous le savez, depuis un an, les rues de San Salvador étaient presque toujours vides, mais maintenant elles sont pleines de gens qui font leurs achats. » Ce qu'il oublie de dire, c'est que les gens doivent faire leurs courses pendant les quelques heures où le couvre-feu n'est pas en vigueur. Et, quoi qu'en dise Napoleon Duarte, les rues de la capitale étaient loin d'être vides tout au long de l'année qui vient de s'écouler. En fait, San Salvador est l'une des villes les plus animées d'Amérique centrale. Sauf,

bien sûr, lorsque les forces de répression se lancent à la chasse aux « subversifs ».

Mis à part les faibles arguments de Napoleon Duarte, la situation politique a-t-elle vraiment changé depuis l'offensive lancée par le FMLN-FDR (1) le 10 janvier dernier ? Y a-t-il, comme le prétend Napoleon Duarte, un début de stabilisation ? Est-il exact, comme le disent certains — à commencer par l'archevêque Arturo Rivas y Damas — que la Junte aurait gagné en influence, alors que la guérilla verrait son influence décliner ? Et que penser de la version des faits présentée par la Junte, qui analyse l'offensive du 10 janvier comme une lourde défaite militaire pour les forces révolutionnaires ? Est-il possible, enfin, que la politique économique de la Junte puisse faire ses preuves ?

## PROPAGANDE INTENSIVE

Aujourd'hui, l'ensemble des *mass media* — journaux, radios et télévision — contrôlés par le gouvernement répondent par l'affirmative à toutes ces questions. Aucune voix venant de l'opposition n'est tolérée. Le gouvernement a même fait fermer les radios privées, pour empêcher l'échange de messages entre auditeurs

durant la diffusion des programmes. Non seulement parce que ces messages peuvent être des messages codés pour les révolutionnaires, mais aussi parce que les informations sur la situation réelle risqueraient d'être diffusées de cette manière.

Il serait erroné de sous-estimer les effets de cette campagne intensive de propagande sur la population, surtout en raison des possibilités limitées de contrer cette propagande, d'autant plus que les moyens d'information les plus importants de l'opposition, *Radio Venceremos* et *Radio Liberacion*, sont difficiles à capter.

On met sa vie en danger en diffusant des tracts, ce qui ne peut être fait que lors d'actions de grande envergure, ou alors il faut les distribuer de la main à la main. La diffusion de la presse révolutionnaire est trop limitée pour constituer une réponse efficace à la propagande officielle. Les effets de la propagande gouvernementale sont renforcés par un certain découragement au sein de la population, né de deux ans de répression sauvage et d'un espoir sans cesse déçu dans une fin rapide de la guerre. « Le peuple aspire à une solution rapide », expliquait un commandant de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple), Alejandro Montenegro, dans une interview (2). Il suggérait, au cours de cette même interview, qu'il ne fallait pas s'étonner qu'une certaine frange de la population, tout particulièrement la petite bourgeoisie, soit désappointée par l'absence de résultat immédiat de l'offensive du 10 janvier, et soit donc tentée de croire tout ce que raconte la Junte.

Malgré tout, il est bien rare de rencontrer des gens qui acceptent la ligne du gouvernement. Il est par contre moins rare de s'entendre dire que le gouvernement, et qu'il faut écouter *Radio La Havane*, *Radio Moscou*, *La Voix du Nicaragua*, la *BBC* et même *La Voix de l'Amérique* « afin d'obtenir des informations », comme me l'expliquait un employé de l'Institut de la réforme agraire (ISTA).

Un aspect de la réalité qui est parti-

1. Sur le processus d'unification de la direction révolutionnaire au Salvador, lire dans *Inprecor*, numéro 89, du 17 novembre 1980, Pierre Sylvain, « L'anniversaire du coup d'Etat militaire : un an de meurtres, d'exactions et de massacres ».

2. Lire *Inprecor*, numéro 97, 16 mars 1981, « Disputer le pouvoir à l'ennemi sur tous les fronts ! », un entretien avec le commandant Alejandro Montenegro, membre de l'état-major conjoint du FMLN, propos recueillis par Ana Maria Hernandez.

culièrement ressenti, c'est la répression continue. Au cours du seul mois de janvier, 2 644 personnes ont été assassinées par les forces de sécurité, selon des chiffres fournis par le Service d'aide juridique de l'archevêché, et ces chiffres n'incluent que des civils. Les morts résultant des affrontements armés n'en font pas partie. Le chiffre des morts de février serait « meilleur », mais le même Service a établi que, du 10 janvier à la fin de février, environ 3 000 personnes avaient été tuées durant les heures du couvre-feu. Les personnes qui s'occupent de ce Service estiment que la répression a récemment changé de caractère et qu'elle est plus généralisée et plus violente que jamais. La plupart des victimes de janvier et de février étaient

des gens qui n'avaient pas de lien direct avec une quelconque activité politique. C'étaient simplement des personnes qui se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment.

Un membre de l'équipe de ce Service rapporte l'histoire d'une bande de sept gosses d'environ 13 ans, qui rentraient chez eux après une ballade dans le centre de la capitale San Salvador. 20 minutes avant l'heure du couvre-feu, ils se sont fait arrêter par l'armée. Bien que résidant beaucoup plus loin, ils auraient pu rejoindre leur foyer en se pressant, mais les soldats en ont décidé autrement en disant ceci : « *Autant qu'on vous prenne maintenant !* ». Il n'y a eu qu'un seul survivant.

## LES MORTS, LES DETENUS ET LES REFUGIES

Depuis quelque temps, au lieu de tuer ou d'arrêter une personne qu'ils recherchent, les militaires arrêtent toute la famille ou la suppriment physiquement, pour ne laisser aucun témoin. De ce fait, nombre d'enfants en bas âge trouvent la mort ou restent orphelins.

Beaucoup de gens se retrouvent détenus sans trop savoir pourquoi. Le décret 507 permet à la police d'emprisonner n'importe qui pour une durée de six mois pour « enquête », sans qu'aucun chef d'accusation ne soit nécessaire. Aucun juge, aucun avocat n'a le droit de voir la victime. Le secret de l'arrestation doit rester bien gardé...

Une autre conséquence de la répression est le nombre croissant des réfugiés. A San Salvador même, ils sont environ 5 000, pour la plupart des femmes, des enfants et des vieillards, réfugiés dans les camps protégés par l'Eglise catholique. Tous et toutes ont fui la terreur de l'armée et d'ORDEN (Organisation démocratique nationaliste), le groupe terroriste paramilitaire d'extrême droite (3) qui agit de concert avec l'armée. Beaucoup d'autres ont quitté la capitale. Selon le Service d'aide juridique, environ 100 000 personnes sont entièrement à la charge de l'Eglise, qui dispense son aide principalement en province. Il faut également ajouter les 100 000 personnes qui ont fui le pays pour se rendre au Honduras, au Costa Rica ou au Mexique.

Il y a une autre catégorie de réfugiés qui ont un statut privilégié aux yeux du gouvernement et de la Croix-Rouge, ce sont les réfugiés qui soutiennent la Junte. La plupart sont membres d'ORDEN, et ont fui devant les forces révolutionnaires. Leur nombre est évalué entre 25 000 et 50 000 personnes... Ces chiffres sont significatifs de l'état de désintégration d'ORDEN depuis un an. Les statistiques de la répression ne parlent guère de stabilisation dans le sens où l'entend le président Napoleon Duarte. Mais, même si la répression n'a pas amené la stabilité ou le soutien des populations au régime, peut-on affirmer qu'elle a au moins rassuré la bourgeoisie ? Ou prétendre qu'elle a encouragé le secteur privé à réinvestir, comme le souhaite le ministre de la Plani-

fication, Antilio Vieytes ? C'est loin d'être le cas.

La fuite massive des capitaux du Salvador a eu pour conséquence qu'à la fin 1980, le capital fixe privé était de 47,6 % inférieur à ce qu'il était en 1978, (l'année que le Plan d'urgence cherche à égaler). Les capacités de production industrielle du pays n'étaient utilisées qu'à 50 % fin 1980, avec une courbe en baisse, ce qui implique évidemment une croissance du chômage.

Selon les chiffres officiels, environ 20 000 travailleurs ont perdu leur travail l'an dernier par suite des fermetures d'usines. Un exemple dramatique est celui de la zone franche de San Salvador, qui avait été ouverte dans le cadre du Marché commun centro-américain. En temps « normal », 4 500 personnes y travaillent. Aujourd'hui, il n'y en a guère plus que 1 000.

Une autre expression de la crise économique, c'est la chute de la consommation, de 3,2 % depuis 1978, alors que la population a augmenté dans le même temps de 3,5 %. Le Plan d'urgence de la Junte essaie, entre autres choses, d'atténuer les effets catastrophiques de la crise

sociale. 60 % des fonds qui étaient assignés à des projets à long terme, ont été investis dans des programmes à court terme, tels que la réfection des routes. Les emplois immédiatement créés par ces investissements sont en fait précaires et ne peuvent en aucune manière résorber le nombre des chômeurs.

L'accroissement des investissements publics a été financé par des crédits et des emprunts étrangers, ce qui fait que la dette extérieure du pays a atteint un niveau sans précédent. Et il n'y a pas la moindre indication que l'on aille dans le sens d'un changement. Aucun capitaliste ne considère la situation comme étant suffisamment stable pour permettre des investissements, ce serait plutôt le contraire. Le climat défavorable aux investissements est aggravé, à leurs yeux, par les réformes entreprises par le gouvernement : la réforme agraire, la nationalisation des banques et du commerce extérieur (4).

## INSTITUT DE LA REFORME AGRAIRE

La première phase de la réforme agraire implique que les terres de tout domaine agricole de plus de 500 ha soient distribuées aux paysans qui la travaillent, et ceci par la constitution de coopératives. Celles-ci verseront de l'argent à l'Etat, sur une période de 15 ans, et c'est l'Etat lui-même qui indemniserá les anciens propriétaires. Durant cette période de 15 ans, l'ISTA (Institut de la réforme agraire) sera propriétaire de la terre. En complément de la réforme, le décret 207 permet aux petits propriétaires de voir le loyer versé compté pour l'achat de la terre. Le décret 207 est l'œuvre de Roy Prosterman, ancien responsable du projet « La

3. Lire dans *Inprecor*, numéro 74, du 3 avril 1980, un document, « ORDEN, les dessous d'une organisation terroriste ».

4. Lire dans *Inprecor*, numéro 72-73, du 20 février 1980, Michel Rovère, « Les réformes de la Junte et le renforcement du dispositif militaire impérialiste dans la région ».

La découverte des cadavres des quatre religieuses US assassinées (DR).



terre à celui qui la cultive » au Vietnam du Sud... Selon un représentant de la Junte, Antonio Morales Ehrlich, l'objet de la réforme est de « prendre de vitesse les révolutionnaires ».

Il est possible que la Junte ait eu quelques succès dans certaines zones, mais ce qu'il faut dire, c'est que la Junte a mis en branle, avec cette réforme, un programme réformiste des plus avancés, sans avoir été capable de le mener à bien, c'est-à-dire sans avoir pu modifier en aucune manière le rapport des forces à son avantage. Le problème principal se situe dans la façon dont la réforme a été mise en œuvre. L'armée, qui est présente sur le terrain, contrôle non seulement l'élection des nouveaux dirigeants des coopératives, mais profite aussi de l'occasion pour exterminer les travailleurs soupçonnés d'être des sympathisants des organisations populaires.

Le lien entre la réforme agraire et la répression a été si étroit dès le début, qu'au lieu de créer chez les paysans l'espoir de voir se résoudre leurs problèmes, elle a créé un climat de scepticisme et surtout de peur. Ce qui a eu comme conséquence — qui s'est accentuée depuis la dernière offensive — de voir s'installer de nouvelles personnes sur les haciendas touchées par la réforme agraire. Beaucoup des premiers bénéficiaires de la réforme ont été tués, forcés de partir ou ont dû fuir devant la répression. Et l'on a vu alors s'installer sur ces haciendas des membres d'ORDEN ou des sympathisants de la Junte. Les directions des coopératives se composent de plus en plus de membres d'ORDEN, ou de contremaîtres ou d'administrateurs des anciens propriétaires.

De plus, la situation économique comme la précipitation avec laquelle la réforme agraire a été décidée, ont signifié qu'il n'a pas été possible d'aider économiquement ces nouvelles « coopératives ». Les seuls crédits attribués l'ont été pour les moissons. Ce qui a poussé de nombreux paysans à vendre ou à abattre leur

bétail, ou à vendre leur matériel agricole. Plusieurs haciendas affectées par la réforme en dehors des zones de contrôle de l'armée sont devenues des bastions du mouvement révolutionnaire où les agromomes de l'ISTA ne peuvent entrer.

En ce qui concerne les autres grandes réformes — la nationalisation du commerce extérieur et celle des banques —, elles n'ont en rien changé le sort des ouvriers et des paysans. En résumé, la situation économique catastrophique ne montre aucun signe de redressement et le programme de réformes constitue un échec. De plus, le soutien du secteur privé, tant attendu par la Junte pour résoudre la crise économique, ne s'est pas manifesté et on a même vu, depuis l'offensive du 10 janvier, l'opposition de la bourgeoisie aux ambitions « réformistes » du gouvernement se faire plus ouverte.

Au cours du mois de février, plusieurs groupes de pression bourgeois ont fait connaître leurs positions à San Salvador, par voie de presse. Le 9 février, le comité qui regroupe tous ceux dont les domaines ont été affectés par la réforme agraire a protesté, dans un langage agressif et menaçant, contre les effets de la réforme en se plaignant de ce que les membres du comité n'avaient encore, à ce jour, reçu aucun dédommagement pour leurs terres. Ils terminaient leur déclaration en insistant sur le fait que toute réforme est illégale tant qu'elle n'est pas sanctionnée par un vote d'une future Assemblée constituante. Le 12 février, les propriétaires des plantations de café ont élevé une protestation. Ils constituent sans doute le groupe économique le plus influent du pays. Ils n'ont pratiquement pas été touchés par la réforme agraire, la plupart de leurs terres étant en dessous de la limite des 500 ha. Mais cela ne les a pas empêchés de protester contre les impôts qui les frappent. Ils ont menacé de suspendre toute production si la Junte ne modifiait pas les barèmes fiscaux.

Après les propriétaires des plantations de café, ce sont les éleveurs de bo-

vins qui ont protesté, le 19 février, dans un communiqué de presse s'étalant sur toute une page de journal. Ils se sont efforcés de démontrer que la production de viande dans le pays était vouée à la ruine, par la faute de la réforme agraire. Ils concluaient leur communiqué en affirmant qu'il fallait revenir au *statu quo ante*.

Le même jour, un long appel était publié, sous la signature du parti bourgeois traditionnel du Salvador, le Parti de conciliation nationale (PCN), accusant la Junte de mener le pays au bord de la faillite par une politique peu claire et incohérente. « *Même l'extrême gauche est plus claire quant au type de société qu'elle veut bâtir* », affirmait le PCN, et son appel se terminait par ces mots lourds de menaces : « *Nous devons changer de cours politique maintenant !* »

Quelques jours plus tard, le président Napoleon Duarte annonçait que la deuxième phase de la réforme agraire, qui aurait achevé le processus de transformation des campagnes salvadoriennes (la première étape n'incluait que de 10 à 15 % de la population paysanne) ne prendrait pas effet avant 5 à 10 ans.

Cependant, une chose est claire : l'appel à l'unité nationale lancé par Napoleon Duarte n'a rencontré aucun écho. Non seulement parce que le soutien social que la Junte aurait éventuellement pu gagner au travers de la réforme agraire et des programmes de travaux publics ne modifie en rien le manque de confiance qui persiste dans de larges secteurs de la population, mais encore parce qu'une grande partie de la bourgeoisie déclare ouvertement qu'elle n'est pas prête à apporter son soutien à la Junte tant qu'elle ne modifie pas son orientation économique actuelle.

La grève qui a accompagné l'offensive du 10 janvier a également démontré que la Junte n'a pas une assise très ferme au sein de l'appareil d'Etat. A San Salvador, les secteurs où la grève a été la plus suivie ont été les ministères, où des sabotages ont même eu lieu. La répression qui s'est abattue au lendemain du 10 janvier a été principalement dirigée contre les employés des ministères, sous la forme de contrôles permanents et de fouilles systématiques pour rechercher la propagande subversive. Loin de promouvoir le soutien à la Junte, cela a renforcé l'opposition.

## DES FORCES ARMÉES PEU HOMOGENES

Même au sein des forces armées, celles que soient les rodomontades de Napoleon Duarte sur la « *victoire totale* » et sur le « *contrôle total* » de la situation par l'armée, les effets des affrontements du 10 janvier n'ont pas eu pour résultat de les stabiliser ou de les homogénéiser. Le fait que les soldats de plusieurs garnisons aient exprimé leur appréhension et leur respect face aux capacités militaires des groupes révolutionnaires — phénomène observé dans plusieurs endroits —, est loin d'être l'expression d'un esprit combatif élevé.

La propagande triomphaliste de la

Une paysanne et un insurgé (DR).



Junte a eu un effet démoralisateur chez les simples soldats, parce qu'ayant participé aux affrontements militaires, ils savent que les groupes révolutionnaires sont loin d'être ces « petites bandes désespérées » décrites par la propagande officielle. Ils savent pertinemment que les rapports selon lesquels le taux en pertes humaines de l'armée est bas, alors que celui de la guérilla est élevé, sont du bluff. Ils savent aussi que les opérations de nettoyage lancées contre les zones libérées ont échoué. Ils ont vu que l'armée, la Garde nationale et la police ne peuvent pénétrer dans ces zones qu'au prix d'un engagement massif, ce qui a alors pour effet de voir les révolutionnaires se retirer en bon ordre. Et toutes ces forces militaires de la Junte ne peuvent maintenir leurs positions dans ces zones que peu de temps.

Les soldats savent que la Junte ment lorsqu'elle prétend que, chaque jour plus nombreux, des révolutionnaires se constituent prisonniers et demandent à être amnistiés. Ils savent également que la combativité des révolutionnaires durant les affrontements est élevée, qu'ils ont le soutien de la population, qu'ils ne combattent pas pour de l'argent mais pour d'autres valeurs. Tout cela les effraie littéralement.

Beaucoup de soldats n'ont que 14 ou 15 ans. Ce sont des garçons dont le moral dépend très directement de l'état d'esprit de leurs supérieurs. On a pu le constater lors des événements du 10 janvier à Santa Ana, où le capitaine Sandoval a appelé à se rebeller contre la Junte : 200 soldats, pour la plupart sans lien politique direct avec les groupes révolutionnaires, l'ont suivi. Le reste des soldats de la garnison a déserté. Ils s'en sont retournés chez eux, ont disparu ou se sont réfugiés à l'étranger.

Depuis le 10 janvier, les désertions se poursuivent. L'armée et la Garde nationale ont été forcées de lancer une grande campagne de recrutement. La plupart de ces nouvelles recrues proviennent des éléments *lumpen* les plus marginaux, pratiquement criminels, ou bien sont des membres d'ORDEN. Les révolutionnaires prévoient que ces nouvelles recrues feront certainement preuve de plus de brutalité au cours des actions auxquelles elles participeront, mais qu'elles seront aussi des éléments très instables et indisciplinés au sein des forces armées bourgeoises.

A la suite de l'offensive du 10 janvier, un accord a été formellement conclu entre le FMLN et la JMD qui est le Mouvement démocratique de la jeunesse militaire (Juventud militar democrática), qui comprend dans ses rangs le capitaine Sandoval et le colonel Adolfo Majano, ex-membre de la Junte militaire et démocrate-chrétienne. L'importance de l'accord avec la JMD ne doit pas être sous-estimé ; la JMD est un mouvement hétérogène mais ses membres sont liés par une grande loyauté entre eux. Lorsque récemment le colonel Majano a été arrêté, c'est la pression de la JMD qui a empêché les militaires de l'inculper pour trahison et soutien aux « subversifs ». Le sort qui lui sera réservé n'est pas encore connu



mais, selon des sources émanant du FMLN-FDR, la situation au sein des forces armées est très tendue, ainsi qu'entre le président Napoleon Duarte, le chef d'état-major, le colonel Abdul Gutierrez, et le ministre de la Défense, Guillermo Garcia.

Le simple fait que ces tensions se manifestent est une indication dont on peut déduire que le contrôle prétendument exercé par Napoleon Duarte sur les forces armées n'est pas très serré. Une autre indication des tensions à l'œuvre est la présence à San Salvador d'un tortionnaire extrémiste de droite, le colonel Roberto d'Aubuisson, qui est revenu au pays pour appeler l'armée à prendre le contrôle total du gouvernement. Rien ne permet donc de penser que la situation, au lendemain du 10 janvier, ait gagné en stabilité. Et le haussement d'épaules accablé du ministre de la Planification, dont nous avons fait mention au début de cet article, prend dès lors tout son sens.

Les révolutionnaires ont beaucoup appris de l'offensive du 10 janvier. C'était la première offensive militaire généralisée jamais conduite au Salvador. C'était également la première action menée dans le cadre unitaire du FMLN, dont elle a démontré les grandes capacités militaires, ainsi que la grande mobilité des troupes, aussi bien dans l'offensive que dans la défensive, de même que dans la mise en œuvre de tactiques plus traditionnelles propres à la guérilla. L'erreur la plus grave a sans doute été que l'offensive s'est réduite presque exclusivement à des mouvements d'unités militaires. Le fait que l'offensive n'ait pas pris un caractère insurrectionnel, à l'exception de la ville de Santa Ana, et que l'appel à la grève générale n'ait pas été suivi à l'échelle nationale, n'est pas dû à des erreurs de coordination ou à la sous-estimation de la capacité répressive de l'ennemi. Cela est dû pour l'essentiel au fait que les plans de campagne n'ont pas été dressés en étroite relation avec les organisations de masse. Cette erreur serait corrigée dans la phase actuelle de repli tactique. Par rapport à leur potentiel de combat à la veille du 10 janvier, les forces révolutionnaires ont décidé ce repli tactique sans avoir vu leurs forces entamées ni leurs capacités diminuées. Certes, elles ont utilisé la plus grande partie de leurs munitions mais, d'après des représentants

du FMLN, les révolutionnaires ont su préserver leurs lignes d'approvisionnement en munitions et en armes, ce qui peut permettre de renforcer l'armement de la population civile. Cette possibilité était d'ailleurs ouverte dès avant l'offensive du 10 janvier, qui a montré que l'unité des révolutionnaires avait fait d'importants progrès. Il faut cependant encore la consolider. Des contradictions subsistent, bien qu'elles n'aient pas la même acuité que celles qui existaient entre le FARN (5) et les autres groupes. Elles sont centrées autour de la stratégie de la guerre populaire prolongée que soutiennent les FPL (6), et une position qui soutient que la guerre doit être courte, et que l'aspect insurrectionnel doit jouer un rôle central, position qui, avec quelques variantes, est celle de la plupart des autres groupes.

Néanmoins, cette discussion, de même que la discussion pour la création d'un parti unifié de la révolution salvadorienne, ont été suspendues. Les discussions qui se déroulent actuellement au sein du FMLN sont centrées autour de l'accord et de la coordination à réaliser dans le cadre d'un plan commun pour une nouvelle offensive, indéterminée — si possible — des divergences qui subsistent entre les révolutionnaires autour de la question de savoir si la prochaine offensive sera ou non l'offensive finale.

Il est clair que le gouvernement est totalement dépendant du soutien de l'impérialisme américain et de ses alliés. Le ministre de la Défense, Guillermo Garcia, a également admis que l'armée n'aurait probablement pas été capable de se maintenir si l'aide des Etats-Unis n'avait pas été renouvelée après l'offensive. Le seul moyen dont la Junte dispose pour établir ce qu'elle appelle la « stabilité politique » est aujourd'hui de poursuivre ses méthodes terroristes et d'étendre toujours plus la militarisation du pays. La question reste de savoir si cela peut être fait sans une intervention militaire directe des Etats-Unis. ■

Lars PALMGREN,  
San Salvador, début mars 1981.

5. FARN, Forces armées de la Résistance nationale (RN).

6. FPL, Forces populaires de libération « Farabundo Martí ».

## « Le parti est plus prolétarien, plus marxiste-léniniste, plus révolutionnaire... »

Fred FELDMAN

*« Le prestige de notre révolution vient de notre fidélité aux principes. Et plus important que le prestige, il y a la confiance que tous les révolutionnaires dans le monde doivent avoir qu'ils pourront toujours compter sur Cuba... »*

*« Les principes ne sont pas négociables. Il y en a de par le monde qui négocient sur les principes, mais Cuba ne négociera jamais sur les principes. Et nous sommes sûrs que ni cette génération, ni les générations futures, ne négocieront jamais sur les principes. Sans forfanterie, nous préférons mille fois la mort plutôt que nous rendre. Nous ne ferons jamais la moindre concession à l'impérialisme. Nous ne renoncerons jamais à un seul de nos principes ! »*

Ces paroles résument le message du IIe Congrès du Parti communiste cubain (PCC). Fidel Castro les a prononcées devant un million de Cubains rassemblés sur la plaza de la Revolución à La Havane, le 20 décembre 1980, pour saluer la fin et le succès de ses travaux et en connaître les principales décisions.

Le Congrès et sa préparation ont été pendant des mois un centre d'attention et de discussion à Cuba. 1980 a été baptisée l'« Année du IIe Congrès ». Il s'est agi d'une année dont Fidel Castro a pu dire : « 1980 a été l'année la plus extraordinaire que nous ayons jamais connue en ce qui concerne les mobilisations de masse dans notre capitale ! »

Le Congrès a constitué également un événement international. En plus des 1 772 délégués, des délégations de quelque 150 partis communistes, mouvements de libération et d'autres organisations venues du monde entier étaient présentes.

Il y avait une bonne raison à tout cet intérêt que le Congrès suscitait. Il cherchait à tirer les leçons de deux années les plus fertiles en événements de l'histoire de la Révolution cubaine — des années durant lesquelles la Caraïbe et l'Amérique centrale sont venues au premier plan de la politique internationale — et cherchait à jeter les bases pour de nouvelles avancées pour Cuba et la révolution mondiale.

### REPOINDRE AUX CHANGEMENTS

Le Congrès a montré comment un courant révolutionnaire, qui est profondément enraciné dans les besoins et les expériences des ouvriers et des paysans cubains, répond aux bouleversements qui

sont intervenus dans la situation politique mondiale et régionale au cours des cinq dernières années. Il a montré comment ce courant a approfondi son internationalisme actif en réponse à ces événements.

Surtout, le Congrès a été marqué par l'extension de la révolution socialiste au Nicaragua et à Grenade, ainsi que par l'approfondissement des luttes de libération au Salvador et au Guatemala et par l'approfondissement de la révolution cubaine elle-même.

Le Congrès a effectué une évaluation de l'impact économique et politique, sur les pays semi-coloniaux, les puissances impérialistes et les Etats ouvriers, de la stagnation internationale et de l'inflation qui frappent le système capitaliste international.

Il a rendu compte de l'émergence de la classe ouvrière comme facteur décisif des luttes anti-impérialistes et anticapitalistes, non seulement dans les pays impérialistes mais également en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Ce phénomène est le produit du développement industriel, de l'urbanisation et de la croissance de la classe ouvrière dans ces pays, aussi bien que la conséquence de la crise économique. Ce changement a été exprimé de la façon la plus éclatante par les insurrections urbaines qui ont mis bas le chah d'Iran et Anastasio Somoza au Nicaragua.

Le Congrès a tracé la voie que devait suivre Cuba, fondée sur une analyse marxiste du bouleversement fondamental marqué dans les rapports de forces mondiaux entre les classes par la défaite américaine au Vietnam et par la relance des luttes dans le monde semi-colonial, que cette défaite a aidé à inspirer.

### LA SOLIDARITE A TOUT PRIX

Le Congrès a exprimé la détermination des dirigeants cubains de poursuivre leur solidarité active avec les luttes qui se développent en Amérique centrale et dans la Caraïbe, quel qu'en soit le prix. Il a montré qu'ils étaient prêts à tirer parti des ouvertures pour étendre la révolution socialiste et qu'ils étaient également prêts à tirer les leçons des soulèvements qui ébranlent la région.

Le Congrès a riposté aux menaces et aux manœuvres agressives de Washington — des manœuvres qui avaient débuté sous l'administration Carter et que Ronald Reagan s'est engagé à poursuivre et à accentuer — en proposant que les ouvriers et les paysans cubains soient armés

et organisés en milices territoriales pour défendre le pays. Le Congrès a averti qu'une intervention militaire américaine au Salvador, au Nicaragua ou au Guatemala conduirait à un nouveau Vietnam, plus grave encore. Le Congrès a estimé que l'approfondissement de l'internationalisme et de la conscience de classe des masses cubaines étaient le résultat du nouvel essor et des victoires de la révolution en 1980.

Il a tracé une voie destinée à approfondir ce processus, accroître le contrôle ouvrier, la démocratie ouvrière et forger des liens plus étroits avec les masses. En tout premier lieu, a-t-il conclu, cela requiert une prolétarianisation plus poussée de la base et de la direction du parti, et le renforcement des organisations de masse. Il a proposé également de poursuivre la campagne contre les déformations bureaucratiques et les privilèges qui apparaissent inévitablement dans un Etat ouvrier économiquement sous-développé, qui se trouve aux portes de la plus grande puissance impérialiste du monde.

L'analyse faite par le PCC de la situation politique, ainsi que des tâches et des perspectives, était développée dans le long rapport central, présenté le 15 décembre lors de la session d'ouverture du Congrès par Fidel Castro, premier secrétaire du Comité central. Le rapport était le fruit d'un travail collectif, reflétant les discussions au sein du Bureau politique et du Comité central du parti. Les points fondamentaux en avaient été discutés, tout au long de l'année, dans toutes les instances de base du parti.

Le rapport fut approuvé à l'unanimité par les délégués le lendemain. Il était divisé en neuf parties. La première traitait du développement socio-économique de Cuba. Y étaient détaillés les avancées et les problèmes rencontrés sur des terrains aussi différents que la production sucrière, l'industrie légère, la santé publique, l'éducation et la planification économique. Les objectifs du prochain Plan quinquennal — qui est le fruit d'une large discussion, y compris dans les assemblées du Pouvoir populaire — ont été soulignés. Le rapport explique que, pour les années 1981-1985, « comme on peut le voir, le Plan proposé, bien que modeste dans ses objectifs, élèvera notablement le niveau de vie de la population et fera faire aussi de grands progrès à notre économie. En effet, obtenir un taux de croissance annuel de 5 % dans le contexte du monde actuel, alors que l'économie mondiale est en pleine crise,

et dans un pays sous-développé comme le nôtre, victime du blocus et des agressions de l'impérialisme nord-américain, représentera indubitablement un grand succès. »

« Le principal objectif du développement socio-économique de notre pays, a expliqué Fidel Castro aux délégués, est de parachever les bases techniques et matérielles pour le socialisme... »

Ensuite, le travail des Forces armées révolutionnaires (FAR) et du ministère de l'Intérieur (MININT) fut abordé. Des projets ont été formulés pour les or-

## DES VICTOIRES REVOLUTIONNAIRES

C'est en Amérique centrale et dans la Caraïbe que Cuba a concentré ses efforts pour aider à l'extension de la révolution. L'ouverture de révolutions socialistes au Nicaragua et à Grenade a fourni aux masses travailleuses cubaines et à leur dirigeants la confirmation de la justesse de leur politique d'internationalisme et de solidarité révolutionnaire.

Au Nicaragua comme à Grenade, des insurrections fondées sur le prolétariat urbain ont porté au pouvoir des gouvernements ouvriers et paysans qui collaborent étroitement avec le gouvernement cubain. Au Salvador et au Guatemala, les ouvriers et les paysans luttent les armes à la main pour établir des régimes similaires.

Dans son discours prononcé le 20 décembre à La Havane, Castro a souligné comment les révolutions socialistes accomplies sous la conduite du prolétariat à Cuba, au Nicaragua et à Grenade montraient la voie à suivre pour renverser la domination impérialiste et constituaient des exemples pour toute l'Amérique latine.

« Les peuples du monde ne sont plus aussi faibles aujourd'hui, devait-il déclarer, et je crois que le jour où tous les peuples d'Amérique latine voudront défendre leur pays comme les Cubains, comme les Nicaraguayens, comme les habitants de Grenade veulent défendre le leur, la domination impérialiste disparaîtra de cet hémisphère ! » Le rapport prenait en compte la combativité croissante manifestée par la classe ouvrière urbaine et ses alliés, en rapprochant cela de la crise générale de la domination impérialiste : « Il faut mentionner tout d'abord la combativité des masses, qui a atteint un niveau sans précédent. Le fait que les mouvements révolutionnaires de libération nationale à fort contenu social connaissent un essor croissant dans nos pays et que le mouvement de masse se développe dans plusieurs pays, confirme que le système de domination impérialiste et oligarchique est entré dans la région dans une crise sans cesse plus profonde, tout en indiquant que le mouvement ouvrier, les paysans, les jeunes, les femmes et les autres secteurs populaires, dotés maintenant d'avant-gardes expertes, gagnent en maturité. »

Une mention spéciale fut faite du rôle croissant des syndicats : « Durant la période que nous analysons, la classe ou-

rganisations de masse : les Comités de défense de la révolution (CDR), les syndicats (CTC), la Fédération des femmes cubaines (FMC), l'Association nationale des petits paysans (ANAP), etc.

Le développement du mouvement de jeunesse, du parti, la lutte pour préserver et renforcer l'idéologie marxiste-léniniste à Cuba étaient l'objet des parties suivantes du rapport. Ce dernier se concluait par une estimation de la situation économique mondiale et par un exposé sur la politique étrangère de Cuba.

*rière latino-américaine a donné des preuves évidentes de sa maturité et de son développement, ainsi que des potentialités de son mouvement syndical. Des grèves d'une ampleur sans précédent ont éclaté au Pérou, en Equateur et en Colombie. Les travailleurs argentins livrent une lutte constante. »*

## WASHINGTON LUTTE POUR PRESERVER SON EMPIRE

Washington n'est pas resté passif devant le défi lancé à son pouvoir d'exploiter et de piller, par les révolutions de Grenade et du Nicaragua, par la lutte au Salvador et au Guatemala, comme par le soutien que leurs apporte Cuba. Fidel Castro a déclaré aux délégués : « De même, l'impérialisme des Etats-Unis, qui ne se résigne pas à accepter les transformations démocratiques et sociales qu'opèrent certains peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe en faisant usage des attributs de leur indépendance, a riposté à la révolution sandiniste du Nicaragua et à l'insurrection révolutionnaire du Salvador par une tentative arrogante d'asseoir de nouveau sa domination en Amérique centrale et dans la Caraïbe, zone qu'il ose déclarer "d'intérêt spécial" pour lui. »

Les menaces et les manœuvres agressives se sont multipliées. Sous l'administration Carter, des « conseillers » mili-

itaires ont été envoyés pour maintenir au pouvoir la Junte criminelle du Salvador. Dans les derniers jours de son mandat à la Maison Blanche, Carter a repris l'aide militaire massive au régime salvadorien. Maintenant, Ronald Reagan promet de pousser plus loin l'escalade américaine dans le soutien militaire à ce régime. En même temps, il suspend le versement des maigres prêts promis au Nicaragua, en guise d'avertissement à tous les gouvernements soutenant le peuple salvadorien. Les préparatifs s'accroissent pour une intervention militaire à grande échelle des régimes guatémalteque et hondurien, soutenus par les Etats-Unis.

La propagande et les actions anti-cubaines, qui ont commencé à la mi-1979 par la campagne d'intimidation de Carter sur la brigade soviétique à Cuba, ont connu un développement ininterrompu. L'agitation sur la brigade soviétique a été suivie par l'établissement d'un « Commandement militaire pour la Caraïbe » basé en Floride, la tenue des manœuvres navales *Solid Shield 80*, l'accroissement de la présence militaire américaine permanente dans la Caraïbe, et même la menace — sur laquelle Washington a été obligé de reculer — de monter un exercice d'invasion simulée de Cuba à partir de la base navale de Guantanamo, en territoire cubain.

Washington a également couvert les activités des tueurs anti-cubains. L'assassinat, l'année dernière, d'un membre de la délégation officielle de Cuba aux Nations-Unies — premier assassinat de ce genre dans l'histoire des Nations-Unies — est un clair avertissement de la gravité de ce qui se prépare.

## LES CUBAINS REFUSENT DE RECULER

Dans un discours prononcé devant l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 27 décembre 1980, Fidel Castro a expliqué aux délégués élus et au peuple cubain qu'ils devaient s'attendre, avec l'administration Reagan, à une accentua-

*Le jour où les peuples d'Amérique latine, comme les Cubains... (DR)*



tion de ce type de pressions de la part de l'impérialisme américain : « Cette administration exercera une politique dure, très dure à l'égard de l'Amérique latine, une politique ouvertement interventionniste, et essaiera d'en faire autant à l'égard de Cuba, car elle considère cet hémisphère comme sa chasse gardée. »

Le Congrès du Parti communiste cubain, et les discours de Fidel Castro qui ont suivi, ont fait référence à la « crise des missiles » de 1962, quand le peuple cubain s'est mobilisé avec sang-froid pour faire face à un blocus naval américain et à la possibilité de l'anéantissement par le feu nucléaire, plutôt que d'abandonner ses convictions révolutionnaires. Une chose a été dite clairement, sur laquelle nul ne peut se méprendre : Cuba ne se laissera pas intimider par les menaces de Washington. Cuba ne renoncera pas à son cours internationaliste en Amérique centrale, en Afrique ou ailleurs. Comme Fidel Castro l'a dit lors du rassemblement du 20 décembre : « On pourra toujours compter sur Cuba ! »

## L'ORGANISATION DES MILICES

L'organisation des milices territoriales — des unités armées régionales composées d'ouvriers, de paysans et de jeunes — a été un des thèmes importants abordés au cours du Congrès. C'est le 1er mai 1980 que, pour la première fois, Fidel Castro a lancé un appel à leur formation, en réponse aux manœuvres anti-cubaines de Carter. Dans son rapport, Fidel Castro a déclaré : « Nous n'aurons de cesse que chaque Cubain prêt à défendre maison par maison son quartier et sa commune, pousse par pousse son entreprise et le sol de la patrie, ne dispose d'un fusil, d'une grenade ou d'une mine et ne soit bien préparé à s'acquitter du devoir sacré de défendre la patrie jusqu'à la dernière goutte de son sang. »

« Notre pays doit devenir aussi dur qu'une noix sur laquelle les impérialistes se casseront les dents, une épine mortelle fichée dans leur flanc en cas d'agression. »

C'est dans le même esprit que l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire a déclaré que 1981 serait l'« Année du XXe anniversaire de Playa Giron ». Il s'agit de l'invasion organisée par les Etats-Unis à la « Baie des Cochons » en 1961 sous l'administration Kennedy. Elle échoua grâce à la mobilisation de millions de Cubains organisés dans les milices et les Comités de défense de la révolution (CDR).

## LA FIN DE L'ISOLEMENT

Les avancées révolutionnaires dans la Caraïbe et en Amérique centrale ont évidemment aiguillonné en retour un approfondissement de la mobilisation des masses cubaines elles-mêmes. Le peuple cubain a accompli la première révolution socialiste dans les Amériques. Il a tenu pendant plus de deux décennies aux portes mêmes de la plus forte puissance impérialiste. On ne peut pas surestimer

l'impact sur des millions d'ouvriers et de paysans cubains de la réalisation de ce « Nous ne sommes plus seuls ! » que Fidel Castro a lancé après la victoire sandiniste de juillet 1979 au Nicaragua.

Le rapport central décrit quelques unes des conséquences de ce nouvel état de fait : « La conscience communiste et internationaliste de notre peuple s'est incontestablement enrichie ces dernières années. (...) La marche du peuple combattant et la participation des masses lors des provocations des ambassades du Pérou et du Venezuela, des opérations par le port de Mariel et des menaces militaires yankees, font d'ores et déjà partie de notre histoire. Jamais notre patrie n'avait connu d'aussi gigantesques mobilisations de masse. »

C'est une référence à la manifestation de plus d'un million de personnes qui a défilé le 19 avril 1980 devant l'ambassade du Pérou, où des milliers de candidats à l'émigration s'étaient rassemblés et qui fut pendant un temps le centre de la campagne de propagande anti-cubaine ; au rassemblement du 1er mai à La Havane qui a regroupé plus d'un million et demi de personnes ; enfin, à la « Marche du peuple combattant », qui s'est déroulée le 17 mai dans toutes les localités de l'île et a rassemblé plus de la moitié des 10 millions de Cubains. Tout cela en l'espace d'un mois. Castro a décrit comment une nouvelle génération a « conquis ses premiers lauriers révolutionnaires à l'avant-garde de cette grande bataille politique et idéologique... Dans cette lutte, les masses se sont trempées et se sont considérablement renforcées. »

## L'EMIGRATION ET SA SIGNIFICATION

Des millions de Cubains se sont enflammés d'enthousiasme pour l'extension de la révolution socialiste et ont défié les menaces impérialistes, mais cela n'a pas été le cas de tout le monde.

Les difficultés économiques et la pression exercée sans relâche par l'impérialisme — y compris le pouvoir d'attraction qu'exerce sa richesse démesurément plus grande et un niveau de vie plus élevé — ont provoqué une polarisation.

## LES DANGERS BUREAUCRATIQUES

La mobilisation a porté un coup aux tendances bureaucratiques qui commençaient à prendre racine dans certaines parties de l'appareil de l'administration cubaine. Un certain degré de différenciation sociale et d'inégalité est inévitable dans un Etat ouvrier économiquement sous-développé et relativement isolé. Par exemple, certaines des mesures qui ont été rendues nécessaires pour stimuler la productivité et élever le niveau de vie — telles que le développement des primes et stimulants matériels — vont continuer accroître les différences de revenus parmi les ouvriers et les paysans.

Les dirigeants cubains, qui ont averti franchement des dangers encourus,

C'est la réfraction à Cuba même de la polarisation qui s'exerce à l'échelle mondiale entre ceux qui sont attirés par le développement des luttes de la classe ouvrière, et ceux qui sont poussés par les mesures que prend l'impérialisme pour les contenir et les refouler.

A Cuba, il y avait d'un côté les millions de manifestants qui se préparaient pour les batailles à venir. De l'autre, il y avait ceux qui avaient abandonné cette perspective et cherché une issue facile du côté du port de Mariel — des petits délinquants, des trafiquants du marché noir, un grand nombre de Cubains non révolutionnaires ayant des parents aux Etats-Unis, et une petite couche d'officiels du parti et du gouvernement, conservateurs et assoiffés de privilèges.

Le rapport central a expliqué : « En dépit des efforts gigantesques qu'a consentis la Révolution pour développer le pays sur le plan économique et social, notamment sur celui de l'éducation, il reste encore quelques séquelles du passé sur le plan social, autrement dit, des individus dépourvus de conscience nationale, à quoi s'ajoute le fait que les conditions socio-économiques de notre pays en voie de développement engendrent encore des éléments déclassés, des asociaux typiques du lumpenprolétariat, qui sont, par nature, sensibles au miroir aux alouettes et aux idées de l'impérialisme. Il existe donc et il existera pendant longtemps entre l'ennemi impérialiste et la Révolution cubaine une lutte idéologique féroce, qui se déroulera non seulement sur le terrain des idées révolutionnaires et politiques, mais aussi sur celui des sentiments nationaux et patriotiques de notre peuple. Nos ennemis ne se résignent pas au fait que Cuba révolutionnaire et socialiste existe... » Fidel Castro a déclaré aux délégués au Congrès que le « nettoyage » des déserteurs n'était pas encore achevé. Le port de Mariel pourrait être réouvert, a-t-il averti, dans la mesure où Washington continue de bloquer les départs légaux d'émigrants cubains. « La construction du socialisme, en tant que tâche complètement libre et volontaire est toujours l'un des principes de notre processus révolutionnaire, a-t-il affirmé, cela implique la liberté d'émigrer. »

cherchent à limiter cette tendance en introduisant des augmentations de salaire pour les ouvriers les moins payés, et en annulant les « salaires historiques » élevés de certains travailleurs particulièrement bien rémunérés.

Ces conditions font qu'il est possible, pour quelques individus et certains groupes de l'administration de l'Etat, de rechercher les privilèges et de nourrir le favoritisme. De telles couches parasites tentent invariablement de liquider l'initiative des ouvriers et des paysans qui menacent leur prétention à préserver et à accroître leurs privilèges. Ils sont les moins enthousiastes à vouloir utiliser les ressources matérielles et humaines de Cuba pour

aider d'autres pays. De tels bureaucrates en viennent inévitablement à espérer qu'un terme soit mis à la mobilisation révolutionnaire et pour qu'un accord garantissant une coexistence stable avec l'impérialisme soit passé aux dépens de la révolution mondiale. Ils souhaitent qu'un tel accord aide à consolider leur statut de privilégiés.

Selon le rapport central, des signes d'un tel phénomène sont apparus à Cuba : « Ils ont commencé à donner des signes évidents de relâchement progressif de l'esprit d'austérité, de ramollissement, de manque d'exigence, de goût des privilèges, d'embourgeoisement et autres manifestations du même style, en même temps que retombait la discipline du travail. Le pire de nos ennemis ne pouvait nous faire plus de tort. »

« Ces dangers, a déclaré Fidel Castro aux délégués, se sont manifestés dans bien des endroits, y compris dans une certaine mesure au sein du parti. A certains endroits a prospéré l'attitude formaliste, conformiste et essentiellement petite-bourgeoise de ne pas se compliquer l'existence avec tout ce qui est injuste et tout ce qui est mal fait. » Cela a posé une question aux dirigeants de la Révolution : « Était-ce donc que notre révolution sombrait dans la dégénérescence aux portes même de notre ennemi impérialiste ? Serait-ce une loi inexorable pour toute révolution au pouvoir ? Il n'en était pas question sous aucun prétexte, c'était inadmissible ! »

## L'ARME LA PLUS PUISSANTE

Depuis le début de la révolution cubaine, la direction castriste a compté sur les ouvriers et les petits paysans pour combattre ces tendances. Au contraire de l'Union soviétique — où les courants bureaucratiques ont complètement exproprié les travailleurs du pouvoir politique, après la mort de Lénine en 1924, et se sont constitués en caste dirigeante contre-révolutionnaire —, le pouvoir politique à Cuba est resté dans les mains des ouvriers et des paysans.

Dans les années 1960, la direction castriste a combattu et défait un courant stalinien dirigé par Anibal Escalante, qui cherchait à introduire des méthodes bureaucratiques et s'opposait à une politique étrangère internationaliste.

Après l'échec de la campagne pour la *zafra* des 10 millions de tonnes de sucre en 1970, la direction a tiré la conclusion que le retard mis par le gouvernement à reconnaître l'étendue de la catastrophe devait résulter du fossé existant entre celui-ci et les masses cubaines, qui étaient conscientes indubitablement plus tôt des grands problèmes rencontrés au cours de la récolte. Les dirigeants cubains ont pris des mesures pour institutionnaliser la participation des masses, qui avait toujours été le fondement de la révolution, et pour mettre de l'ordre dans l'économie.

Des élections syndicales furent organisées et régularisées. Les organisations de masses furent renforcées et leur

pouvoir de décision augmenté. Les habitants regroupés sur la base des municipalités ont élu des assemblées du Pouvoir populaire, qui à leur tour ont élu les assemblées de province et l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire. « Les organes du Pouvoir populaire ont créé les meilleures conditions possibles pour l'exercice de la démocratie socialiste, la plus haute forme de démocratie, en facilitant de façon institutionnalisée la participation des masses au gouvernement de la société à la fois au niveau local et national », a déclaré Fidel Castro aux délégués.

Au cours des derniers mois de l'année 1979, Raul Castro a prononcé une série de discours dans lesquels il a expliqué que les administrateurs laxistes ou avides de privilèges étaient l'un des facteurs contribuant aux difficultés économiques de Cuba. Il a pris pour cible les « lâches » qui craignent les conséquences de l'internationalisme et des défis relevés face aux menaces impérialistes.

Mais la mobilisation populaire de 1980 a fourni à la direction révolutionnaire l'arme la plus puissante qui soit, combinée avec l'extension de la révolution socialiste, pour lutter contre les tendances bureaucratiques : la mobilisation d'une classe ouvrière consciente de ses intérêts de classe et internationaliste. C'est ce qu'a expliqué le rapport présenté au Congrès : « Nous considérons la bataille livrée par les masses aux mois d'avril et mai de cette année (1980), comme une des victoires politiques, idéologiques et morales les plus importantes qu'ait remportées la Révolution dans toute son histoire (...). Il faut souligner que cette lutte s'est répercutée favorablement sur les efforts fournis à l'échelle nationale pour en finir avec certains problèmes d'ordre idéologique qui avaient gagné du terrain ces derniers temps. En réprouvant la lie, le peuple réprouvait aussi en grande partie l'indiscipline, le parasitisme, l'embourgeoisement, la négligence et d'autres phénomènes négatifs qui nous affectaient. Cette attitude, de pair avec les mesures politiques, légales, salariales et administratives adoptées au cours des derniers mois, a permis d'élever sensiblement le niveau d'exigence et l'ordre au sein de notre société. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une campagne d'un seul jour. »

Les actions de masse du prolétariat cubain en 1980 ont permis de mesurer le développement de son pouvoir social, de sa conscience de classe et de sa combativité, un phénomène qui n'a cessé d'être toujours plus remarqué de par le monde. C'est cette classe qui fournit la plus solide base d'appui à une politique internationaliste et à la lutte contre

les déformations bureaucratiques, de même que les avancées dans le domaine économique dépendent — en dernière analyse — de son niveau d'organisation, de conscience et d'initiative.

## PROLETARISATION

L'équipe dirigeante castriste a répondu aux changements intervenus dans la révolution cubaine — ainsi qu'au poids politique croissant du prolétariat dans toute l'Amérique latine — en accélérant son cours pour prolétarianiser le parti et sa direction : « La chose la plus importante, la plus révolutionnaire de ce Congrès, a expliqué Fidel Castro au cours d'un meeting de masse qui suivit, c'est la composition de notre Comité central. La direction de notre parti s'est vue injecter une forte dose de cadres ouvriers, une forte dose de femmes et une forte dose de combattants internationalistes. »

« Nous devons prendre en compte, a-t-il expliqué lors du rassemblement du 20 décembre, que le nombre d'ouvriers dans notre parti a presque triplé, ce qui signifie que notre parti est devenu plus prolétarien et partant, plus marxiste-léniniste et plus révolutionnaire ! »

Le rapport central expliquait que les membres du parti « qui sont directement liés à la production et aux services constituent dorénavant 47,3 % du nombre total de membres, contre 36,3 % en décembre 1975 ». Il notait également un accroissement de la proportion de femmes membres du parti qui sont passées de 14,1 % en 1975 à 19,1 % aujourd'hui. Dans l'Union de la jeunesse communiste (UJC), le pourcentage des femmes est passé de 30 % en 1975 à 41,8 % aujourd'hui, et la proportion des femmes au niveau des cadres permanents est passée de 5,3 % à 14,3 %. Fidel a souligné que le niveau atteint était encore loin d'être satisfaisant.

Les dirigeantes femmes ont joué un rôle plus important dans les organisations de masse également, soulignait encore le rapport. Il signalait que, dans les élections syndicales, 42,7 % de dirigeants locaux et 32,6 % des membres élus aux commissions exécutives étaient des femmes. La composition du Bureau politique, qui dirige le parti entre les sessions du Comité central, a été modifiée dans le même sens en y adjoignant des dirigeants des organisations de masse, des syndicats (CTC), de l'association nationale des petits paysans (ANAP), de la Fédération des femmes cubaines (FMC) et des Comités de défense de la révolution (CDR). Des dirigeants plus jeunes, aguerris au cours des récentes luttes qui se sont déroulées à Cuba, ont été mis en avant.

## « AVANT-GARDE D'UN PEUPLE D'AVANT-GARDE »

Le rapport a souligné que cette modification dans la composition du parti s'est accompagnée du doublement du nombre de ses membres qui est passé à 434 000 en cinq ans et s'est faite sans abaisser les critères politiques : « Nous

avons bien grandi. Nous n'avons pas sacrifié — et nous ne le ferons jamais — la qualité à la quantité ! »

Les changements qui sont intervenus au sein du Parti communiste cubain ont tendu à le lier plus étroitement à

l'attitude révolutionnaire de sa propre base de masse et à ceux qui le soutiennent parmi les prolétaires et les paysans travailleurs cubains. Cela permet au parti de fonctionner de manière plus efficace en forgeant l'unité révolutionnaire des larges masses de travailleurs autour des idées du marxisme et de la mise en pratique de l'internationalisme révolutionnaire. Cela a renforcé l'hégémonie du courant marxiste-révolutionnaire, non seulement à l'intérieur du parti, mais aussi parmi les masses travailleuses. Le sentiment de l'internationalisme militant et l'identification au marxisme de millions de Cubains, sont des conquêtes historiques de la révolution cubaine, de même que la conviction qu'à la masse des ouvriers et des paysans que le Parti communiste est leur parti.

Dans le rapport central, Fidel Castro a exprimé sa conviction que ce processus encouragerait la direction. Aucun parti ne peut s'auto-proclamer d'avant-garde, a-t-il dit, en reprenant un thème qu'il avait abordé à de nombreuses reprises : « *Ce n'est pas ce que nous pensons de nous-mêmes qui nous élève au rang d'avant-garde, mais ce que le peuple pense de nous. S'il est difficile d'être à l'avant-*

*garde d'un peuple d'avant-garde, d'être communiste au milieu d'un peuple de communistes, c'est toutefois un honneur et un stimulant. Le contact le plus étroit et le plus permanent avec les masses a été, est et sera toujours ce qui guide notre Parti.* »

### UNE POLITIQUE DE PRINCIPE

Fidel Castro a conclu le rapport central par un long exposé sur la politique étrangère de Cuba. Le principe fondamental de cette politique avait été développé par Fidel Castro dans son rapport au Ier Congrès du PCC en 1975 : « *La politique étrangère de Cuba a, comme point de départ, la subordination des positions cubaines aux nécessités internationales de la lutte pour le socialisme et pour la libération nationale des peuples.* »

Les dirigeants cubains ont reconnu que l'entrée victorieuse dans Saïgon des combattants de la lutte de libération au Vietnam avait marqué un tournant historique dans le rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale, en faveur des travailleurs et des nations opprimées.

Un élément important a contribué à cette victoire, notait Fidel Castro en

1975, lors du Ier Congrès : « *La guerre contre le peuple vietnamien, qui avait commencé en bénéficiant d'un soutien massif aux Etats-Unis, a bientôt donné naissance à une conscience anti-impérialiste et anti-guerre dans les universités américaines, parmi les cercles dirigeants du pays, et même parmi des secteurs toujours plus importants d'une classe ouvrière dupée par les avantages qu'elle retire de l'exploitation impitoyable qui est faite d'autres pays.* » (First Congress of the Communist Party of Cuba, Moscow, Progress Publishers, 1976, p. 234, traduit de la version anglaise.)

Les dirigeants cubains ont saisi cette occasion pour encourager les luttes anti-impérialistes, mettre des obstacles aux tentatives de l'impérialisme de reprendre l'offensive et pour encourager l'extension de la révolution socialiste.

### L'AFRIQUE

Au moment du Ier Congrès du PCC, des milliers de soldats cubains étaient déjà à pied d'œuvre en Angola pour aider le gouvernement nouvellement indépendant à repousser une invasion sud-africaine soutenue par les Etats-Unis.

Les troupes cubaines restent en Angola pour aider à entraîner les forces armées du pays et pour aider à parer aux nouvelles incursions sud-africaines. La présence des troupes cubaines a encouragé les combattants des mouvements de libération dans toute l'Afrique australe. Elle a exercé une forte pression sur Washington et sur le régime raciste d'Afrique du Sud pour qu'ils cèdent du terrain au Zimbabwe et en Namibie. La victoire du peuple angolais a favorisé l'essor d'une nouvelle vague de lutte anti-raciste de masse en Afrique du Sud même, particulièrement dans la jeunesse urbaine et chez les ouvriers de l'industrie.

A la fin de l'année 1977, les troupes cubaines sont allées en Ethiopie — une fois de plus sur la demande du gouvernement — pour aider à la défense d'une révolution sociale qui allait s'approfondissant face à une invasion montée par le gouvernement Siad Barre de Somalie. Cela a porté un coup aux efforts de Washington pour déstabiliser la révolution éthiopienne.

Au cours du IIe Congrès, Fidel Castro a déclaré que plus de 100 000 soldats — tous volontaires — avaient jusqu'à présent servi en Afrique.

### LE MAINTIEN DE LA SOLIDARITE

Washington fait du retrait des troupes cubaines d'Afrique une précondition à la reprise des relations économiques et diplomatiques avec La Havane. Fidel Castro y a répondu de la façon suivante, lors du meeting du 20 décembre : « *Les impérialistes disent parfois sur un ton hautain qu'ils seraient disposés à suspendre le blocus, qu'ils seraient disposés à nous laisser la vie sauve si nous renoncions à être internationalistes, si nous retirions nos combattants d'Angola et d'Ethiopie*

« *Ce n'est pas ce que nous pensons de nous-mêmes qui nous élève au rang d'avant-garde.* » (DR)



(cris de : « Non, Cuba si, yankees no ! » et applaudissements), si nous rompions nos liens étroits avec l'Union soviétique (cris de : « Non ! »). Ce n'est ni par plaisir, ni par caprice que nous avons des milliers de combattants en terre étrangère. Mais le jour où nous retirerons ne serait-ce qu'un de nos hommes, un seul, ce sera parce que sa présence n'est plus nécessaire, ou bien aux termes d'un accord entre les gouvernements des pays concernés et nous-mêmes (applaudissements). Mais ce ne sera jamais le résultat de concessions faites à l'impérialisme ! »

Le refus des Cubains de sacrifier l'internationalisme a également provoqué des tensions avec le gouvernement français qui s'inquiète de la montée croissante des luttes pour l'indépendance dans

ses colonies de la Martinique et de la Guadeloupe. « Des relations existent avec la France et d'importants échanges commerciaux ont eu lieu, a rapporté Fidel Castro, cependant la plénitude de ces relations a été gênée par les positions de principe de la révolution cubaine à propos des vestiges coloniaux en Amérique latine que n'ont pas comprises certains milieux français. »

La politique cubaine en Afrique a cherché à renforcer et à faire avancer les luttes anti-impérialistes et les transformations sociales sur le continent africain. De ce point de vue-là, le rapport central a mis l'accent sur les développements survenus en Angola, en Ethiopie, au Mozambique et au Zimbabwe.

## TRAVAILLEURS INTERNATIONALISTES

L'aide fournie par Cuba aux nations opprimées a été, dans un premier temps, autre que militaire. Le rapport central devant le IIe Congrès a précisé qu'environ 20 000 ouvriers du bâtiment, 11 000 spécialistes de l'industrie et de l'agriculture, 2 500 travailleurs de la santé et 3 500 enseignants aidaient les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'esprit de sacrifice de ces volontaires — à l'exemple d'un pays qui a mis ses ressources au service des autres, et ce sans conditions — nous remplit d'admiration pour la révolution cubaine. La popularité du socialisme s'en trouve renforcée par la propagation, au sein du monde semi-colonial, des gains matériels et culturels enregistrés par la révolution cubaine.

Les initiatives de Cuba ont relevé son prestige au sein du Mouvement dit des non-alignés. Cela a aidé les dirigeants cubains à créer les conditions qui leur ont permis de jouer un rôle plus important dans cette organisation de gouvernements opprimés par l'impérialisme ; ainsi, Cuba occupe aujourd'hui la présidence du Mouvement des non-alignés. L'activité dans ce groupement entre dans le cadre de la politique de Cuba, décrite dans le rapport, de fusionner ses forces avec celles de « tous les gouvernements patrio- tiques et de tous les mouvements anti-impérialistes qui, d'une façon ou d'une autre, défient la domination de Washington ».

Les dirigeants cubains mettent fortement l'accent sur la lutte contre les effets dévastateurs de la crise mondiale du capitalisme sur les pays semi-coloniaux, déjà pillés et surexploités par les métropoles impérialistes.

## CATASTROPHE ECONOMIQUE

Le rapport central décrit la façon dont la stagflation et la montée du chômage dans les économies d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon ont mené à la ruine les nations pauvres : par un coût des importations toujours plus élevé que celui des exportations, par la montée croissante du chômage et l'extension de la famine, par un endettement

galopant à des taux d'intérêt usuraires imposés par les banquiers impérialistes.

Les impérialistes utilisent cet endettement massif, qui a d'ores et déjà atteint un montant de 500 milliards de dollars dus par les pays sous-développés, pour imposer des programmes d'austérité qui accélèrent la baisse du niveau de vie, comme c'est le cas pour le Zaïre et le Pérou. Les chefs d'Etat qui résistent à de telles mesures risquent la déstabilisation, comme on l'a vu pour Michael Manley à la Jamaïque en 1980.

La crise frappe également les Etats ouvriers. La propriété sociale et l'utilisation planifiée des moyens de production et le monopole d'Etat du commerce extérieur permettent d'empêcher des catastrophes humaines comparables à celles qui se produisent en Afrique aujourd'hui par exemple. Mais les Etats ouvriers doivent importer des biens des pays impérialistes à des prix élevés, alors que les exportations restent à la traîne et que les prêts et les autres formes d'aides deviennent plus difficiles à obtenir.

Fidel Castro a déclaré devant le Congrès du parti que le taux de croissance économique de Cuba était tombé à une moyenne annuelle de 4 % depuis 1975, alors qu'il avait atteint les 10 % au cours de la période 1970-1975. Une chute avait été annoncée lors du Ier Congrès, qui avait fixé pour objectif un taux de croissance annuel de 6 %. Pendant cette période, la capacité d'achat à l'extérieur de Cuba s'est vu réduite par la montée des prix des produits importés, et par la chute parallèle des prix sur le marché mondial de son principal produit d'exportation, le sucre. La crise dans les pays dominés par l'impérialisme est inscrite dans leurs structures sociales et économiques. Ces problèmes sont terriblement accentués par la situation actuelle de l'économie capitaliste mondiale. Selon le rapport, contre-carrer les effets de cette situation nécessiterait un énorme déplacement de ressources des métropoles impérialistes en direction des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

A la session des Nations-Unies du 12 octobre 1979 Cuba avait proposé que

soit fournie une aide de 300 milliards de dollars à ces pays pour leur développement sur une période de 10 ans. Fidel Castro a déclaré devant le Congrès que cette juste demande n'avait pas eu d'écho dans les milieux impérialistes. Mais il a affirmé qu'elle avait joué un rôle politique progressiste. Fidel Castro a annoncé : « La lutte pour un Nouvel Ordre économique international a toutefois eu le mérite de grouper en un seul front les pays sous-développés, phénomène qui ne peut s'expliquer, si l'on tient compte de l'hétérogénéité économique, politique et sociale de ces pays, que par leur contradiction générale avec l'impérialisme, une contradiction concernant même des gouvernements de la périphérie sous-développée et dépendante qui sont des alliés de l'impérialisme mais qui ne sont plus disposés à supporter, sans y apporter des changements, le régime d'injustice et d'exploitation auquel les soumettent les monopoles des puissances capitalistes. »

Cette polarisation, liée à la crise économique, se manifeste effectivement dans le monde semi-colonial. En s'adressant au Congrès, Fidel Castro a présenté l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) comme un exemple de « la crise véritable du néocolonialisme » provoquée par la crise économique.

Fidel Castro a souligné que les ressources amassées par les pays de l'OPEP, consécutives à l'augmentation des prix du pétrole, loin d'être utilisées pour le développement des pays producteurs eux-mêmes, avaient été « redistribuées aux pays capitalistes développés ». Les banques impérialistes ont empoché des milliards de dollars en prêtant de l'argent à des forts taux d'intérêt dans le but d'accabler les pays semi-coloniaux. La conséquence de l'impact de l'augmentation des prix du pétrole sur les pays impérialistes en a été réduite, alors qu'au même moment elle s'est fait durement sentir sur les pays non producteurs.

Fidel Castro a également proposé que les pays producteurs vendent moins cher aux nations pauvres, tout en leur fournissant une aide économique substantielle, au lieu de faire circuler leurs devises au travers des institutions financières impérialistes. En même temps, il a réaffirmé devant le Congrès le caractère progressiste de l'affirmation faite par les pays de l'OPEP de leur droit de contrôler leur pétrole, de « défendre le prix de leur produit d'exportation de base et de changer les règles du jeu impérialiste dans un secteur-clé ».

## LE MOUVEMENT DES NON-ALIGNES

Au sein du Mouvement des non-alignés, le gouvernement cubain a lutté pour que soient prises de fermes positions anti-impérialistes sur des questions politiques cruciales établissant une véritable ligne de démarcation entre les gouvernements qui appuyeront de telles positions et ceux qui, de façon abjecte, se soumettent à la politique de Washington et des autres puissances capitalistes.

A la Conférence des non-alignés qui s'est tenue à La Havane en 1979, les Cubains avaient lancé une offensive — contre une opposition substantielle et organisée — afin de faire condamner les accords de Camp David, retirer la reconnaissance accordée aux forces de Pol Pot au Kampuchea, et soutenir la lutte des combattants sahraouis. Les décisions adoptées par la Conférence de La Havane constituent la gifle la plus cinglante jamais infligé à Washington lors d'une conférence importante regroupant des gouvernements du monde entier, même au cours de conférences antérieures des non-alignés.

Les dirigeants cubains cherchent à collaborer plus étroitement avec plusieurs types de gouvernements regroupés au sein des non-alignés (certaines catégories se recoupent). Ainsi les Cubains maintiennent de bonnes relations diplomatiques avec les gouvernements qui ont montré — comme celui du Mexique — leur volonté de défier la campagne internationale de Washington visant à mettre la révolution cubaine en quarantaine.

Une attention toute particulière est également donnée aux gouvernements amenés au pouvoir par de profondes mobilisations révolutionnaires de masse comme ce fut le cas en Ethiopie et en Iran. Au cours de son rapport, Fidel Castro s'est félicité des développements d'un processus clairement anti-impérialiste et populaire en Iran. Une autre catégorie inclut des gouvernements impliqués dans des conflits aigus avec l'impérialisme : la Syrie, la Libye et l'Angola en sont des exemples. Il faut également inclure les gouvernements nationalistes d'Afrique et d'ailleurs qui ont décrété quelques mesures sociales progressives et qui prétendent construire le socialisme, tels les gouvernements de Madagascar, du Bénin et du Congo (Brazzaville).

Cependant, les Cubains voient clairement ces gouvernements sous un angle différent de celui avec lequel ils considèrent les gouvernements révolutionnaires du Nicaragua et de Grenade, où se développent, sous des directions marxistes, des révolutions socialistes avec une base de masse. Dans les paragraphes introductifs de son rapport au Congrès, Fidel Castro a dégagé les points de vue de classe qui fondent la spécificité de telles directions révolutionnaires : « *Il est incontestable que celui qui lutte pour l'indépendance de sa patrie dans un pays colonisé ou néo-colonisé, ou celui qui lutte pour la liberté d'un pays tyrannisé, est un révolutionnaire. Mais il n'existe aujourd'hui dans le monde qu'une seule forme supérieure d'être révolutionnaire : être communiste, car le communisme personnifie l'indépendance, la liberté, la justice et l'égalité véritables entre les hommes. Bien mieux, il personnifie l'internationalisme, c'est-à-dire la fraternité, la solidarité et la coopération entre tous les hommes et les peuples du monde.* »

C'est dans ce contexte que Castro a analysé les élections américaines de novembre 1980. L'élection américaine du 4 novembre a pris une signification parti-

culière dans le contexte de désastre économique : « (...) D'où un chômage massif pour de vastes couches de la classe ouvrière nord-américaine, en particulier les Noirs et les jeunes, la diminution des revenus réels de tous les travailleurs nord-américains à la suite d'une inflation incontrôlée, et un désir de changement chez de nombreuses personnes ou une totale indifférence à l'égard des élections. La situation internationale, qui s'est caractérisée par une perte croissante de l'hégémonie et du prestige des Etats-Unis, et que les adversaires politiques à l'intérieur du pays ont habilement exploitée, la frustration et le scepticisme du peuple, voire des facteurs comme la prise d'otages en Iran, la maladresse du gouvernement des Etats-Unis à ce sujet et le fait que ces otages n'aient pas été en fin de compte libérés, tout cela a contribué à la défaite de l'administration actuelle. Le taux d'abstention s'est monté à 47,1 % des électeurs, dans un pays qui se vante de sa "démocratie représentative". Le candidat républicain n'a été élu qu'avec 26,7 % des voix. »

Néanmoins le rapport a évité l'erreur que font de nombreux radicaux aux Etats-Unis qui voient en l'élection de Ronald Reagan la preuve d'un complet déplacement vers la droite du peuple américain. En fait, Fidel Castro a mis l'accent sur les signes de mécontentements et de polarisation qui pourraient mener à des conflits de classe plus aigus dans le futur : « *A notre avis, Reagan ne pourra résoudre aucun des problèmes essentiels des Etats-Unis : inflation, chômage, crise énergétique, récession économique, vices, drogues, violence, crimes,*

*corruption, mais de telles idées en politique internationale peuvent mettre en danger la paix dans le monde.* »

Cependant, le rapport a clairement exprimé l'inquiétude suscitée par le fait que l'administration Reagan pourrait s'embarquer dans un cours militariste plus dur que ne l'avait déjà fait l'administration Carter : « *La victoire électorale de Reagan est une victoire de la droite et indique un glissement évident dans ce sens d'une partie importante de l'opinion publique nord-américaine. Nous en avons la confirmation dans le fait qu'aux élections sénatoriales, les candidats les plus libéraux aient été battus, dont quelques partisans décidés de la ratification de SALT-II. L'apparent consensus national que Reagan pourrait voir dans son élection risque d'entraîner celui-ci à faire fi de toute prudence, à en revenir aux attitudes agressives qui le caractérisaient avant et à reprendre les clauses les plus réactionnaires de la plate-forme républicaine.* »

Fidel Castro a également estimé que de telles attitudes bellicistes en Amérique centrale ou dans la Caraïbe pourraient susciter à nouveau un sentiment et des actions anti-guerre de masse aux Etats-Unis, étant donné particulièrement la résistance féroce qu'une intervention rencontrerait de la part des travailleurs de la région : « *Si les marines yankees ou les forces d'intervention débarquent en Amérique centrale, le peuple des Etats-Unis connaîtra de nouveau le douloureux spectacle de voir débarquer les cercueils de ses soldats de retour au pays. Le blâme en retombera sur ceux qui refusent de tenir compte des leçons de l'histoire et des changements irréversibles qui se sont produits dans le monde.* »

## TENSIONS DE CLASSES EN EUROPE

Dans son rapport devant l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 27 décembre, Fidel Castro a également considéré les perspectives d'intensification des conflits de classe en Europe, qui pourraient permettre d'enrayer la machine de guerre impérialiste et de percer une brèche poussant plus avant l'extension de la révolution socialiste. Il a cité les passages suivants, entre autres, extraits d'une dépêche de l'Agence France-Presse sur les conditions économiques et le climat politique en Europe : « *La majorité des pays européens bouclent leurs comptes de 1980 avec des résultats franche-*

*ment négatifs du point de vue de l'inflation et avec des déficits records dans leur balance des paiements. La perspective de voir réapparaître des légions de chômeurs ravive le spectre de la faim et de la misère, dont l'Europe fut victime dans les années qui précéderent les deux guerres mondiales. Cette situation est une source prévisible de tensions sociales qui pourraient s'étendre comme une traînée de poudre. Elle risque de s'aggraver si les pronostics de certains experts concernant une nouvelle escalade des prix du pétrole se confirment.* »

## LES INITIATIVES DES SOCIAL-DEMOCRATES

Dans son rapport, Fidel Castro a souligné l'activité croissante en Amérique latine de l'Internationale socialiste, social-démocrate, basée principalement en Europe. L'Internationale socialiste (Ile Internationale) a fait connaître publiquement son soutien au Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua et au FSLN, ainsi qu'au Front démocratique révolutionnaire (FDR) du Salvador ; quant au *New Jewel Movement* de Grenade, il est devenu membre à part

entière de l'Internationale socialiste à la fin de 1980.

Des dirigeants de l'Internationale socialiste, comme Willy Brandt d'Allemagne fédérale et de Joop den Uyl des Pays-Bas, se sont mis particulièrement en avant au niveau européen en proposant un transfert substantiel des ressources des pays industrialisés vers le monde semi-colonial. Au IIe Congrès du PCC étaient présentes des délégations officielles des partis social-démocrates de France, du

Danemark, de Suède, de Belgique, d'Espagne et du Parti travailliste de Grande-Bretagne.

Fidel Castro a noté qu'un certain nombre de « vieux partis bourgeois et oligarchiques d'Amérique latine », tels l'Action démocratique (AD) du Venezuela et l'APRA du Pérou, ont rejoint les rangs de l'Internationale socialiste. Tout en notant les différences irréductibles qui séparent les révolutionnaires socialistes de la social-démocratie, Fidel Castro a soutenu que l'activité récente de la social-démocratie en Amérique latine « traduit un bilan positif ; ils regroupent leurs forces et élargissent le champ de bataille contre la domination de l'impérialisme américain en Amérique latine ».

### CONTRASTES FRAPPANTS

Dans son rapport, la Pologne n'est mentionnée de façon explicite que dans quelques paragraphes de la partie consacrée à la politique étrangère. D'autres parties du rapport soulignent cependant l'impact que le soulèvement de masse des ouvriers polonais a eu sur les dirigeants cubains. Ils portent, de toute évidence, une attention considérable à ce problème. Alors que le rapport commet l'erreur sérieuse d'évaluer les événements récents de Pologne comme une victoire de la réaction, les conclusions que tirent les dirigeants cubains les mettent en position nettement critique par rapport aux castes bureaucratiques d'Union soviétique et d'Europe de l'Est.

Les Cubains — qu'ils soient ou non membres du parti — ne peuvent qu'être frappés par les différences qui existent entre la Pologne et Cuba. A Cuba, le Congrès du PCC a suscité une mobilisation de soutien d'un million de personnes. En Pologne, par contre, les masses laborieuses n'ont que mépris pour le parti communiste (POUP) qu'elles considèrent comme leur ennemi.

L'an dernier, des millions de Cubains sont descendus dans la rue pour défendre leur révolution et soutenir la politique du gouvernement révolutionnaire contre les menaces et les campagnes de dénigrement orchestrées par l'impérialisme.

En Pologne, le gouvernement se heurte frontalement à des millions de travailleurs, alors que les médias impérialistes et les politiciens s'en donnent à cœur joie dans la propagande.

Dans son rapport, Fidel Castro a indiqué que de tels événements ne pouvaient avoir lieu dans un pays tel que Cuba, où une direction prolétarienne et révolutionnaire est au pouvoir. Et de s'interroger « si, dans quelque pays que ce soit, le socialisme est irréversible ou non ».

« Il est absolument irréversible si on en applique les principes. Nous sommes aux portes de l'impérialisme américain et, cependant, nous ne craignons pas sa puissance, nous n'envions pas sa richesse, nous n'acceptons pas son idéologie et nous ne sommes pas déstabilisés par ses actions. »

Il a résumé certains de ces principes de la façon suivante : « Notre Etat est un Etat de travailleurs, lesquels exercent le pouvoir d'une façon révolutionnaire. Le Parti et ses militants ne peuvent jamais renoncer à se lier aux masses le plus solidement, le plus étroitement et le plus profondément possible. (...) Le Parti n'existe que pour le peuple et par le peuple. Les méthodes bureaucratiques et l'esprit petit-bourgeois sont tout à fait étrangers à ses principes. »

Et Fidel Castro a poursuivi : « L'autoritarisme, la démagogie, la suffisance, la vanité, l'irresponsabilité sont inconceva-

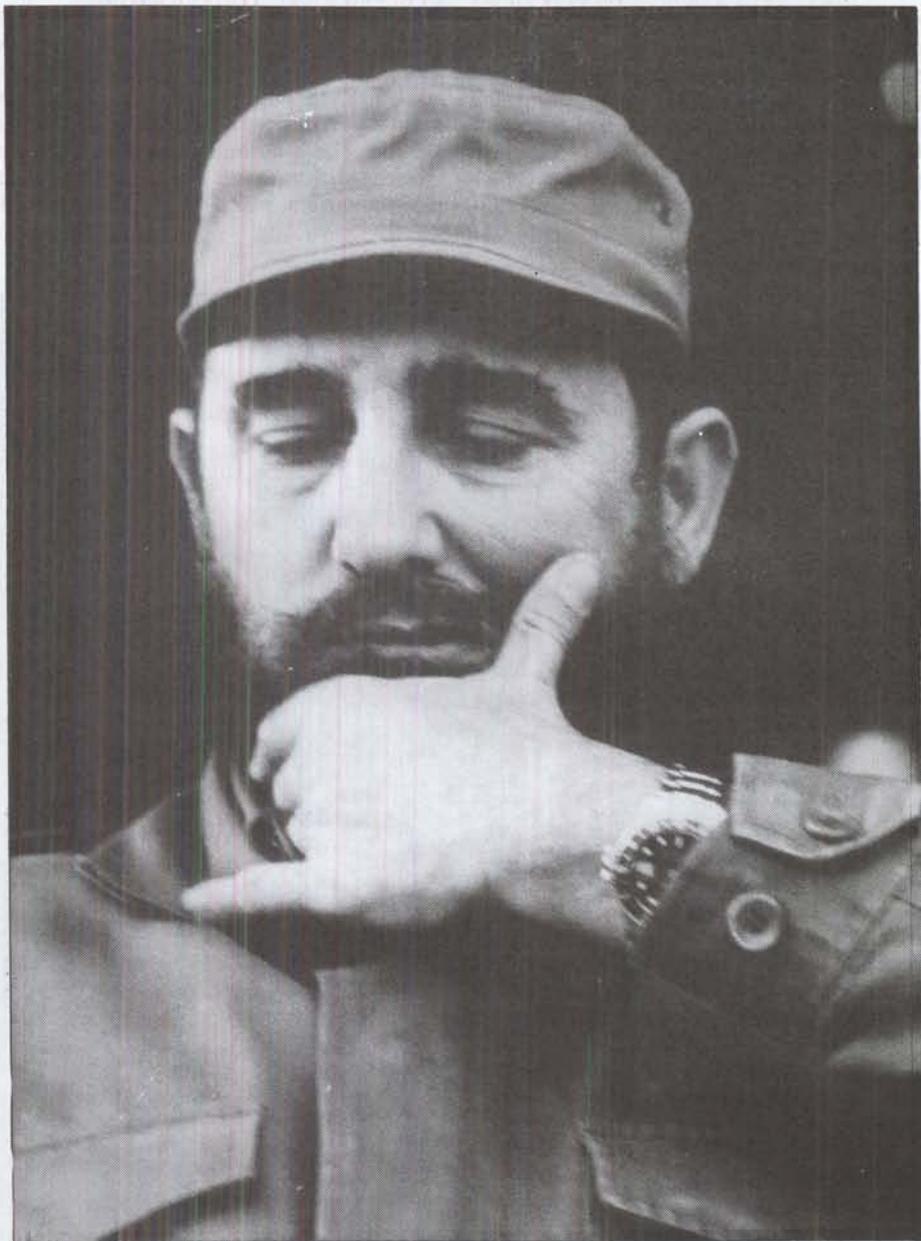
bles chez un communiste, dont l'esprit fraternel et humain doit être l'une des principales caractéristiques et, par-dessus tout, la conscience internationaliste, qui n'exclut pas le patriotisme le plus profond, car elle tient compte du fait qu'au-delà de la patrie, il y a l'humanité. Un Parti communiste au pouvoir peut commettre ou tolérer des erreurs de principe graves, et ces erreurs ont toujours coûté très cher aux révolutions. L'histoire le prouve. De véritables trahisons ont même été commises, qui ont infligé des blessures profondes au mouvement révolutionnaire mondial. »

### CUBA COMME ALTERNATIVE

Ces avertissements visaient sans aucun doute aussi bien les cadres du parti que les régimes d'Union soviétique et d'Europe de l'Est où, comme le fait remarquer Fidel Castro, « les circonstances ont été loin d'être favorables à l'extension des idées socialistes ».

Fidel Castro est revenu sur ce point le 27 décembre : « Lorsqu'il y a des problèmes quelque part, cela ne veut pas dire que le marxisme-léninisme n'a pas une force irréprouvable, cela signifie que les principes du marxisme-léninisme n'ont pas été appliqués correctement. (...) Les

Quel est le véritable effet des événements polonais sur la direction cubaine ? (DR)



*Etats-Unis, un voisin si riche et si puissant, qui a eu pendant si longtemps une grande influence sur notre patrie et notre peuple, trouve aujourd'hui en Cuba un écueil, un rocher. Cela ne peut se comprendre qu'à la lumière du marxisme-léninisme. Le rôle du Parti, ses liens avec les masses, l'application correcte de ces principes, l'absence de favoritisme, une action juste, la reconnaissance du mérite, la direction collective, le centralisme démocratique, l'honnêteté, la conscience, la discipline et le contenu social et humain extraordinaires de l'œuvre révolutionnaire : tels sont les facteurs qui ont fait la force de notre Révolution et cela n'est pas un mystère.* » Et Fidel Castro a continué en disant que « bien qu'ils ne l'aient pas dit de façon explicite, nous savons que les pays socialistes frères, qui s'intéressent de très près aux événements survenant dans d'autres pays, ont été emballés par ce qu'ils ont vu dans notre pays, situé à seulement 145 km des USA ».

## POSITION POLITIQUE ERRONEE

Cependant, quand le rapport en est venu à faire la synthèse politique des événements de Pologne, il les a présentés comme une victoire de l'impérialisme, passant complètement à côté des gains pour la révolution mondiale que représente la mobilisation de la classe ouvrière polonaise : « Ce qui se passe là-bas est en partie la conséquence de la politique sub-

*versive de l'impérialisme (...). Les succès de la réaction dans ce pays démontrent on ne peut plus éloquemment qu'un parti révolutionnaire au pouvoir ne peut pas s'écarter des principes du marxisme-léninisme, négliger le travail idéologique et se couper des masses. »*

Fidel Castro a évité de lancer des attaques directes contre les syndicats polonais et leurs dirigeants, tout en exprimant l'espoir que le POUP serait capable de résoudre les problèmes « en s'appuyant sur les forces saines du pays et en prenant appui sur l'énorme potentiel moral, patriotique et révolutionnaire de la classe ouvrière ». Et de lancer l'avertissement suivant : « Il n'y a pas le moindre doute quant au droit qu'a le camp socialiste de sauvegarder l'intégrité du pays et d'assurer qu'il survive et résiste par tous les moyens aux attaques de l'impérialisme. »

L'appréciation de Fidel Castro selon laquelle l'impérialisme s'est trouvé renforcé par le soulèvement des travailleurs polonais est fautive. L'impérialisme multiplie aujourd'hui les coups de sonde en Pologne ; il cherche des ouvertures pour miner l'Etat ouvrier polonais.

Or, ce ne sont pas les travailleurs polonais qui sont les alliés objectifs de l'impérialisme dans ce processus, mais, au contraire, la bureaucratie polonaise elle-même. Par sa corruption et ses erreurs de gestion, elle a désorganisé l'économie ; en cherchant à entraver l'organisation de la classe ouvrière, elle a empêché les travail-

leurs de prendre l'initiative pour réparer les dégâts. La mobilisation des travailleurs polonais pour la défense de leurs intérêts de classe, liée aux tentatives d'établissement d'une alliance avec les paysans et les autres groupes d'opprimés, renforce l'Etat ouvrier. Il renforce la conscience, l'organisation et la capacité de lutte de la classe qui constitue le fondement de tout Etat ouvrier.

De ce point de vue, une intervention militaire soviétique contre le mouvement des ouvriers polonais affaiblirait sérieusement l'Etat ouvrier polonais, en même temps qu'il porterait un coup sérieux à toute la révolution mondiale.

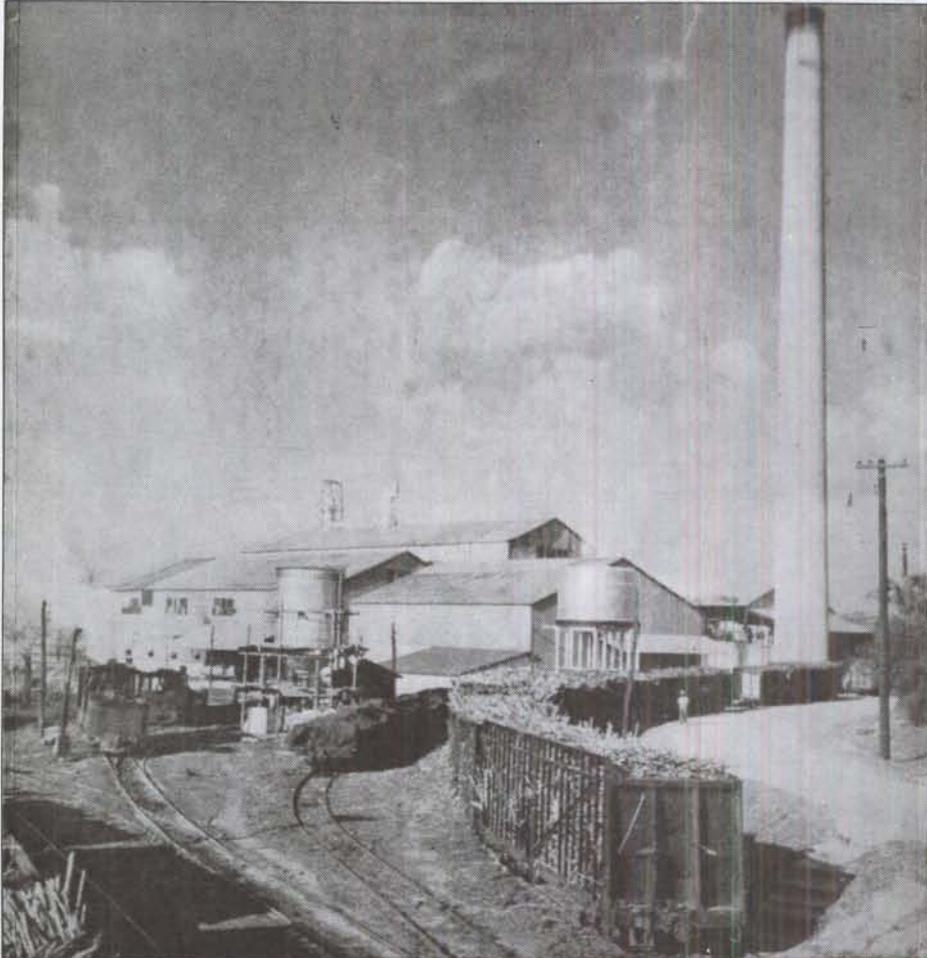
La position de Fidel Castro pré-suppose que les gouvernements bureaucratiques d'Union soviétique et des pays de l'Est peuvent être réformés et que les partis dirigeants peuvent être amenés à adopter un cours plus révolutionnaire et prolétarien, en politique intérieure comme en politique internationale. Mais le problème — en Pologne comme en Union soviétique — n'est pas que quelques fonctionnaires individuels ou qu'une étroite couche de bureaucrates soient devenus des tyrans corrompus, le problème auquel les ouvriers polonais ont à faire face est que le pays est gouverné par une caste bureaucratique consolidée qui vise à maintenir ses vastes privilèges, ce qui implique l'exclusion des travailleurs du pouvoir politique.

Les partis dirigeants de ces pays sont les représentants de ces castes dirigeantes qui oppriment et dépossèdent les travailleurs de leur pouvoir en utilisant des méthodes politiques totalitaires. C'est la raison pour laquelle ces partis communistes n'inspirent que mépris et haine aux masses laborieuses. Et c'est pourquoi aussi les travailleurs polonais ont pris la décision de forger leurs propres syndicats, indépendants à la fois du parti et du gouvernement. Quand les travailleurs polonais demandent le droit d'élire leurs représentants syndicaux, ils ne font que réclamer ce qui est un acquis des syndicats cubains.

Les positions de Fidel Castro sur les régimes et les partis staliniens sont fondées sur les expériences de la révolution cubaine, qui a pu survivre aux actions agressives de Washington grâce seulement à une étroite alliance diplomatique, politique et militaire avec l'Union soviétique et les Etats ouvriers d'Europe de l'Est. Ces positions comme les sérieuses erreurs politiques qui en découlent sont le prix politique à payer pour la survie de Cuba. Les Cubains n'ont pas su reconnaître les luttes anti-bureaucratiques des travailleurs, en Union soviétique et dans les pays de l'Est, comme faisant partie intégrante de la lutte mondiale pour le socialisme.

Ce point de vue a été également influencé par le succès enregistré par les révolutionnaires cubains qui, dans les années qui suivirent le triomphe de la révolution, ont intégré la plupart des cadres du Parti socialiste populaire (PSP) cubain — un parti staliniens avec un palmarès de trahisons qui allèrent jus-

Raffinerie de sucre (DR).



qu'au soutien à Batista — dans un nouveau parti marxiste-léniniste.

Chaque soulèvement de travailleurs en Pologne ou dans d'autres pays d'Europe orientale conduira à de nouvelles réflexions sur cet aspect de la révolution mondiale, de même que les riches expériences des Cubains eux-mêmes, qui ont réussi à contrer la bureaucratie, les conduiront à étendre la démocratie ouvrière et à prolétarianiser leur parti. La montée croissante des luttes révolutionnaires en Amérique latine et de par le monde continuera de changer le contexte international dans lequel se dérouleront les luttes en Europe de l'Est, ainsi que l'attitude des révolutionnaires du monde entier à leur égard.

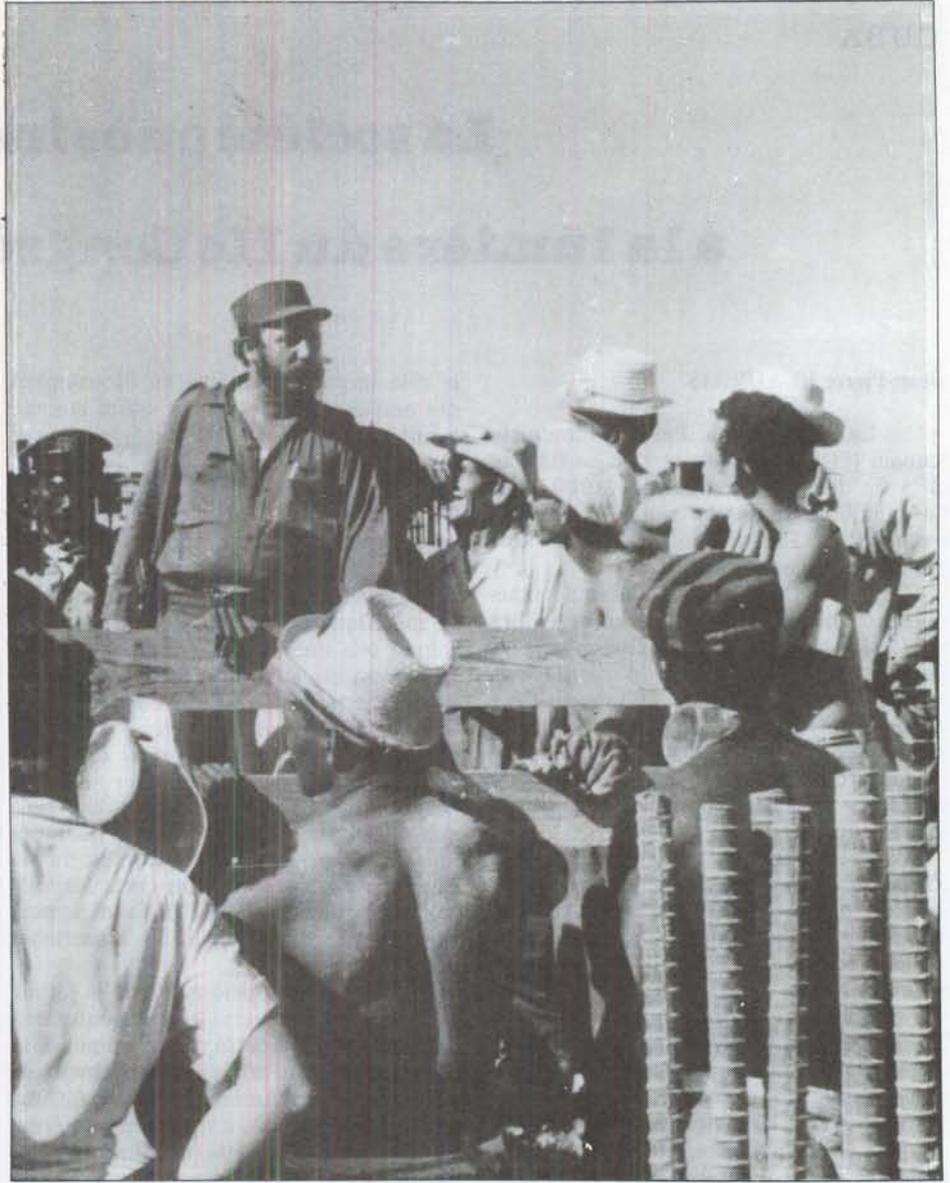
## L'AFGHANISTAN

Le rapport présenté devant le Congrès se félicite du renversement en 1978 du régime Daoud en Afghanistan et des ouvertures révolutionnaires qui se sont offertes alors aux masses de ce pays. Il dénonce l'aide impérialiste aux guérillas contre-révolutionnaires de la région et l'effort de Washington pour développer une campagne internationale anticommuniste et belliciste à la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Le rapport soutient également l'envoi par Moscou de troupes en Afghanistan, rendu nécessaire étant donné les erreurs des précédents régimes afghans et les actions des réactionnaires soutenus par l'impérialisme. Mais les dirigeants cubains sont loin d'être enthousiastes devant l'opération soviétique. Le manque total de respect par le Kremlin des sentiments des Afghans, le remplacement et la mise en place des gouvernements, la violation des droits de la personne humaine et les tentatives de contenir tout changement social sont à l'opposé des méthodes que les Cubains ont utilisées dans leur aide aux révolutions en Afrique et en Amérique centrale.

Tout en combattant la campagne d'intoxication impérialiste autour de l'Afghanistan, les dirigeants cubains ont souligné la confusion et la désorientation que l'intervention a provoquées au sein des gouvernements les plus radicaux et des courants politiques dans le monde semi-colonial. Les Cubains ont cherché à favoriser un accord négocié qui puisse mener au retrait des troupes soviétiques.

L'alliance de Cuba avec le Kremlin n'empêche cependant en rien que de larges désaccords existent, reflétant les différences irréductibles qui existent entre les castes bureaucratiques du bloc soviétique et le régime révolutionnaire prolétarien de Cuba. Ces désaccords sont tout d'abord axés autour de l'effort constant que font les dirigeants cubains pour étendre la révolution socialiste et pour porter de nouveaux coups à l'impérialisme, ce qui est étranger aux objectifs de la bureaucratie soviétique, qui est sans cesse à la recherche de la réalisation d'un accord avec les impérialistes visant à maintenir le *statu quo* international. A la différence du gouvernement cubain, le Kremlin ne dispense son aide que comme



Fidel Castro avec des ouvriers de la construction (DR).

un outil nécessaire à la poursuite de ce but, ce qui l'amène à la donner ou à la reprendre selon ses besoins diplomatiques propres.

## APPRENDRE DE CUBA

Les futures luttes de la classe ouvrière en Amérique centrale, dans la Caraïbe, en Afrique, en Pologne et dans le reste du monde, continueront à lancer des défis aux dirigeants cubains. Elles approfondiront le contenu des débats et des discussions qu'ils ont entre eux, et y compris avec les dirigeants des partis staliniens de Moscou, d'Europe de l'Est et d'ailleurs.

Le IIe Congrès du PCC a montré les progrès que ces révolutions ont faits en adaptant leur ligne de conduite, leur organisation et leur action aux grands changements survenus, et, avant tout, l'irruption du prolétariat urbain au centre de la politique mondiale et l'extension de la révolution socialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Les marxistes révolutionnaires de par le monde, qui reconnaissent la nécessité politique de faire un tournant en di-

rection du prolétariat dans leurs pays, peuvent bénéficier de l'étude des expériences du PCC, qui accentue sa prolétarianisation. Les résultats enregistrés par les Cubains dans ce processus sont liés à leur détermination de soutenir les progrès de la révolution prolétarienne en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Tout comme les Cubains le font courageusement, la solidarité avec les révolutions du Nicaragua et de Grenade, de même qu'avec les luttes de libération au Salvador et au Guatemala, est aujourd'hui partie prenante de la liaison de la classe ouvrière avec ces luttes de par le monde. ■

Fred FELDMAN \*  
9 février 1981.

\* Toutes les citations du rapport présenté par Fidel Castro au IIe Congrès du PCC comme de ses autres discours sont reprises de l'édition française de *Granma*, sélection hebdomadaire, 28 décembre 1980, à l'exception de la citation du Ier Congrès du Parti communiste cubain (1976) qui a été retraduite à partir de l'édition anglaise publiée à Moscou des textes des travaux de ce Congrès (NDLR).

# La société cubaine

## à la lumière du IIe Congrès du PCC

Jean-Pierre BEAUVAIS

Le Congrès du Parti communiste cubain (PCC), qui s'est tenu à La Havane à la fin du mois de décembre 1980, était le deuxième depuis le triomphe de la révolution en 1959, et la constitution formelle de ce parti en 1965.

Le Ier Congrès s'était déroulé exactement cinq ans auparavant, en décembre 1975. Il fut avant tout un Congrès de bilan et de réaffirmation d'orientations adoptées antérieurement. Le rapport-fleuve de Fidel Castro et les thèses et résolutions votées à cette occasion constituent — aujourd'hui encore — des documents de référence essentiels pour les révolutionnaires cubains.

Rappelons qu'à ce Congrès fut dressé un bilan des quinze années écoulées depuis la chute du dictateur Batista, et esquissée une synthèse des spécificités et des acquis de la révolution cubaine. C'est ce même Ier Congrès qui a adopté les principes et défini les mécanismes du *Poder popular* (Pouvoir populaire) sur la base desquels allait rapidement se réaliser une « institutionnalisation d'ensemble de la révolution » cubaine. Au niveau économique, il vit l'adoption du Ier Plan quinquennal élaboré depuis 1959 et concernant les années 1976-1980, ainsi que les lignes générales du nouveau « *Système de direction et de planification de l'économie* » impliquant une réforme d'ensemble des mécanismes de la gestion économique. Enfin — et pour nous en tenir à l'essentiel —, y furent votés les principes et les statuts régissant la vie du parti lui-même.

La fonction du IIe Congrès était *a priori* plus modeste. Il s'agissait de réaffirmer les orientations et les acquis du Ier Congrès à partir d'un bilan de leur application ces cinq dernières années. Surtout, il fallait dresser un état de l'économie cubaine à partir d'une analyse du degré de réalisation du Ier Plan quinquennal, et adopter les grandes lignes du IIe Plan (1981-1985).

Les problèmes cruciaux que pose la situation internationale actuelle, l'analyse qu'en font les dirigeants cubains, les réponses qu'ils donnent ont constitué l'autre volet du Congrès. La réaffirmation de la solidarité combattante avec le Nicaragua, Grenade, ainsi qu'avec les masses mobilisées du Salvador et du Guatemala ; la riposte ferme et sans concessions face aux risques accusés que font peser sur l'Etat ouvrier cubain les orientations du nouveau président américain, Ronald Reagan ;

le rôle important assigné au Mouvement des non-alignés, à nouveau défini comme ayant un « caractère anti-impérialiste » et une « position indépendante » ; la position convergente avec celle de l'Union soviétique à propos de la situation en Pologne et de l'Afghanistan ; une appréciation d'ensemble, enfin, des rapports de forces mondiaux avec, dans ce cadre, une analyse spécifique de la situation latino-américaine ; tels ont été les principaux chapitres consacrés aux questions internationales dans le rapport de Fidel Castro.

« *Production et défense !* », ce mot d'ordre n'a « jamais été aussi vital que dans les circonstances actuelles », devait déclarer Fidel Castro devant l'Assemblée nationale du *Poder popular*, quelques jours après la clôture des travaux du IIe Congrès, synthétisant dans cette formule la double tâche assignée par son rapport central et les deux dimensions essentielles de ce Congrès.

*Inprecor*, rappelons-le, a déjà publié deux articles consacrés précisément à cette double tâche, à cette double dimension. Dans l'article intitulé « Face aux menaces impérialistes en Amérique centrale, Cuba relève le défi » (1), les positions internationales des dirigeants cubains ont été examinées à partir du rapport de Fidel Castro. Et dans l'article « Les 20 ans de l'économie cubaine : Un premier bilan, de nouvelles orientations », publié dans le récent numéro spécial consacré à l'économie (2), les données actuelles de l'économie cubaine, ses acquis et ses faiblesses, ont été analysées, notamment à partir du bilan dressé devant le Congrès par Fidel Castro ; elles l'ont été aussi à la lumière des orientations adoptées depuis dix ans en matière économique.

L'article de Fred Feldman, publié dans *Intercontinental Press* du 9 février 1981 et reproduit dans ce numéro d'*Inprecor*, nécessite que l'on revienne sur certaines de ces questions et, au-delà, sur quelques caractéristiques de la révolution cubaine et de sa direction. Il s'agit en effet d'un article qui tend à faire une présentation d'ensemble des orientations de la direction cubaine.

Concernant la révolution cubaine, nous ne pouvons que partager les préoccupations et l'état d'esprit de Fred Feldman ; les articles précédemment publiés et que nous venons de citer, d'autres encore (3), en témoignent. Nous nous revendiquons de l'énorme acquis historique de cette révolution, la première révolution socialiste de l'hémisphère occidental.

Nous nous revendiquons de sa lutte contre les effets de l'exploitation impérialiste et du sous-développement économique ; de la preuve qu'elle administre — par ses acquis sociaux considérables — de la supériorité décisive, dans ce combat, d'une économie planifiée, libérée de l'exploitation directe de l'impérialisme et de la logique du profit.

Nous considérons que la direction castriste est révolutionnaire dans la mesure où, rejetant tout compromis durable avec la bourgeoisie nationale, elle a conduit le processus révolutionnaire qui a brisé le mécanisme d'accumulation capitaliste et détruit le pouvoir de toutes les classes exploiteuses ; dans la mesure aussi où elle soutient l'extension de la révolution dans certains pays, comme aujourd'hui en Amérique centrale.

Enfin, et plus que jamais, nous sommes aux côtés des révolutionnaires cubains dans leur décision d'accepter les plus grands sacrifices pour défendre les acquis de la révolution et l'Etat ouvrier, face aux menaces impérialistes.

Traiter des problèmes de fond posés par le IIe Congrès du PCC est une tâche difficile. Fred Feldman a choisi de construire pour l'essentiel son article sur une alternance de synthèses et de « morceaux choisis » du rapport de Fidel Castro. Or, dans les paragraphes de synthèse s'entremêlent les résumés des discours — eux-mêmes entrecoupés de phrases et d'expressions reprises de Fidel Castro — et des formules, des appréciations ou des caractérisations de Fred Feldman lui-même. Dans ces conditions, il n'est pas toujours facile de distinguer avec précision, à la lecture de l'article, ce qui revient à la pensée de Fidel Castro... de ce qui revient à la pensée de Fred Feldman.

1. Lire *Inprecor*, numéro 93, du 20 janvier 1981, Livio Maitan, « IIe Congrès du Parti communiste cubain : Cuba relève le défi en Amérique centrale ».

2. Lire *Inprecor*, numéro 94-95, du 16 février 1981, Jean-Pierre Beauvais, « Les 20 ans de l'économie cubaine : Un premier bilan, de nouvelles orientations ».

3. Lire dans *Rouge* le reportage réalisé à Cuba au mois de décembre 1980 par Jean-Pierre

Beauvais. Numéro 951, 9-16 janvier 1981, « Cuba : Extension de la révolution et défense de la bureaucratie soviétique » ; numéro 952, 16-22 janvier 1981, « Cuba : "Pouvoir populaire" et démocratie socialiste » ; numéro 953, 23-29 janvier 1981, « Cuba : Acquis et choix économiques » ; numéro 954, 30 janvier-5 février 1981, « Cuba : Déformations bureaucratiques, réorganisation démocratique ».

Surtout, cela contribue à donner à certains passages du discours de Fidel Castro — ainsi synthétisés — un contenu implicite qui n'est toujours pas le leur.

Dans notre article, nous tenterons de saisir les rapports entre les développements réels de la société cubaine et le contenu du IIe Congrès du PCC. Cela nous conduira à reprendre plusieurs questions traitées par Fred Feldman.

## UN CONGRÈS DÉMOCRATIQUE ?

Les cinq lignes indirectement consacrées par Fred Feldman à cette question suggèrent une réponse positive : « *Le rapport (de Fidel Castro) était le fruit d'un travail collectif, reflétant les discussions au sein du Bureau politique et du Comité central du parti. Les points fondamentaux en avaient été discutés tout au long de l'année, dans toutes les instances de base du parti.* »

Qu'il y ait des formes de travail collectif et des discussions entre les membres du noyau central de la direction cubaine — essentiellement regroupé au sein du Bureau politique et du Secrétariat du PCC — est peu douteux. Que le rapport de huit heures fait par Fidel Castro en soit le produit, et qu'il ait également été discuté par le Comité central, cela est plus que probable.

Pourtant, il n'y a rien qui permette de suggérer que le Parti communiste cubain connaît une vie démocratique, et que son Congrès a été préparé démocratiquement. L'essentiel est que ces discussions, ces débats au sein du groupe dirigeant, au sein des instances statutaires de direction, ne sont malheureusement pas connus du reste du parti. Seules les conclusions, une fois les débats terminés, sont portées à la connaissance de l'ensemble des militants sous la forme d'un discours ou, dans le cas d'un Congrès, d'un rapport ultérieurement synthétisé par une résolution.

Les préparatifs des Ier et IIe Congrès du PCC ont été sur ce plan exactement semblables. Les congrès préparatoires des instances intermédiaires (congrès provinciaux notamment), qui élisent les délégués au Congrès national, ont à chaque fois un caractère purement formel. Aucun texte n'est discuté, aucun débat politique n'y a lieu. C'est l'occasion, par contre, de traiter une série de problèmes purement locaux, de confirmer la confiance placée dans les principaux dirigeants provinciaux ou nationaux (et issus de la province) et, finalement, de ratifier la liste des délégués au Congrès national. Les comptes rendus en sont publiés avec beaucoup de détail dans la presse cubaine.

Ainsi, quelques semaines avant le IIe Congrès, plusieurs articles ont rendu compte du congrès préparatoire de la province de La Havane. Les principaux dirigeants nationaux y assistaient. Les interventions du secrétaire provincial et celle de Fidel Castro, la réception des pionniers et d'Arnolfo Tamayo, le premier cosmonaute cubain, ont occupé la majorité du temps des sessions du congrès. Les

débats ont été réduits à quelques interventions portant sur des problèmes immédiats et d'ordre technique, tels que la modernisation d'une usine...

Toutefois, il n'est pas faux de dire qu'avant le Congrès des discussions ont eu lieu dans les structures de base du parti. Fred Feldman parle de la discussion des « *idées fondamentales du rapport* ». En fait, le cadre de ces discussions s'apparente plus à une consultation faite par la direction sur certaines des questions — et pas toutes — qui seront traitées dans le rapport central, qu'à un débat démocratique sur les orientations proposées.

Des cadres intermédiaires du PCC, rencontrés à La Havane dans les semaines qui ont précédé la tenue du Congrès, nous ont même précisé que ce sont principalement les questions d'ordre économique qui avaient été soumises à cette procédure : les structures de base du parti sont organisées sur les lieux de travail et les débats ont avant tout porté sur les objectifs fixés pour la branche d'activité des militants concernés par le projet du IIe Plan quinquennal. Ces mêmes sources nous ont affirmé qu'en plus, de nombreuses discussions spontanées avaient eu lieu sur la situation en Amérique centrale et au Salvador. C'est donc dans ce cadre limité qu'il faut replacer les « amendements » visant à préciser et, plus rarement, à modifier certains aspects des questions soumises à consultation. Ces « amendements » sont transmis par les instances de base du parti à une commission *ad hoc* composée de membres de la direction, qui décide souverainement du sort à leur réserver. Cette commission n'est pas une commission du Congrès, mais une commission de la direction dont le travail, en fait, s'achève avant l'ouverture de celui-ci.

Mais c'est le déroulement du Congrès lui-même qui illustre le mieux son caractère et sa fonction : celle de sanctionner officiellement et jusque dans le détail ce qui était déjà acquis et établi précédemment. Non seulement il n'y a eu aucune discussion, mais le temps consacré aux interventions des délégués était largement inférieur au temps consacré au rapport. Dans son discours final, Fidel Castro précisa que « *les invités étrangers ont été plus nombreux à prendre la parole que les délégués cubains* ». Et ces quelques délégués cubains qui ont pris la parole avaient été sélectionnés longtemps auparavant, en fonction de critères professionnels et géographiques, et leurs interventions étaient toutes des illustrations du rapport, parfaitement complémentaires entre elles. En ce sens, parler des « *évaluations du Congrès* », des « *conclusions du Congrès* » ne correspond à aucune réalité. Tant dans l'article de Fred Feldman qu'ici même, il faut à chaque fois lire à la place de « Congrès », « rapport de Fidel Castro » ! Indépendamment de son importance beaucoup plus grande, le déroulement du Ier Congrès fut absolument identique.

Au-delà du Congrès, il serait facile de multiplier les exemples illustrant la question essentielle que tente de contourner Fred Feldman : statutairement, le

parti est conçu comme une entité monolithique. Le droit de tendance y est exclu de même que le droit de répercuter dans l'ensemble de l'organisation des positions alternatives ou divergentes. On ne peut pas faire un bilan sérieux d'un congrès du PCC en ne rappelant pas cela ou, pire, en suggérant le contraire.

Clairement replacés dans ce cadre, on ne peut qu'être d'accord avec les commentaires et les synthèses ultérieures de Fred Feldman sur le développement, le renforcement du PCC, ou les changements intervenus dans sa composition sociale.

Mais, par ailleurs, cet accroissement du nombre d'ouvriers dans les rangs du PCC et dans ses instances doit être replacé dans le cadre d'une conception et d'un fonctionnement du parti comme une entité monolithique. Cela a évidemment des implications, en particulier lorsque Fred Feldman parle d'une orientation visant à « *accroître le contrôle ouvrier et la démocratie ouvrière* ».

## « PODER POPULAR »

Il est étonnant que, tirant cette conclusion sur la volonté d'« *accroître la démocratie ouvrière* », Fred Feldman consacre si peu de place au *Poder popular*. Le rapport de Fidel Castro dresse pourtant un premier bilan de son fonctionnement. Et pratiquement, lorsqu'à propos de la lutte contre les dangers bureaucratiques Fred Feldman ne fait qu'évoquer cet aspect essentiel de la réalité politique cubaine qu'est le *Poder popular*, il s'en remet aux caractérisations faites par Fidel Castro devant les délégués : « *Les organes du Poder popular ont créé les meilleurs conditions possibles pour l'exercice de la démocratie socialiste, la plus haute forme de démocratie, en facilitant de façon institutionnalisée la participation des masses au gouvernement de la société, à la fois au niveau local et national.* » En l'absence de tout commentaire ou précision, le lecteur ne peut en effet que conclure que l'auteur de l'article fait sienne cette caractérisation.

La réalité du *Poder popular* — c'est-à-dire, selon la définition qu'en donnent les dirigeants cubains eux-mêmes, l'ensemble des institutions de l'Etat ouvrier mises en place depuis 1976 — est autre. Il s'agit d'un système organisé au niveau local d'une part, régional et national d'autre part.

Les assemblées municipales (au nombre de 174 pour l'ensemble du pays) sont la structure locale et de base du *Poder popular*. Elles sont chargées de faire appliquer les lois, d'organiser et de réglementer la vie municipale. Elles ont, à ce niveau, la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement des administrations, notamment celles chargées des différents secteurs de l'activité économique. Les assemblées municipales désignent, substituent ou destituent les directeurs administratifs et les directeurs d'entreprises à caractère local. Elles élisent et révoquent également les juges des tribunaux

populaires de leur ressort. Ce sont là les fonctions les plus importantes et les plus significatives de ces assemblées, qui délèguent par ailleurs de nombreuses tâches à des commissions spécialisées élues en leur sein.

Ces assemblées sont composées de délégués (de 30 à 400) représentant chacun une circonscription. La moyenne nationale est de 500 à 600 électeurs par circonscription. Lorsqu'avant les élections est ouverte la procédure de désignation des candidats, les circonscriptions sont subdivisées en zones qui recoupent généralement la (ou les) zone(s) d'activité d'un (ou de plusieurs) CDR (Comité de défense de la révolution).

Chaque zone doit proposer un candidat-délégué, élu par l'assemblée générale des électeurs de la zone sur la base des propositions faites au cours de cette assemblée par les électeurs et eux seuls. La trajectoire individuelle, la biographie sont les critères essentiels de ce choix. Les candidats proposés par les différentes zones de la circonscription constituent la liste des candidats pour la circonscription dans son ensemble. C'est par un vote à deux tours, si aucun candidat n'a recueilli une majorité absolue de votes au premier tour, que le délégué sera élu après une « campagne électorale » centrée, elle aussi, sur la biographie des candidats.

Elu, le délégué devra exercer son activité — non rémunérée — en dehors de ses heures de travail. Cette activité a un caractère double : celui de membre de l'assemblée municipale du *Poder popular*, avec toutes les activités d'assemblée ou déléguées par l'assemblée ; d'autre part, celui de représentation de la zone dont le délégué est l'élu. Chaque trimestre environ, le délégué doit rendre compte à ses électeurs, dans le cadre d'assemblées générales les regroupant, de l'activité de l'assemblée municipale dans son ensemble et de son activité spécifique de représentant de la circonscription.

La réalité et le contenu du *Poder popular* au niveau local sont indissolublement liés à l'activité des CDR, les Comités de défense de la révolution. Plus de vingt ans après leur création pour mobiliser le peuple dans la perspective d'une attaque impérialiste, les CDR, avec leurs cinq millions de membres (soit plus de 80 % de la population entre 14 et 65 ans) sont aujourd'hui encore l'organisation de masse fondamentale à Cuba. Fidel Castro, dans son rapport au IIe Congrès, a présenté les CDR comme étant une contribution originale de Cuba à l'expérience du mouvement ouvrier international. Ils n'ont, en effet, guère d'équivalents dans d'autres Etats ouvriers : c'est en leur sein que, rue par rue, les masses sont structurées et se mobilisent, qu'elles participent régulièrement à des activités sociales ou de « vigilance », à des réunions de formation ou de discussion politique.

Ce ne sont donc pas des « électeurs passifs », mais plutôt des « citoyens organisés en CDR » qui proposent et élisent le candidat, débattent de ses activités ou même le révoquent, tant il est vrai que le

droit de révocation n'existe pas seulement en principe ; il a été exercé effectivement dans un nombre de cas non négligeable. Les questions débattues par les délégués au sein de l'assemblée municipale et sur lesquelles ils peuvent agir, comme les questions débattues entre le délégué et ses électeurs, sont d'ordre strictement local : approvisionnement, voirie, transport, loisirs, par exemple. Mais toutes sont des questions qui affectent quotidiennement la vie de la population, et il ne fait guère de doute que les instances du « Pouvoir populaire » municipal, surtout grâce aux interventions de leurs délégués, ont remédié de façon significative aux difficultés les plus criantes de la vie quotidienne à Cuba. Au niveau municipal, et sur des problèmes locaux et de vie quotidienne de la population, le *Poder popular* stimule donc une participation plus grande des masses et favorise indéniablement leur intervention active. Dans ce cadre précis, et toujours au niveau municipal, le caractère démocratique du *Poder popular* est illustré par le système électoral qui assure des possibilités de choix aux électeurs et le droit permanent à la révocation des élus, qui n'est pas formel.

Régionalement et surtout nationalement, la réalité du *Poder popular* est tout autre. Les députés à l'Assemblée nationale du *Poder popular* de même que les délégués aux assemblées régionales, sont élus au second degré par les membres des assemblées municipales. Ils ne sont pas nécessairement issus de ces dernières, qu'ils sont pourtant censés représenter. Des personnes qui n'ont pas été élues par le suffrage populaire au niveau municipal peuvent donc en être membres. C'est ainsi qu'une proportion importante des candidats députés (proportion qui ne peut cependant être supérieure à 50 %) est désignée par l'appareil central du parti au nom d'une nécessaire « compétence ».

Dans ce contexte, les comptes rendus et le contrôle d'activité, la procédure de nomination comme la possibilité de révocation, n'ont plus rien à voir avec ce qu'ils sont au niveau municipal : ils sont ici pour l'essentiel formels, et surtout ils échappent à tout contrôle réel des masses. C'est en fait l'appareil central du parti qui, à ce niveau, dispose de l'initiative et du contrôle.

Il faut donc en conclure que, si localement le « Pouvoir populaire » favorise une participation réelle des masses, régionalement et surtout nationalement cette participation, avec des pouvoirs de décision effectifs, n'existe pas. En lieu et place, c'est le rôle de direction du parti — en pratique, de son appareil central — qui est institutionnalisé.

Cela est à la fois illustré et renforcé par deux aspects. Le premier est le critère qui, à tous les niveaux, préside au choix des candidats. Critères biographiques, et jamais critères d'orientation politique, inconcevables dans la mesure où le débat d'orientation n'existe pas. C'est d'ailleurs pourquoi ce même critère biographique a présidé au choix des délégués du Congrès. Au niveau municipal, tant les procédures de sélection que les fonctions du délégué

s'accommodent de ce critère. Au niveau national, en l'absence de toute possibilité de contrôle des masses, la bonne biographie, le « dévouement à la révolution », sans pour autant être dépourvus de contenu, ne peuvent que se confondre très rapidement avec un dévouement jusqu'au suivismisme par rapport à l'appareil central du parti.

Le second aspect est le mode de fonctionnement des assemblées régionales et surtout de l'Assemblée nationale. Les sessions plénières de cette dernière ont lieu deux fois par an et pour quelques jours. Les questions les plus importantes sont traitées sans discussion aucune, ce qui confère à cette Assemblée nationale du « Pouvoir populaire » toutes les caractéristiques — à un point caricatural même — d'une chambre d'enregistrement. Dans son article, Fred Feldman cite le discours prononcé par Fidel Castro lors de la clôture de la deuxième session de l'Assemblée nationale pour l'année 1980. Il ne lui a sans doute pas échappé que cette session de deux jours a voté — sans aucun débat — un nombre important de textes qui n'étaient au fond que les décrets d'application des orientations adoptées (là encore sans débat) par le IIe Congrès du PCC quelques jours plus tôt...

Dans les municipalités, dans les quartiers, le *Poder popular*, se combinant avec les CDR, exprime et favorise la permanence de la mobilisation des masses cubaines. De façon peut-être plus significative que les marches ou les rassemblements gigantesques, il prouve dans son fonctionnement que le soutien dont bénéficie la direction castriste est toujours aussi massif.

Il est l'illustration de la *volonté* de cette direction de maintenir et même d'accroître cette mobilisation ; de sa *conscience* que là réside la force essentielle de la révolution, notamment face aux menaces impérialistes, comme l'a dit et répété Fidel Castro durant le IIe Congrès.

Grâce aux instances locales du *Poder popular* enfin, les dirigeants cubains espèrent lutter plus efficacement contre l'inefficacité administrative, les gaspillages, l'incompétence, les « petits privilèges » de cadres locaux, en un mot ce qu'ils appellent le « bureaucratisme » et qu'ils dénoncent régulièrement.

S'agit-il pour autant d'un véritable système de démocratie socialiste, comme semble vouloir nous le faire croire Fred Feldman lorsque, sur ce point, discrètement, il disparaît derrière Fidel Castro ? Evidemment pas. Il n'y a pas de réelle démocratie socialiste s'il n'y a pas participation effective des masses à la direction politique et à la détermination des choix fondamentaux, économiques, sociaux, internationaux, culturels, etc., à tous les niveaux, s'il n'y a pas l'assurance que divers points de vue puissent s'exprimer comme nous le montre en positif l'expérience des soviets durant les premières années de la révolution russe. Il n'y a rien de tel à Cuba. Le *Poder popular*, au-delà du niveau local et de ses problèmes, ne permet pas une véritable participation des masses,

a fortiori avec des pouvoirs de décision effectifs.

En ce sens, le système de *Poder popular*, dans ses contradictions apparentes, dans ses limites, illustre et à bien des égards synthétise la situation faite aux masses cubaines quant à leur organisation et leur rapport avec la direction castriste.

Si nous considérons les principales organisations de masse surgies de la révolution, des conclusions analogues à celles que nous avons tirées sur le *Poder popular* s'imposent. Elles enregistrent le plus souvent une participation active, et même enthousiaste dans les périodes d'intense mobilisation. Elles ont en principe un fonctionnement démocratique au niveau local et sectoriel, mais elles n'impliquent en rien la possibilité pour ces masses de participer, sous quelque forme que ce soit, aux décisions centrales. En dernière analyse, cette possibilité appartient au seul groupe dirigeant du Parti communiste cubain.

Qu'il s'agisse du syndicat, la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), de l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), de la Fédération des femmes cubaines (FMC), de la Fédération des étudiants (FEU), de la Fédération des élèves de l'enseignement secondaire (FEEM) ou, à un autre niveau, d'organisations dites « sociales » aussi diverses que l'Union des écrivains et des artistes (UNEAC) ou que l'Union des journalistes de Cuba (UPEC), ce schéma se répète au-delà des spécificités de chacune de ces organisations.

Mais c'est sans doute au niveau des CDR que la contradiction est la plus éclatante et la plus symbolique. D'un côté, ils rassemblent — comme nous l'avons vu — la grande majorité de la population potentiellement active ; ils sont une structure où s'organisent, se mobilisent et aussi s'éduquent les grandes masses. Ils sont, entre autres, un maillon essentiel pour la participation de celles-ci aux institutions locales du *Poder popular*. D'un autre côté, ils n'ont tenu leurs premières assises nationales que 17 ans après leur fondation, et il ne s'agissait que d'un rassemblement formel, sans véritable contenu politique.

En fait, le *Poder popular* correspond bien à la conception « verticaliste » et « paternaliste » que les dirigeants cubains ont de leurs rapports aux masses. Fidel Castro et le noyau dirigeant central qui l'entoure ne sont pas l'expression d'une caste bureaucratique privilégiée aux intérêts antagoniques à ceux des masses. Une telle couche, à la différence de l'Union soviétique, n'existe d'ailleurs pas de façon cristallisée à Cuba.

Au contraire, à travers leurs choix, ils tendent généralement à prendre en compte les préoccupations, les besoins et les intérêts des masses cubaines. Cela explique le soutien massif dont ils continuent à bénéficier vingt-deux ans après le triomphe révolutionnaire. Dans ce cadre, ils sont profondément convaincus que la mobilisation des masses est la force principale de la révolution, la meilleure garantie non seulement de sa survie, mais aussi de son extension. L'actuelle cam-

pagne d'organisation sur une grande échelle de milices territoriales, et le contenu des discours récents prononcés par Fidel Castro afin d'impulser cette campagne, en sont une preuve convaincante.

Mais l'organisation autonome des masses, l'auto-organisation ouvrière, sont étrangères à la conception qu'ont les dirigeants cubains de ce que doit être cette mobilisation. C'est pourquoi, s'ils la favorisent et l'impulsent, ils considèrent aussi qu'il leur revient d'en fixer les objectifs, les modalités et, si nécessaire, les limites.

C'est pourquoi, s'ils ont encouragé ces dernières années une véritable renaissance de plusieurs organisations de masse — en premier lieu la CTC depuis son congrès de 1973 —, cette renaissance est fondamentalement limitée aux instances de base, au niveau local ou sectoriel. C'est pourquoi l'institutionnalisation réalisée depuis 1976 apparaît si contradictoire, avec ses structures locales de *Poder popular* qui favorisent à ce niveau l'interven-

tion active des masses ; par ailleurs, avec ses structures nationales qui institutionnalisent le rôle d'initiative et de contrôle du parti — en fait de son noyau dirigeant — sur tous les choix essentiels.

En ce sens, lorsque, dans le passage que Fred Feldman reprend à son compte, Fidel Castro explique que « les organes du *Poder popular* ont créé les meilleures conditions possibles pour l'exercice de la démocratie socialiste », il est sincère et cohérent : sa conception de ce qu'il appelle la « démocratie socialiste » exclut l'organisation autonome et démocratique des masses de type soviétique, l'auto-organisation de la classe ouvrière, seules garanties pourtant de leur réelle possibilité de décider à tous les niveaux. En ce qui concerne Fred Feldman, la question reste posée : ignore-t-il les quelques réalités du *Poder popular* cubain rappelées ci-dessus, ou partage-t-il réellement l'analyse selon laquelle il s'agit-là des « meilleures conditions possibles pour l'exercice de la démocratie socialiste » ?

Coupeurs de canne (DR).



En outre, il ne faut pas oublier que le pluralisme théorique, idéologique, politique et culturel fait partie intégrante de la démocratie socialiste (4). Dans ses discours les plus conséquents contre la bureaucratie, dans le courant des années 1960, Fidel Castro avait souligné — à juste titre — que la révolution devait être une école de pensée libre, sans entraves (« *unfettered thought* »). Cela correspondait dans une large mesure à la réalité observable à Cuba au cours de la période 1959-1967.

Aujourd'hui, cela a bien changé. Il

### « DANGERS BUREAUCRATIQUES » ET CHOIX ÉCONOMIQUES

Cette référence aussi brève que malheureuse au *Poder popular* apparaît à la fin du passage consacré, dans l'article, aux « *dangers bureaucratiques* » et à « *l'arme la plus puissante* » pour les combattre, « *la mobilisation d'une classe ouvrière consciente de ses intérêts de classe et internationaliste* ». On ne peut qu'être d'accord avec Fred Feldman lorsqu'il commence par souligner les bases objectives qui, « *dans un Etat ouvrier économiquement sous-développé* » et relativement isolé conduisent à d'« *inévitables inégalités et à un certain degré de différenciation sociale*. »

Mais on ne peut plus l'être lorsque, immédiatement après, il prend comme exemple de facteur objectif ce qui est un *choix politique* de la direction cubaine : « *Par exemple, écrit-il, certaines des mesures qui ont été rendues nécessaires pour stimuler la productivité et élever le niveau de vie — telles que le développement des primes et stimulants matériels — vont contribuer à accroître les différences de revenus parmi les ouvriers et les paysans* ».

Il ne fait guère de doute que les mesures prises — pas seulement les plus récentes, mais depuis plusieurs années — pour stimuler une productivité dramatiquement basse, contribuent à l'accroissement des différences de revenus, non seulement chez les ouvriers et les paysans, mais surtout entre ouvriers industriels et agricoles, et cadres techniques et administrateurs. Mais ces mesures, contrairement à ce que l'argumentation de Fred Feldman laisse croire, ne sont pas, répétons-le, une donnée de la situation objective, elles sont le produit des choix politiques d'ensemble faits par la direction cubaine en matière d'organisation et de gestion économique.

Un peu plus avant dans son analyse, Fred Feldman rappelle correctement que c'est après l'échec de la *zafra* des 10 millions de tonnes de sucre en 1970 que les dirigeants cubains « *ont pris des mesures pour institutionnaliser la participation des masses* » et pour « *mettre de l'ordre dans l'économie* ». De cette « *remise en ordre de l'économie* », il ne dira rien de plus. Et c'est dommage, car l'analyse des mesures prises prouve qu'il s'agit là d'autant de choix politiques.

Mises en pratique au cours des années 1971-1972-1973, elles constituent

n'y a pas de débats publics, ni oraux ni écrits. Dans les librairies publiques, on ne trouve que de la littérature officielle, cubaine ou soviétique. Plus aucun ouvrage d'auteurs marxistes étrangers, non-membres d'un PC pro-soviétique (sauf les Sandinistes) n'est mis en vente. Cela ne s'applique pas seulement aux auteurs se réclamant du marxisme révolutionnaire, mais même aux auteurs des PC italien, mexicain, français, qui se permettent la moindre critique à l'égard de la bureaucratie du Kremlin.

un ensemble cohérent qui sera à l'origine de l'instauration progressive, après le Ier Congrès du PC cubain et jusqu'à maintenant, du nouveau « *Système de direction et de planification de l'économie* ». C'est dire leur importance. En fait, ces mesures ont été le produit d'une nouvelle orientation économique, réaffirmée et systématisée depuis lors, notamment par les deux Congrès du PCC. On peut ramener ces mesures à quatre grandes catégories :

a.— Le retour, sous l'autorité de la Junte centrale de planification (JUCELPLAN) à une planification centralisée qui avait été abandonnée les années précédentes au profit de la politique des « *mini-plans* » non coordonnés entre eux et concernant des secteurs spécifiques de l'activité économique. Il s'agit maintenant de mettre fin au gaspillage et à l'inefficacité des investissements.

b.— Une révision de l'ensemble de l'organisation du travail introduisant une hiérarchisation et une discipline plus strictes dans les unités de production. Il s'agit de renforcer l'autorité des cadres et des « *responsables* » et de combattre l'absentéisme. Mais surtout, concernant la lutte pour l'amélioration de la productivité, le système des normes est progressivement rétabli, puis généralisé. Parallèlement est adoptée une loi prévoyant de lourdes sanctions contre ceux qui ne travaillent pas (*ley de vagancia*), tandis que la place du travail volontaire est réduite.

c.— Une réorganisation de la politique des salaires, qui accorde la priorité aux *stimulants matériels individuels* que l'on lie étroitement à la productivité. Les salaires, eux, sont progressivement liés aux normes. Si le travailleur remplit son quota, il recevra l'intégralité du salaire qui lui correspond ; s'il ne le remplit pas, son salaire sera réduit en proportion. Les conceptions égalitaires qui avaient eu cours durant les années 1960 sont remises en question. « *Payer le même salaire pour le même type de travail sans prendre en compte l'effort productif impliqué est un principe égalitaire que nous devons corriger* », déclarera Fidel Castro lors du discours de clôture du XIIIe Congrès de la CTC. Dans ce discours (1973), il annonce

que des voitures vont être importées afin d'être vendues aux cadres techniques, « *dans le but d'accroître leur productivité* ». Et c'est un peu plus tard que, dans le même esprit, d'importants crédits spéciaux sont débloqués pour améliorer les revenus des techniciens et des dirigeants d'entreprise « *en reconnaissance de leurs qualifications* ».

d.— Parallèlement à ces mesures, mais aussi contradictoirement, est mise en place une politique de réduction de la monnaie en circulation. L'augmentation du pouvoir d'achat, dès que furent prises les premières grandes mesures sociales de la révolution d'une part, et la très forte réduction de l'approvisionnement en biens de consommation d'autre part, avaient signifié une croissance considérable de la quantité de monnaie en circulation, avec son corollaire dans un tel contexte : le marché noir. Décision est donc prise, à la fois de réduire la demande et d'accroître la production de biens disponibles. Pour réduire la demande, certains prix sont augmentés, le projet d'abolition totale des loyers est abandonné, mais surtout *une nouvelle augmentation des salaires les plus bas, prévue de longue date, est annulée*. En outre, certaines catégories de travailleurs qui bénéficiaient d'avantages spécifiques voient ceux-ci annulés dans le cadre des résolutions soumises à l'approbation du XIIIe Congrès de la CTC : les ouvriers du sucre qui n'ont guère de travail plus de six mois par an voient abolir leur garantie de salaire annuel ; de même, les « *travailleurs d'avant-garde* » perdent la garantie de 100 % de ressources en cas d'incapacité ou de retraite.

Si l'on met de côté l'indispensable retour à une planification centralisée, qui est une mesure d'ensemble qui a un autre caractère — et qui doit être replacée dans le contexte de désorganisation totale auquel la politique suivie à la fin des années 1960 avait conduit —, les trois autres ensembles de mesures forment un tout cohérent. Au-delà de la nécessaire « *remise en marche de l'économie* », elles visent chacune, et de façon complémentaire, à remédier au problème central de la très faible productivité du travail.

Dans le cadre d'une économie centralement planifiée, où les moyens de production sont propriété collective, il y a — indépendamment des problèmes de mo-

4. Lire *Inprecor*, numéro 10, seconde série, du 7 juillet 1977, « *Démocratie socialiste et dictature du prolétariat* », résolution du Secrétariat unifié de la IVE Internationale. Cette résolution, rééditée dans le numéro spécial d'*Inprecor* « *XIe Congrès mondial, Ve depuis la réunification, de la IVE Internationale, novembre 1979* », p. 230 et s., approuvée majoritairement par un vote indicatif lors de ce Congrès, a ouvert une discussion, qui se poursuit toujours, dans les rangs de la IVE Internationale.

Dans la résolution du Ier Congrès du PCC traitant du problème de la culture, il est indiqué que le parti doit impulser l'art et la littérature tout en empêchant la publication de la « *littérature révisionniste* ». *Thèses et résolutions du Ier Congrès du PCC*, p. 411-412, 467-468, 470 et 502, La Havane, 1976.

dernisation de l'appareil productif — deux politiques possibles pour améliorer la productivité du travail :

— celle qui combine l'intéressement matériel individuel des travailleurs, donc, nécessairement, la compétition entre eux, et le développement des inégalités avec le renforcement de la discipline de travail, donc de l'autorité hiérarchique ;

— celle qui considère qu'aucune amélioration de la productivité ne pourra être acquise sur une longue période sans s'attaquer au véritable problème posé : celui de la « conscience économique » insuffisante des travailleurs. Dans ce cadre, seule leur participation à l'élaboration des grands choix économiques ainsi qu'à la gestion quotidienne de leur entreprise permet d'élever ce niveau de « conscience économique ». La planification démocratique, l'autogestion au niveau des unités de production sont les instruments essentiels d'une telle politique.

A l'évidence, les dirigeants cubains ont choisi la première politique, celle qui prétend remédier au problème de la productivité du travail en faisant l'économie d'un véritable pouvoir ouvrier organisé. Il serait possible de nous objecter qu'il s'agit de choix anciens. Que les années durant lesquelles toutes ces mesures ont été prises ont signifié une « pause » dans le développement révolutionnaire à Cuba. Que depuis lors, et en particulier depuis la victoire du FSLN au Nicaragua, il y a une nouvelle montée de la mobilisation des masses, une extension, une radicalisation de la révolution cubaine.

Or, tandis qu'on assistait effectivement à cette importante remontée de la mobilisation des masses sur des questions telles que le soutien à des développements révolutionnaires dans d'autres pays (Nicaragua, Salvador...) ou à la défense de l'Etat ouvrier cubain face à l'impérialisme — mobilisations que la direction castriste a elle-même contribué à impulser —, ces choix politiques concernant la gestion économique étaient non seulement confirmés, mais systématisés et amplifiés.

C'est la signification du nouveau « *Système de direction et de planification de l'économie* » adopté dans ses grandes lignes lors du Ier Congrès du PCC en 1976, et mis en place très progressivement depuis lors. Cette mise en place a été, ces trois dernières années, et restera au moins pour les deux années à venir, une des préoccupations prioritaires du gouvernement et de la direction castriste. Dans son rapport au IIe Congrès, Fidel Castro lui a consacré des développements importants. Il est là encore étonnant que, dans son article, Fred Feldman ne mentionne même pas ce qui est — à l'évidence — une donnée essentielle pour juger de la dynamique interne de la société cubaine.

Il s'agit, rappelons-le, d'un système d'économie planifiée et « *fondé sur les lois économiques objectives qui agissent dans l'étape de construction du socialis-*

*me* », notamment sur « *la loi de la valeur et des relations monétaire-mercantiles généralisées* » (5) ; d'un système s'inspirant des orientations adoptées dans d'autres Etats ouvriers bureaucratisés à partir du milieu des années 1960 et des propositions d'économistes soviétiques de l'école Lieberman (6) ; d'un système dont la logique consiste à faire du « *profit* » l'indice essentiel de la réalisation du Plan ; d'un système qui prévoit d'accorder une très grande autonomie aux entreprises, jusque dans l'utilisation des fonds mis à leur disposition par l'Etat, et ce *sous l'autorité non partagée du seul directeur*. Les travailleurs, par l'intermédiaire de leurs représentants syndicaux, ne participent qu'aux seules décisions concernant la répartition du fonds social et du fonds de prime.

Cette « utilisation de la loi de la valeur » comme facteur de régulation de la production, et donc de détermination des investissements, se combinant avec l'autonomie accrue des entreprises, pourrait conduire à une désorganisation de la planification. Au plan social surtout, ils ne peuvent qu'introduire de nouvelles inégalités entre divers secteurs de la classe ouvrière, ainsi qu'entre ouvriers et « responsables » techniques ou administrateurs.

D'ores et déjà, la réforme générale des salaires qui répond aux nécessités de ce nouveau « système » signifie un nouvel élargissement de l'éventail des salaires même si les salaires les plus bas s'y trouvent relevés. En même temps, les primes et stimulants matériels sont à nouveau étendus.

Ces mesures ne sont pas « *inévitables dans un Etat ouvrier économiquement sous-développé* ». Elles découlent d'une orientation dont l'organisation économique n'est que l'un des aspects. Augmenter la productivité passe notamment par une élévation significative et durable du niveau de la « conscience économique » des travailleurs. Il y a, dans le rapport de Fidel Castro, des passages où il reconnaît cela. Mais comment envisager un tel développement du niveau de la « conscience économique » de la masse des travailleurs, sans leur participation à la détermination des choix fondamentaux et aux modalités de leur mise en application ? De plus, cela signifierait nécessairement la possibilité d'une libre discussion publique, donc la possibilité de débats ouverts au sein du parti comme des organisations de masse.

Les traits et tendances contradictoires qui caractérisent l'Etat ouvrier cubain sont le produit combiné des effets à la fois de données objectives et historiques, et de choix faits par la direction castriste elle-même. Deux décennies de combat contre le sous-développement économique sont bien peu en regard de siècles d'exploitation coloniale et néo-coloniale. Le développement limité des forces productives, le poids relativement restreint — malgré une croissance significative — d'un prolétariat aux faibles traditions culturelles, la pénurie de marchandise et de biens de consommation, marqueront pour des années encore la société cubaine.

Ce sont là quelque-uns des facteurs objectifs qui opèrent dans le sens d'une tendance à la bureaucratisation de l'Etat ouvrier cubain. Cette tendance est exprimée par une couche de cadres et de dirigeants — de bureaucrates —, qui grâce aux postes de commande ou de contrôle qu'ils occupent dans les structures de l'Etat, de l'armée et du parti, jouissent de privilèges sociaux. Il ne s'agit pas pour autant, répétons-le, d'une *caste bureaucratique* privilégiée, aux *intérêts antagoniques* à ceux des masses.

Le groupe dirigeant castriste, celui qui a été à la tête de la lutte révolutionnaire contre la dictature de Batista, contre la domination puis la politique d'agression de l'impérialisme, n'est pas l'expression de *cette couche de cadres « bureaucratisés »*, ne se place pas du point de vue de la défense de ses intérêts et n'a pas fait le *choix conscient* d'agir pour la consolider et la renforcer. Mais, par certaines de ses options, il crée, comme nous venons de le voir, un terrain favorable à sa consolidation et à son renforcement.

Il y a, parmi d'autres, deux facteurs qui, combinés, sont dans une large mesure à l'origine de ces options. D'une part, la conception « verticaliste », « paternaliste », que les dirigeants cubains ont de leurs rapports aux masses, et qui exclut toute idée d'une véritable auto-organisation des travailleurs et des masses à tous les niveaux. D'autre part, l'importance du poids de l'Union soviétique sur l'économie cubaine, et plus généralement son influence sur de nombreux secteurs de la société cubaine. Par exemple, c'est aussi l'absence de traditions et de recherches à Cuba en ce qui concerne la planification et l'organisation de l'économie qui ont conduit les dirigeants cubains à se tourner vers l'Union soviétique et vers les expériences et les modèles mis en place par la bureaucratie soviétique.

Sur bien d'autres plans, se sont également tissés un nombre considérable de liens bilatéraux : politiques évidemment, mais aussi techniques, scientifiques, culturels, artistiques... Et pour d'évidentes raisons fonctionnelles, ces liens existent avant tout avec cette couche de cadres intermédiaires que la bureaucratie soviétique influence en leur proposant ses valeurs, ses méthodes et ses conceptions. Un domaine où, dès maintenant, cela a déjà les plus graves conséquences est celui de l'enseignement : d'ores et déjà, les sciences sociales, la philosophie, l'économie, le « marxisme-léninisme » sont enseignés à une génération entière d'élèves et d'étudiants cubains sur la base de man-

5. *Primer Congreso del Partido Comunista Cubano, Tesis y Resoluciones*, « Resolución sobre el sistema de dirección y de planificación de la economía », p. 198-207, La Havane, 1976.

6. Lire dans *Inprecor*, spécial économique, numéro 67-68, du 17 janvier 1980, Benjamin N. Bastida, « URSS : La nouvelle réforme économique de 1979 » ; cet article contient un long développement sur la réforme économique de 1965 en URSS.

nuels inspirés par des écrits soviétiques (7).

Ou bien auto-organisation démocratique des masses, ou bien confiscation de la révolution par une caste bureaucratique (que les choix antérieurs, avec leurs prolongements sociaux, auront contribué à créer), telle est bien, à terme, l'alternative décisive pour les dirigeants et tous les révolutionnaires cubains. Ce n'est pas aux marxistes révolutionnaires de l'occulter.

## POLITIQUE INTERNATIONALE DU PCC

L'étape actuelle de la situation internationale, les orientations et les tâches qui en découlent pour l'Etat ouvrier et le Parti communiste cubain — toujours confondus — ont occupé une grande place dans le IIe Congrès, qu'il s'agisse du rapport central de Fidel Castro ou de son discours de clôture dont l'axe fut précisément la dimension « internationaliste » du Congrès. Les spécificités et les contradictions internes de l'Etat ouvrier cubain se reflètent naturellement dans sa politique internationale. Les conclusions de ce Congrès en sont une nouvelle illustration.

Le rapport de Fidel Castro inclut un bilan d'ensemble de la situation mondiale. Sa ligne directrice en est l'évolution des rapports de forces au détriment de l'impérialisme depuis le Ier Congrès du PCC, tenu il y a 5 ans. L'appréciation n'est cependant pas triomphaliste, loin de là. « Les grandes victoires populaires enregistrées ces cinq dernières années ne doivent pas fausser notre vision de la situation internationale et nous induire en erreur. De grands dangers planent aujourd'hui sur la paix et la libération nationale des peuples. Les menaces que font peser les secteurs les plus réactionnaires de l'impérialisme sur la détente internationale n'ont cessé de se préciser... », explique-t-il. Et il ajoute que, dans ce cadre, l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis indique que ces dangers vont croître, en particulier en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Face aux nouvelles menaces qui, dès lors, pèsent sur l'Etat ouvrier cubain, le IIe Congrès a réaffirmé avec une vigueur renouvelée la tradition de lutte intransigeante contre l'impérialisme — américain en particulier — qui est celle de la révolution cubaine depuis ses origines. « Si un jour il nous fallait choisir entre la trahison ou la mort, nous préfererions mille fois la mort ! » devait s'exclamer Fidel Castro, lors du discours de clôture et après avoir réaffirmé la nécessité de se préparer à toute éventualité. La décision d'accélérer la mise sur pied, à une échelle de masse, de « milices territoriales » auxquelles a été donné un grand retentissement, illustre, s'il en était besoin, la ténacité très concrète ainsi que l'intransigeance de la direction castriste dans la riposte. Hors de Cuba, la riposte à d'éventuelles menées agressives de l'impérialisme devrait — d'après Fidel Castro — s'appuyer sur la radicalisation des luttes en Amérique latine et garantir à tout prix de l'intégrité du « camp socialiste ».

En ce qui concerne l'Amérique latine, Fidel Castro analyse les changements intervenus dans la situation du continent depuis 1975 à partir des « retentissantes victoires populaires du Nicaragua et de Grenade », de la « lutte irrésistible des peuples du Salvador et du Guatemala », de la « résistance farouche du peuple chilien », des « luttes héroïques » menées en Bolivie, des « grèves sans précédent » au Pérou, en Colombie et en Equateur, ainsi que de la « lutte constante » des travailleurs argentins. Plus généralement, Fidel Castro considère que la combativité des masses a atteint un niveau « sans précédent » dans le continent. Dans ce cadre, il accorde une importance toute particulière, et en ce sens nouvelle, à l'émergence de la classe ouvrière en tant que facteur décisif des luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes du continent.

La direction castriste, malgré les menaces impérialistes et les risques encourus, est fermement décidée à exploiter cette nouvelle situation. Au cours des trois dernières années, mais surtout depuis la victoire du FSLN au Nicaragua, sa politique vers une série de pays latino-américains a été réorientée dans le sens d'une aide active aux forces révolutionnaires qui se réorganisent et aux luttes qui se développent. Elle n'a pas mesuré celle-ci au FSLN nicaraguayen. En premier lieu, elle en avait largement favorisé la réunification et, après la victoire de l'insurrection, elle s'est engagée à fond afin de contribuer, même si cela signifie des sacrifices importants, à la reconstruction et à la défense du pays. Au Salvador, elle a joué un rôle semblable quant à la concrétisation de l'unité des forces révolutionnaires, forces auxquelles elle apporte un soutien des plus significatifs. Dans la liste, qui serait longue à énumérer, des actions en solidarité avec des révolutionnaires de l'hémisphère, il faut souligner l'importance de son soutien au nouveau régime au pouvoir à Grenade.

Le message du IIe Congrès est dépourvu d'ambiguïtés. Malgré les menaces, et tout en étant disposé à régler leur différend avec les Etats-Unis, les dirigeants cubains ne sont absolument pas prêts à marchander leurs initiatives internationalistes, au premier rang desquelles ils placent leur solidarité avec les révolutionnaires d'Amérique centrale. Ils s'engagent, et s'engageront encore plus à fond si cela est nécessaire, pour que l'impérialisme soit obligé de renoncer à ses entreprises criminelles. Et, au cas où il ne le ferait pas, pour qu'il soit entraîné dans un « nouveau Vietnam », en d'autres termes pour qu'il soit défait. Il est clair que la direction cubaine mise aujourd'hui sur l'extension de la révolution en Amérique latine, extension qu'elle considère nécessaire, possible aujourd'hui et qui, en dernière analyse, représente la seule garantie réelle de survie, mais aussi d'approfondissement, de la révolution à Cuba même.

A l'évidence, il ne s'agit pas là de l'orientation conservatrice d'une caste bureaucratique préoccupée de la défense de ses intérêts. Au contraire, il s'agit d'une orientation visant à apporter une contri-

bution majeure à la victoire de la révolution dans le sous-continent latino-américain.

Cela ne signifie pas pour autant que — même à propos de l'Amérique latine — cette politique soit exempte de contradictions. Il est erroné de les « oublier » ... ou de les nier.

Les dirigeants cubains maintiennent leur politique d'ouverture vers des gouvernements qu'ils caractérisent — et c'est là qu'il y a problème — de « progressistes » ou d'« anti-impérialistes » quand ce n'est pas de « révolutionnaires », comme c'est le cas pour le régime mexicain. Une telle attitude, notamment à cause du prestige révolutionnaire de Cuba, ne peut, par exemple, que compliquer la tâche déjà difficile de ceux qui luttent au Mexique pour l'objectif capital de l'indépendance politique du mouvement ouvrier par rapport à la bourgeoisie.

Si Fred Feldman a raison de souligner l'importance nouvelle qu'a, aux yeux de Fidel Castro, la classe ouvrière latino-américaine, il est regrettable qu'il n'ait pas jugé bon de noter que cette évolution exclut dans les faits l'une des trois classes ouvrières les plus nombreuses d'Amérique latine.

Dans d'autres cas, malgré des rectifications partielles, l'orientation reste encore ambiguë ; nous en citerons deux. En ce qui concerne l'Argentine, les dirigeants cubains dénoncent, certes, les crimes de la dictature. Mais ils le font dans des termes mesurés et très différents de ceux qu'ils emploient à propos du Chili et de la Bolivie par exemple. Ils veulent manifestement éviter d'entrer en conflit avec les orientations de l'Union soviétique dont on sait que les rapports avec Videla sont excellents, ainsi qu'avec celles du Parti communiste argentin. Enfin, en ce qui concerne le Pérou, aucun indice de bilan critique n'apparaît quant au soutien qui fut apporté durant de nombreuses années au régime bourgeois du populisme militaire caractérisé en son temps de « révolutionnaire » alors qu'il maintenait en prison des dirigeants ouvriers et paysans, parmi lesquels Hugo Blanco.

## ANGOLA, ETHIOPIE

A propos de la politique africaine de Cuba, sur laquelle Fidel Castro s'est longuement étendu, il faut souligner à juste titre le caractère anti-impérialiste de l'intervention en Angola et son ampleur exceptionnelle eu égard aux ressources de l'Etat ouvrier cubain y compris l'aide militaire cubaine contre les attaques présentes de l'Afrique du Sud et de l'UNITA. Mais, plus généralement, cette

7. Par exemple le manuel *Histoire du mouvement communiste international et cubain, et des mouvements de libération nationale, 1945-1977*, destiné à tous les élèves de fin de cycle secondaire, écrit par des techniciens du Département d'élaboration et de planification de la Direction de l'éducation générale, et dont le contenu a été révisé et approuvé par la sous-commission d'histoire de l'Institut central des sciences pédagogiques...

politique africaine, si l'on s'en tient à l'article de Fred Feldman, serait exempt de contradictions. Or, il est indéniable qu'après la victoire sur les forces de l'impérialisme, la présence des troupes cubaines en Angola ne représentait plus *seulement* une garantie par rapport à une éventuelle contre-attaque.

Elles étaient également là pour donner un appui *politique* sans réserve à un régime qui — malgré sa rhétorique officielle et la caractérisation qu'en font les dirigeants cubains — n'a rien de socialiste : en réalité, il construit un Etat néo-colonial dans le cadre d'un compromis avec l'impérialisme. Par ailleurs, c'est un régime qui n'a pas hésité à recourir à la répression contre des courants de masse (8). Dans ce contexte, le jugement sur la signification de la présence des troupes cubaines ne pouvait, et ne peut plus être le même.

Quant à l'Ethiopie et au rôle qu'y jouent les troupes cubaines, des conclusions pour l'essentiel analogues doivent être tirées. Or, même si les Cubains ne sont pas engagés directement dans la campagne d'Erythrée, vu l'importance de leur présence et notamment de l'appui logistique qu'elle signifie, leur rôle ne peut être décrit effectivement qu'en insistant sur le fait pas qu'ils ne conduisent pas les combats. En fait, les dirigeants cubains se sont rangés du côté de la très réactionnaire OUA (Organisation de l'unité africaine) pour — au nom du principe de l'intangibilité des frontières héritées du colonisateur — nier en pratique le droit à l'auto-détermination du peuple d'Erythrée (9).

L'« oubli » de ces aspects contradictoires, l'approbation sans réserve que cela traduit de la politique cubaine en Afrique est à rapprocher de l'appréciation positive portée par Fred Feldman, non seulement sur l'activité des Cubains au sein du Mouvement des non-alignés, mais aussi sur l'activité du Mouvement lui-même, en particulier lors de sa dernière Conférence.

## LE MOUVEMENT DES NON-ALIGNÉS

Dans son rapport au IIe Congrès, Fidel Castro a accordé une place significative au Mouvement des non-alignés dont la VIe Conférence des chefs d'Etat s'est tenue à La Havane en septembre 1979 et dont, depuis lors, Cuba assure la présidence. Pour lui, ce mouvement a réaffirmé son « caractère anti-impérialiste » et sa « position indépendante » lors de cette Conférence.

Fred Feldman, quant à lui, se contente de souligner l'hétérogénéité du Mouvement des non-alignés : « *Au sein du Mouvement des non-alignés, le gouvernement cubain a lutté pour que soient prises de fermes positions anti-impérialistes sur des questions politiques cruciales, établissant une véritable ligne de démarcation entre les gouvernements qui appuyeront de telles positions et ceux qui, de façon abjecte, se soumettent à la*

*politique de Washington et des autres puissances capitalistes.* » Mais, quant à la caractérisation d'ensemble, il paraît accepter celle faite par Fidel Castro et les dirigeants cubains... Il affirme même que les « décisions » prises par la Conférence de La Havane ont signifié « *la gifle la plus cinglante jamais administrée à Washington par une conférence importante regroupant des gouvernements du monde entier, même au cours de conférences antérieures des non-alignés.* »

Il est vrai que les résolutions votées à La Havane sont plus radicales que celles votées dans les réunions antérieures, notamment lors de la Ve Conférence des chefs d'Etat tenue à Colombo. Les accords de Camp David y sont condamnés ainsi que la politique d'Anouar el Sadate. L'OLP est pleinement reconnue. La Conférence réclame l'évacuation de la base américaine de Guantanamo à Cuba et l'indépendance de Puerto Rico. La toute récente chute de Somoza est saluée comme une victoire, même par des gouvernements qui lui apportaient leur aide quelques mois auparavant...

Il est toutefois impossible de s'en tenir à une telle constatation, ou de spéculer sur les effets d'une telle Conférence, si l'on ne prend pas en compte la nature de la grande majorité des gouvernements présents et la nature sociale des Etats qu'ils représentaient.

Les motions votées à La Havane ne reflètent pas une « radicalisation » de gouvernements bourgeois dits « non-alignés », ni la « décision » de leur part d'entreprendre une action anti-impérialiste résolue. Elles traduisent les détériorations successives des rapports de forces au détriment de l'impérialisme, depuis que sa défaite en Indochine a ouvert une nouvelle période. Détériorations dont les bourgeoisies semi-coloniales cherchent à tirer profit, non pas dans un sens anti-impérialiste — c'est-à-dire pour abattre l'impérialisme —, mais pour renforcer leur pouvoir à partir d'une redistribution des profits qui leur soit plus favorable. Dans ce contexte, elles reflètent aussi la remontée du mouvement de masse dans un nombre significatif de pays semi-coloniaux, qui conduit les bourgeoisies concernées à adopter un langage plus « anti-impérialiste » et plus radical, dans la perspective de contenir et, si possible, de récupérer ces poussées.

Il ne faut pas pour autant tomber dans le sectarisme et considérer que les dirigeants cubains commettent une erreur en s'engageant dans le Mouvement des non-alignés. Un Etat ouvrier et son gouvernement ont raison de manœuvrer dans le camp de l'ennemi de classe, de chercher à le diviser, y compris sur le plan diplomatique. De plus, aussi longtemps que la révolution socialiste n'a pas triomphé dans les principaux pays du monde, de telles manœuvres sont une des conditions de la survie d'un Etat ouvrier. Que Fidel Castro utilise la nouvelle montée de la révolution dans les pays semi-coloniaux, de l'Ethiopie à l'Iran, et de l'Iran au Nicaragua, pour accentuer les contradictions en-

tre la bourgeoisie semi-coloniale et la bourgeoisie impérialiste, et que, pour ce faire, il ne rejette *par principe* aucune manœuvre, aucun compromis, est correct et même judicieux. A cela il n'y a qu'une seule condition : que ces manœuvres et ces compromis ne soient pas des obstacles à l'élévation de la conscience de classe des exploités, à leur volonté de s'organiser et de se libérer eux-mêmes, en synthèse à la lutte pour leur indépendance de classe. Evidemment, pour atteindre ce but, la distinction institutionnelle entre parti et Etat est plus qu'utile !

Or, caractériser les nombreux dictateurs et autres alliés obligés de l'impérialisme présents à La Havane comme d'authentiques combattants anti-impérialistes, proclamer la nécessité de conserver l'« unité » des gouvernements prétendument non-alignés c'est semer une confusion énorme dans la tête des ouvriers et des paysans exploités des pays semi-coloniaux. C'est contribuer à abaisser et non à élever leur niveau de conscience politique.

En ce sens, dire, comme l'a fait Fidel Castro, aux chefs d'Etat prétendument non-alignés que « *nous sommes fermement anti-impérialistes, anticolonialistes, anti-néocolonialistes, antiracistes, antisionistes, antifascistes, parce que ces principes font partie de notre pensée ; ils constituent l'essence et l'origine du Mouvement des pays non-alignés, et ont formé sa vie et son histoire depuis sa fondation* », ou dire devant le IIe Congrès du PC cubain que « *l'unité interne est nécessaire au Mouvement des non-alignés pour qu'il puisse jouer le rôle important qui lui revient dans la politique internationale* », cela reflète une politique qui — objectivement — réduit plus qu'elle n'augmente les possibilités de porter des coups réels à l'impérialisme.

Une politique qui tend à confondre la démagogie anti-impérialiste avec le combat anti-impérialiste, qui oublie que le Mouvement des non-alignés repose sur une idéologie mystificatrice dont la fonction est précise : empêcher ou retarder la conquête de l'indépendance politique de classe des travailleurs et des paysans pauvres des pays semi-coloniaux ; conquête qui — en dernière analyse — conditionne la défaite de l'impérialisme.

## LA LOGIQUE DES DEUX CAMPS : POLOGNE ET AFGHANISTAN

C'est à partir des années 1968-1970 que la politique internationale de la direction cubaine a connu une évolution profonde autour de trois axes cohérents entre eux : alignement sur les orientations fondamentales de la direction soviétique ; ouverture vers des régimes et des gouvernements bourgeois d'Amérique latine ca-

8. Cf. Claude Gabriel, *Angola, le tournant africain ?*, Editions La Brèche, Paris, 1978.

9. Cf. Déclaration de Fidel Castro du 26 avril 1978. Lire à ce sujet René Lefort, *Ethiopie : la révolution impossible*, Maspero, 1981.

caractérisés comme « anti-impérialistes et révolutionnaires » (celui du général Velasco Alvarado au Pérou, par exemple) ; rapprochement avec les partis communistes latino-américains qui sera sanctionné par les résolutions adoptées lors de leur Conférence tenue à La Havane en 1975.

La réorientation de ces deux ou trois dernières années, dans le sens d'une intervention active dans les luttes révolutionnaires de certains pays d'Amérique latine, parce qu'elle signifie — sans équivoque possible — une politique d'extension de la révolution en Amérique latine, a introduit dans ce cadre des éléments profondément contradictoires.

Mais l'alignement sur les grands axes de la politique de Moscou, avec toutes ses conséquences, n'a pas varié. En fait, cette évolution de la fin des années 1960 - début des années 1970 répondait et s'est combinée tout à la fois à de nombreux facteurs objectifs, dont deux apparaissent essentiels : le besoin croissant de l'aide économique — et aussi militaire — de l'Union soviétique d'une part, tandis que d'autre part, à la suite des défaites de la plupart des mouvements de guérilla, s'éloignait la perspective de victoires révolutionnaires à court terme en Amérique latine, qui était celle des dirigeants cubains. L'alignement sur les orientations fondamentales de la direction soviétique a signifié un soutien total et acritique à sa politique internationale ainsi qu'aux thèmes de propagande qui lui sont liés ; il a également signifié l'acceptation des conceptions générales de la bureaucratie soviétique ainsi qu'une apologie de sa direction, présentée comme « authentiquement léniniste et révolutionnaire ».

Cette évolution, se combinant elle-même aux effets du renforcement rapide et considérable de l'ensemble des liens économiques, scelle véritablement l'« intégration au camp socialiste », selon l'expression même des dirigeants cubains.

La complexité de ce processus, ses implications profondes sur l'évolution de la société cubaine, sur la formation de la conscience politique des cadres dirigeants, les contradictions dont il est dès l'origine porteur, et qu'ont souligné et accentué la remontée des luttes en Amérique latine et la victoire révolutionnaire au Nicaragua, sont absents des analyses de Fred Feldman. Il lui échappe donc en particulier que, durant toute la période qui va de 1970 au IIe Congrès du PCC, la direction cubaine a, empiriquement, parachevé l'élaboration d'une idéologie d'ensemble qui englobe ces contradictions. Elle combine des traits spécifiques concernant la construction du socialisme à Cuba (dont le *Poder popular* est l'une des expressions), une orientation de lutte révolutionnaire dans certains pays (Amérique centrale notamment) et un alignement sur les grandes orientations de politique internationale de la bureaucratie soviétique et sur ses positions idéologiques.

C'est dans ce cadre que les dirigeants cubains sont, en partie de façon contradictoire, opposés à la division du monde

en zones d'influence, alors qu'en même temps ils analysent la situation mondiale à partir de l'affrontement entre deux camps fondamentaux.

Placés au cœur de ce qui est la zone d'influence privilégiée des Etats-Unis, convaincus que seule l'extension de la révolution, en particulier dans cette zone, renforcera leurs positions, les dirigeants cubains sont contre de nouveaux accords de Yalta, « contre la division du monde en zones d'influence » ; c'est là une conception « désuète, réactionnaire et fasciste qui revient à prôner le blocage du progrès et des transformations dans le monde », dira Fidel Castro dans son rapport au IIe Congrès du PCC. Quelle critique anticipée au rapport que fera Leonid Brejnev quelques semaines plus tard devant le XXVIe Congrès du PCUS à Moscou, à ses appels à peine voilés pour un nouveau *package deal*, Salvador contre Afghanistan par exemple !

Mais, placés aux avant-postes du combat contre l'impérialisme, et la révolution ayant survécu grâce à la permanence de l'extraordinaire mobilisation des masses d'une part, mais grâce — aussi — à l'aide massive de l'Union soviétique et de ses alliés et à leur garantie militaire de fait d'autre part, les dirigeants cubains analysent la situation mondiale à partir de l'affrontement entre deux « camps fondamentaux » : l'impérialisme et le « camp socialiste ».

A l'échelle mondiale, ils mettent un signe d'égalité entre le processus de la révolution mondiale et l'affrontement entre ces deux camps. C'est cette confusion et cette assimilation qui sont à l'origine de la logique et du contenu de la plupart de leurs analyses et prises de position sur la situation internationale : pour eux, lutter réellement contre l'impérialisme, c'est lutter pour le socialisme, c'est donc s'unir au camp socialiste, s'y intégrer ; c'est donc aussi lutter pour son unité interne.

Les positions de la direction cubaine sur la crise polonaise sont l'illustration la plus récente de cette logique des « deux camps ». Elles ont déjà été analysées dans *Inprecor* (10) dans un article consacré aux aspects de politique internationale du discours de Fidel Castro, le passage traitant de la situation en Pologne y étant d'ailleurs reproduit presque intégralement, de même que celui qu'il consacre à l'Afghanistan. Rappelons-en très brièvement l'essentiel : selon Fidel Castro, « en Pologne, on assiste tout particulièrement à une sinistre provocation de l'impérialisme contre le camp socialiste ». Pour lui, les développements polonais de l'année 1980 sont des « succès de la réaction ». Ils « démontrent éloquemment, ajoute-t-il, qu'un parti révolutionnaire au pouvoir ne peut pas s'écarter des principes du marxisme-léninisme, négliger le travail idéologique et se couper des masses ». Certes, « les communistes polonais ont le devoir sacré de résoudre par leurs propres forces et par eux-mêmes le conflit créé par les anti-socialistes et les contre-révolutionnaires ». Mais, en même temps, il reconnaît a priori le « droit au

camp socialiste de sauver son intégrité », donc le droit de l'armée soviétique d'intervenir, comme elle l'a fait en Tchécoslovaquie...

Sur l'Afghanistan et sur la Pologne, citer de substantiels extraits de Fidel Castro aurait évité à Fred Feldman d'avoir recours à une synthèse qui tend fâcheusement à estomper une partie du contenu des propos de Fidel Castro. De plus, ils sont littéralement noyées dans des citations tirées d'autres parties du rapport qui indiqueraient, selon Fred Feldman, « l'impact que le soulèvement de masse des ouvriers polonais a eu sur les dirigeants cubains ». C'est là une pure spéculation à partir de laquelle il introduit l'idée qu'au fond, les dirigeants cubains ont tiré, malgré leur prise de position, des leçons politiques essentiellement correctes des événements polonais...

En fait, Fred Feldman adopte une méthode déductive qui a pour point de départ la caractérisation de la direction castriste comme marxiste révolutionnaire. Partant de là, la fonction qu'il assigne à cet article est de montrer à propos du IIe Congrès du PCC comment « un courant révolutionnaire, qui est profondément enraciné dans les besoins et les expériences des ouvriers et des paysans cubains, répond aux bouleversements qui sont intervenus dans la situation politique mondiale et régionale au cours des cinq dernières années (...), comment ce courant a approfondi son internationalisme actif en réponse à ces événements. »

Ce cadre ne peut que relativiser l'importance de la prise de position sur la Pologne ou sur l'Afghanistan, alors que l'une et l'autre traduisent le plus clairement possible un alignement sur les positions de l'Union soviétique. La position sur la Pologne n'est — selon lui — qu'une « erreur politique » dont il veut bien aller jusqu'à reconnaître qu'elle est « sérieuse ». « Elle est le prix politique à payer pour la survie de Cuba » constate Fred Feldman, après avoir rappelé que « la révolution cubaine a pu survivre aux actions agressives de Washington grâce seulement à son étroite alliance diplomatique, politique et militaire avec l'Union soviétique et les Etats ouvriers d'Europe de l'Est » (11).

Et Fred Feldman, confiant dans les vertus de l'empirisme, et en particulier dans celui des dirigeants cubains, conclut rassuré : « Chaque soulèvement de travailleurs en Pologne ou dans d'autres pays d'Europe orientale conduira à de nouvelles réflexions (further considerations) sur cet aspect de la révolution prolétarienne mondiale... »

Les développements de la lutte de classe internationale dans les différents pays et secteurs ne sont-ils pas de plus en plus étroitement combinés ? Les marxistes révolutionnaires ne luttent-ils pas pour

10. Cf. note 1.

11. L'emploi de l'adverbe *seulement* est souligné par nous (...has only been able to survive...). J.-P. B.

que cette *combinaison soit organisée*, afin de tendre ainsi progressivement à une *unification de la conscience prolétarienne*? Ce combat ne passe-t-il pas nécessairement par la défense intransigeante des intérêts et des luttes des exploités et des opprimés de *chaque pays*, dans les *trois secteurs* de la révolution mondiale et sans introduire une hiérarchie entre eux? L'appui à ces luttes de caractère prolétarien ne peut être subordonné à de prétendues « priorités » globales (priorité de la défense du « camp socialiste », priorité à la lutte anti-impérialiste ou — autre variante — priorité au combat du prolétariat des pays impérialistes...).

## CONCLUSION

Le IIe Congrès du PCC, de sa « préparation » dans les instances de base jus-

qu'à son déroulement, mais surtout par le contenu du rapport central de Fidel Castro adopté sans discussion, a été un concentré de toutes ces contradictions, qui ne relèvent pas toutes de la stricte réalité objective. Les souligner, les analyser, en comprendre les implications, est une dimension indispensable de la solidarité des marxistes révolutionnaires avec la révolution cubaine.

A cette révolution socialiste, victorieuse aux portes mêmes de l'impérialisme, et dont elle constitue aujourd'hui plus que jamais le point de mire; à cette révolution, faite par une direction étrangère au stalinisme et à ses traditions, par une direction qui combat pour l'extension de la révolution latino-américaine, on ne mesure pas la solidarité, on ne la découpe pas en tranches.

C'est le sens de ce que Fidel Castro expliquait, il y a longtemps déjà, aux dé-

légations de ces jeunes révolutionnaires qui, au début des années 1960, s'étaient radicalisés sous l'impact de la révolution cubaine et s'étaient mobilisés pour sa défense. A ces jeunes venus d'Europe et des Etats-Unis, il répétait avec insistance que s'ils voulaient être vraiment solidaires, il fallait qu'ils soient critiques (12). Dans le contexte de l'époque (1964), le poids du stalinisme d'un côté et une île soumise au blocus de l'autre, c'était une extraordinaire leçon qu'il donnait là. Elle ne doit pas être oubliée. ■

Jean-Pierre BEAUVAIS  
22 mars 1981.

12. Fidel Castro, discours du 27 juillet 1964 à Santiago de Cuba, devant les délégations étrangères venues assister à la célébration de l'anniversaire du 26 juillet.

# OFFREZ TOUT « INPRECOR » SUR LA POLOGNE POUR 30 FF

**N**OUS avons besoin de temps » s'inquiète Antoni Macierewicz. Il dirige le Centre de recherches socialistes qui regroupe les experts du syndicat « Solidarité » de la région de Varsovie.

« Il faut fixer des limites à la dynamique du mouvement » répond en écho Jacek Kuron, qui est le principal animateur du KOR, le Comité d'autodéfense sociale.

INPRECOR leur a donné la parole dans son numéro 91.

21 juillet, à la limite du bouclage, INPRECOR consacre sa dernière couverture avant les vacances au mouvement de grève qui commence à s'étendre en Pologne.

15 décembre, INPRECOR consacre un dossier de 24 pages à l'évolution de la crise polonaise.

INPRECOR a sans doute été la publication qui a consacré le plus de place à suivre la crise polonaise. Depuis juillet, c'est l'équivalent d'un gros volume qui a été publié.

INPRECOR propose la série de ses numéros sur la Pologne (82 à 91) pour 30 F (au lieu de 100 F à l'achat au numéro). C'est un instrument de travail indispensable pour comprendre ce qui est arrivé, et prévoir ce qui va se passer.

Parmi vos amis et connaissances, il y a bien un militant socialiste, un membre du PCF, un syndicaliste de la CGT ou de la CFDT qui pense comme nous que la Pologne est l'événement le plus important en Europe depuis Mai 1968.

COMMANDES : CHEQUES POSTAUX OU BANCAIRES

A L'ORDRE DE « PEC », 2, RUE RICHARD-LENOIR, 93100 MONTREUIL (MENTION INPRECOR POLOGNE)

# Les débats se poursuivent dans « Solidarité »

Jacqueline ALLIO

Szczecin. — Extension, mais aussi approfondissement du mouvement, comme en témoigne le contenu des bulletins syndicaux qui frappent par leur caractère de plus en plus directement politique.

Cet automne, l'essentiel des bulletins locaux était consacré à la reproduction des communiqués de la direction de « Solidarité ». Maintenant, ce sont des articles de débat sur la censure, sur l'autogestion ouvrière, voire des attaques directes contre le pouvoir. Sont visés, les discours délirants d'Olszowski à propos des « éléments anti-socialistes », la presse soviétique et la campagne qu'elle mène en accusant « Solidarité » de provoquer le chaos.

Maintenant, de nombreux bulletins régionaux tirent à 30 000 ou à 50 000 exemplaires, et la moyenne pour les autres s'établit quand même entre 10 000 et 15 000 exemplaires.

A Szczecin, c'est d'un véritable hebdomadaire, *Jednosc* (Unité), qu'il s'agit, qui tire sur un format de quotidien à 100 000 exemplaires par semaine.

L'appel lancé par le nouveau Premier ministre, le général Jaruzelski, afin que le syndicat observe une trêve de trois mois et suspende toutes les grèves, pour laisser au nouveau gouvernement le temps de « faire ses preuves », a provoqué des réactions diverses au sein du mouvement.

Plusieurs dirigeants de « Solidarité » m'ont expliqué que « les gens ont besoin de calme. Ils respecteront cette période de paix sociale ». La plupart d'entre eux semblent par ailleurs convaincus que le syndicat lui-même a besoin de cette trêve, pour se renforcer, se construire et discuter du programme à avancer, des nouvelles tâches de l'heure, plutôt que de s'épuiser dans des efforts pour empêcher les luttes menées en ordre dispersé de déboucher sur une confrontation centrale avec le pouvoir, alors que le syndicat dans son ensemble n'y serait pas encore préparé.

D'où l'appel de la Commission nationale de coordination (KKP) de « Solidarité » aux divers comités syndicaux inter-entreprises (MKZ) locaux, leur demandant de ne lancer aucune grève sans discussion préalable et accord avec la direction nationale de « Solidarité » (1).

Les dirigeants les plus lucides de « Solidarité » ne cachent pas leur préoccupation devant les tentatives du pouvoir de mettre à profit cette période de trêve pour tenter de diviser le syndicat : « La manière dont le pouvoir joue sur la fibre patriotique des travailleurs, en essayant de les effrayer par la perspective d'une intervention soviétique ; le sabotage économique auquel se livrent les autorités auquel s'ajoute une certaine fatigue des militants les plus combattifs : voilà autant d'éléments qui risquent de signifier que ces 90 jours seront 90 jours pour Jaruzelski

», m'explique un membre du présidium du MKZ de Gdansk. Mais il ajoute aussitôt : « Je ne vois pourtant pas ce qu'on pouvait faire d'autre que de lancer l'appel de la KKP, sans risquer d'aller vers l'éclatement du mouvement. »

« Je crois que, d'une certaine façon, on s'est fait avoir avec cette histoire de paix sociale pendant trois mois, déclare de son côté l'un des rédacteurs de *Jednosc* à Szczecin, d'abord, parce que le syndicat n'a pas de programme clair, notamment sur la question de l'autogestion, et qu'il risque d'être vulnérable face aux manœuvres du gouvernement. » Lui aussi estimait nécessaire un certain répit. Mais il demeurait préoccupé par l'orientation générale de la KKP, « trop influencée par le pouvoir », et le risque de la voir intervenir au niveau des régions pour arrêter un mouvement, même en cas de confrontation grave.

« Il ne s'agit pas de prôner la grève pour la grève mais, s'il s'avère par exemple que nous avons un conflit avec les autorités au sujet de la mise en place de nouvelles structures d'autogestion au niveau local et régional à Szczecin — je ne pense pas que l'autogestion puisse se limiter au seul niveau de l'entreprise —, il peut être justifié d'appeler à la grève. Et je crains que la KKP ne joue alors un rôle négatif. »

« Il faut se rappeler que tout ce que nous avons obtenu jusqu'à maintenant, c'est par la grève que nous l'avons obtenu », dit de son côté Stanislaw Wondolowski, membre du MKR (Commission ouvrière inter-entreprises) de Szczecin, lors d'une réunion avec les paysans de la région. Certes, la déclaration du 12 février de la KKP réaffirme que « Solidarité » n'hésitera pas à employer l'arme de la grève si ses revendications n'étaient pas satisfaites. Mais l'inquiétude dont font état un certain nombre de dirigeants — une minorité — provient du caractère un peu trop conciliant des propos tenus par certains représentants nationaux du syndicat.

Ainsi, Karol Modzelewski (2) déclarait dans *Zycie Warszawy* du 16 février 1981, dans la première interview officielle du syndicat parue dans la presse officielle : « Je pense que la nomination du nouveau gouvernement, sa composition et les principes politiques qui ont été exposés par le Premier ministre Jaruzelski ont créé une chance réelle de renverser le cours dangereux des événements, qui s'était particulièrement aggravé au cours des dernières semaines (...). Il me semble que les changements qui sont intervenus signifient un renforcement réel du pouvoir, de notre système de gouvernement. On dit parfois que "Solidarité" représente un deuxième pouvoir en Pologne ; je suis convaincu que c'est faux (...). Nous ne voulons pas d'un pouvoir faible ; d'abord parce que c'est dangereux pour le pays, et ensuite parce qu'un tel pouvoir ne pourrait être un partenaire fiable pour la société

», un partenaire à même de réaliser les accords. Nous ne sommes pas un pouvoir alternatif. Nous ne voulons être qu'un partenaire social, reconnu et respecté... »

## COMMENT TRAVAILLE LA KKP

« La KKP travaille mal, c'est la première conclusion qu'on peut tirer de la réunion-marathon qui a duré trois jours, du 6 au 8 janvier à Gdansk, explique un correspondant du bulletin NTO de Varsovie, un représentant du MKZ de Torun a d'ailleurs déclaré qu'au cours des deux derniers mois, la KKP n'avait produit qu'une dizaine de résolutions — transformées ensuite en plusieurs tonnes de papier — pour exiger à chaque fois que le pouvoir respecte ses engagements. (3) »

Au cours d'un meeting des paysans de la région de Szczecin, qui s'est tenu à la fin février, plusieurs intervenants ont rapporté les difficultés qu'ils avaient rencontrées pour faire inscrire la question du syndicat paysan indépendant à l'ordre du jour de la KKP, au moment même où la grève prenait une tournure dramatique dans le sud de la Pologne.

Par ailleurs, de nombreux militants et dirigeants locaux de « Solidarité » commencent à prendre conscience du rôle plus qu'ambigu que jouent certains experts, qui subissent très fortement l'influence du pouvoir et dont le rôle n'est pas mineur lors des réunions de la KKP.

Ces critiques sont justifiées, mais on ne peut pas oublier les difficultés objectives que rencontre dans son action et sa réflexion la Commission nationale de coordination (KKP) de « Solidarité ». Elle n'a cessé d'être confrontée aux coups de force du pouvoir, tandis qu'il lui restait presque tout à apprendre sur comment construire une véritable direction, après 35 ans de passivité forcée de la classe ouvrière polonaise. Il faut ainsi souligner le progrès que constitue la reconnaissance — aujourd'hui largement répandue — qu'il est nécessaire de se doter d'une véritable direction et non d'une simple coordination, alors que les résistances à l'idée même de centralisation du mouvement étaient encore très fortes il y a deux ou trois mois.

Le débat sur ce que doit être cette direction, sur sa composition et sur ses tâches, commence même à être abordé dans la presse de « Solidarité »...

Correspondance de Jacqueline ALLIO  
Szczecin, le 15 mars 1981.

1. Lire dans *Inprecor*, numéro 97, du 16 mars 1981, « Résolution de la Commission nationale de coordination (KKP) de "Solidarité" sur les buts et méthodes d'action du syndicat », Gdansk, le 12 février 1981.

2. *Inprecor* a publié dans son numéro 91, du 15 décembre 1980, « Une conversation à bâtons rompus avec Karol Modzelewski ».

3. NTO, 25 janvier 1981, Varsovie.